



BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR, BMCE BANK

NOTE D'INFORMATION

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 628 841 ACTIONS BMCE RESERVEE EXCLUSIVEMENT AUX MEMBRES DU PERSONNEL DU GROUPE BMCE BANK

Prix de l'action : 525 dirhams

**Montant de l'Opération : 330,14 millions de dirhams,
soit 3,96% du capital**

**Période de l'Offre Publique de Vente :
du 16 mai 2005 au 20 mai 2005**

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 10 mai 2005 sous la référence n°VI/EM/007/2005.

**Conseiller de l'opération : BMCE CAPITAL
Coordinateur et chef du syndicat de placement : BMCE CAPITAL BOURSE
Réseau Placeur : BMCE Bank**

ABREVIATIONS

AED	Dirham Emirats Arabes Unis
ALCO	<i>Asset Liability Committee</i>
ALM	<i>Asset Liability Management</i>
BBVA	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria
BCP	Banque Centrale Populaire
BDM	Banque de Développement du Mali
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BMCD	Banque Malienne de Crédit et de Dépôts
BMCI	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BNDE	Banque Nationale du Développement Economique
BPS	<i>Business Planning System</i>
BVQI	<i>Bureau Veritas Quality International</i>
CA	Chiffre d'Affaires
CACI	Comité d'Audit et de Contrôle Interne
CAD	Dollar Canadien
CDL	Créances Douteuses et Litigieuses
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CHF	Franc Suisse
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CMM	Caisse Marocaine des Marchés
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CPS	<i>Customer Profitability System</i>
CSIS	<i>Centre for Strategic International Studies</i>
CTM	Compagnie de Transport Marocaine
DAT	Dépôts à Terme
DKK	Couronnes Danoises
DMS	<i>Data Management System</i>
DZD	Dinars Algériens
EUR	Euro
FCP	Fonds Commun de Placement
FMI	Fonds Monétaire International
FTP	<i>Fund Transfer Pricing</i>
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GNS	<i>Global Network System</i>
GPB	Livre Sterling
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
IGR	Impôt Général sur le Revenu
ITB	Institut Technique de Banque
JPY	Yens Japonais
KMAD	Milliers de Dirhams
KWD	Dinar Koweïtien
LYD	Dinar Libyen
M EUR	Millions d'Euros

M MAD	Millions de Dirhams
MAD	Dirham Marocain
MAMDA/MCMA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurance / Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurance
MO	Marché Officiel
MRE	Marocains Résidant à l'Etranger
MSIM	Morgan Stanley Investment Management
ND	Non Disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes
OPCVM	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPS	<i>Organisational Profitability System</i>
OPV	Offre Publique de Vente
PB	Point de base
P/B	<i>Price to Book Ratio</i>
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PEP	Plancher d'Effet Public
PER	<i>Price Earning Ratio</i>
PME-PMI	Petites et Moyennes Entreprises - Petites et Moyennes Industries
PNB	Produit Net Bancaire
PPR	Paierie Principale des Rémunérations
PPS	<i>Product Profitability System</i>
RATP	Régie Autonome des Transports de Parisiens
RBE	Résultat Brut d'Exploitation
RH	Ressources Humaines
RMA	Royale Marocaine d'Assurances
RME	Résidant Marocain à l'Etranger
ROE	Return on Equity
SAR	Rial Saoudien
SEK	Couronnes Suédoises
SFI	Société Financière Internationale
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SICG	Système d'Information Comptable et de Gestion
SMDC	Société Marocaine de Dépôt et de Crédit
SMS	<i>Short Message Service</i>
TCN	Titres de Créances Négociables
TMP	Taux Moyen Pondéré
TMT	Télécommunications, Média & Technologies
TND	Dinar Tunisien
USD	Dollar Américain
WAP	<i>Wireless Application Protocol</i>

SOMMAIRE

Abréviations	2
Sommaire	4
Avertissement	5
Préambule	6
I – Attestations et Coordonnées	7
1.1 Le Conseil d'Administration	8
1.2 Les Commissaires aux Comptes	9
1.3 L'Organisme Conseil	20
1.4 Le Conseiller Juridique	21
1.5 Le Responsable de l'Information et de la Communication Financière	22
II – Présentation de l'Opération	23
2.1 Cadre de l'Opération	24
2.2 Objectifs de l'Opération	24
2.3 Intentions des Actionnaires	24
2.4 Structure de l'Offre	25
2.5 Renseignements relatifs aux Actions BMCE	25
2.6 Eléments d'Appréciation du Prix	26
2.7 Intermédiaire Financier	29
2.8 Modalités de l'Offre Publique de Vente	30
2.9 Fiscalité des Dividendes et des Plus-Values	34
2.10 Charges relatives à l'Opération	35
2.11 Définitions	36
III – Présentation Générale de BMCE Bank	37
3.1 Renseignements à Caractère Général de BMCE Bank	38
3.2 Renseignements sur le capital de BMCE Bank	39
3.3 Marché des Titres de BMCE Bank	44
3.4 Notation	45
3.5 Assemblées d'Actionnaires	45
3.6 Organes d'Administration, de Direction et de Surveillance de BMCE Bank	46
3.7 Organes de Direction	47
3.8 Gouvernement d'Entreprise	50
IV – Activité de BMCE Bank	54
4.1 Historique de BMCE Bank	55
4.2 Appartenance au Groupe Finance.com	56
4.3 Filiales de BMCE Bank	57
4.4 Activité	64
4.5 Organisation	72
4.6 Stratégie de Développement	79
V – Situation Financière de BMCE Bank	81
5.1 Analyse des Etats Financiers Annuels Agrégés 2002 - 2004	82
5.2 Analyse des Etats Financiers Annuels Consolidés sur les périodes 2001-2003 et Juin 2003 -2004	97
VI – Perspectives	112
6.1 Avertissement	113
6.2 Orientations Stratégiques & Perspectives	113
VII – Facteurs de Risques	117
7.1 Gestion de Risque de Contrepartie	118
7.2 Analyse des Risques de Taux et de Liquidité Globaux	118
7.3 Risque de Taux et de Liquidité (Risques de Marché)	120
7.4 Analyse du Risque de Change	121
7.5 Risque de Marché Actions	121
7.6 Risque sur la Rentabilité	122
VIII – Faits Exceptionnels	123
IX – Litiges et Affaires Contentieuses	125
X – Annexe : Données Comptables et Financières	127

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de l'émetteur.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition de titres de capital, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les titres de capital, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni l'Organisme Conseil n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par BMCE Bank et l'Organisme Conseil, BMCE Capital, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19 novembre 2004, prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes : BMCE Bank, GPBM.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition des Membres du Personnel au siège de BMCE Bank et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions selon les modalités suivantes :
 - Elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :
 - Siège Social de la Banque : 140 avenue Hassan II - Tél : 022-49-80-92
 - BMCE Capital Bourse : Tour BMCE – 140 avenue Hassan II - - Tél : 022-49-81-01
 - Elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48h auprès des points de collecte du réseau de placement
 - Elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma)
- Tenue à la disposition des Membres du Personnel du Groupe BMCE Bank au siège de la Bourse des Valeurs.

I - ATTESTATIONS ET COORDONNEES

1.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

Objet : Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux membres du personnel du Groupe BMCE Bank

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité.

Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de BMCE Bank ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

« Pour le Conseil d'Administration »

Monsieur Othman BENJELLOUN

Président du Conseil d'Administration de BMCE Bank

1.2 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Monsieur Ali BENNANI

ERNST & YOUNG

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour, Casablanca

Téléphone : 022-95-79-00

Date du premier exercice soumis au contrôle : 1999

Date d'expiration du mandat actuel : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004

Monsieur Jamal Sâad EL IDRISSI

KPMG

6, Rue Todgha, Agdal – Rabat

Téléphone : 037-77-47-70

Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle : 2003

Date d'expiration du mandat actuel : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004

ERNST & YOUNG
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
Casablanca

KPMG
6, rue Todgha - Agdal
Rabat

Objet : Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux membres du personnel du Groupe BMCE Bank

« Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse agrégés audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse agrégés tels que audités par nos soins au titre des exercices 2003 et 2004 et par les soins des Commissaires aux Comptes Ernst & Young et Associated Advisors au titre de l'exercice 2002».

Ali BENNANI
Associé
Ernst & Young

Jamal Saâd EL IDRISSI
Associé
KPMG

ERNST & YOUNG
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
Casablanca

KPMG
6, rue Todgha - Agdal
Rabat

Aux Actionnaires
BMCE-Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004

«Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE-Bank" au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres de KMAD 5.652.258 dont un bénéfice net de KMAD 505.710 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE Bank" au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc par référence au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous signalons que des risques identifiés, couverts jusqu'au 31 décembre 2004 par la provision pour risques généraux constituée antérieurement par prélèvement sur le résultat distribuable à hauteur de 150 millions de dirhams, ont été traités au cours de l'exercice 2004, soit par la constitution de provisions, soit par la constatation de pertes. En conséquence, la provision pour risques généraux présente dorénavant un caractère de réserve ».

Vérification et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 05 mai 2005

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Ali BENNANI
Associé

KPMG
Jamal Saâd EL IDRISSE
Associé

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha,
Casablanca
Maroc

KPMG

6, Rue Toudgha
Agdal - Rabat
Maroc

Aux actionnaires de la

BMCE - Bank

140, Avenue Hassan II
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003**

« Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE-Bank" au 31 décembre 2003, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres de KMAD 5.412.219 dont un bénéfice net de KMAD 407.800 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion ».

Opinion sur les états de synthèse

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE Bank" au 31 décembre 2003 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc par référence au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société. »

Casablanca, le 25 mars 2004

Les Commissaires aux Comptes**ERNST & YOUNG**

Mostafa Daoudi
Associé

KPMG

Jamal Sâad EL Idrissi
Associé

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha,
Casablanca
Maroc

ASSOCIATED ADVISORS

30, Boulevard Moulay Youssef
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la

BMCE - Bank

140, Avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2002**

« Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE Bank" au 31 décembre 2002, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres de KMAD 5.226.980 dont un bénéfice net de KMAD 282.341 sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur "BMCE Bank" au 31 décembre 2002 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc par référence au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société. »

Casablanca, le 19 mars 2003

Les Commissaires aux Comptes**ERNST & YOUNG**

Hamad JOUAHRI
Associé

ASSOCIATED ADVISORS

Bachir TAZI
Associé

ERNST & YOUNG
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour,
Casablanca

KPMG
6, rue Todgha - Agdal
Rabat

Objet : Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux membres du Groupe BMCE Bank

« Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés tels que audités par nos soins au titre de l'exercice 2003 et aux 30 juin 2004 et 2003, par les soins des Commissaires aux Comptes Ernst & Young et Associated Advisors au titre de l'exercice 2002, et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Ernst & Young et Arthur Andersen au titre de l'exercice 2001».

Ali BENNANI
Associé
Ernst & Young

Jamal Saâd EL IDRISSI
Associé
KPMG

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha,
Casablanca
Maroc

KPMG

6, rue Toudgha
Agdal- Rabat
Maroc

Aux actionnaires de la

Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE – BANK »

140, Avenue Hassan II
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003**

« Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE-BANK » et ses filiales (Groupe BMCE BANK) arrêté au 31 décembre 2003, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la BMCE-BANK. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Une provision pour risques généraux, ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus du groupe BMCE-BANK pour l'exercice clos le 31 décembre 2003, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par BMCE-BANK et les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc pour les établissements de crédit.

Le 21 juin 2004

Les Commissaires aux Comptes**ERNST & YOUNG**

Mostafa DAOUDI
Associé

KPMG

Jamal Saâd EL IDRISI
Associé

ASSOCIATED ADVISORS

30, Boulevard Moulay Youssef
Casablanca
Maroc

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha,
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la

Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE – BANK »

140, Avenue Hassan II
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2002**

« Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE – BANK » et ses filiales (Groupe BMCE BANK) arrêté au 31 décembre 2002, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la BMCE-BANK. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Une provision pour risques généraux, ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de la BMCE-BANK pour l'exercice clos le 31 décembre 2002, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc pour les établissements de crédit.

Casablanca, le 25 juin 2003

Les Commissaires aux Comptes**ASSOCIATED ADVISORS**

Bachir TAZI
Associé

ERNST & YOUNG

Hamad JOUAHRI
Associé

ANDERSEN

30, Boulevard Moulay Youssef
Casablanca
Maroc

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha,
Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la

Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE – BANK »

140, Avenue Hassan II
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2001**

« Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE – BANK » et ses filiales (Groupe BMCE BANK) arrêté au 31 décembre 2001, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la BMCE BANK. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Une provision pour risques généraux, ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de la BMCE BANK pour l'exercice clos le 31 décembre 2001, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc pour les établissements de crédit.

Casablanca, le 28 juin 2002

Les Commissaires aux Comptes**ARTHUR ANDERSEN**

Bachir TAZI
Associé - Gérant

ERNST & YOUNG

Hamad JOUAHRI
Associé

ERNST & YOUNG
44, Rue Mohamed Smiha
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG
6, rue Todgha
Rabat - Agdal
Maroc

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR – BANK
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE BMCE
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2004

« En vertu de la réglementation en vigueur, nous avons procédé à un examen limité du bilan, du hors bilan et du compte de produits et charges consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur arrêtés au 30 juin 2004 ainsi que l'état des soldes de gestion consolidé relatif au semestre clos à cette date selon les normes de la Profession.

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

Sur la base de notre examen limité et exception faite de la situation décrite au paragraphe précédent, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents. »

Le 26 octobre 2004

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

ALI BENNANI
Associé

KPMG

Jamal Saâd EL IDRISSI
Associé

ERNST & YOUNG

44, Rue Mohamed Smiha
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG

6, rue Todgha
Rabat - Agdal
Maroc

**BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE BMCE
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2003**

« En vertu de la réglementation en vigueur, nous avons procédé à un examen limité du bilan et du hors bilan consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur 'arrêtés au 30 juin 2003 ainsi que l'état des soldes de gestion consolidé relatif au semestre clos à cette date selon les normes de la Profession.

Une provision pour risques généraux ayant le caractère de réserve libre et constituée antérieurement après impôt à hauteur de 150 millions de dirhams, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

Sur la base de notre examen limité et exception faite de la situation décrite au paragraphe précédent, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents. »

Casablanca, le 29 octobre 2003

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Hamad JOUAHRI
Associé

KPMG

JAMAL SAAD EL IDRISI
Associé

1.3 L'ORGANISME CONSEIL

Objet : Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux membres du personnel du Groupe BMCE Bank

Attestation du Conseiller Financier

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Nous attestons avoir pris toute les mesures nécessaires pour faire en sorte que notre appartenance au Groupe BMCE Bank n'affecte pas l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés, BMCE Capital étant la Banque d'Affaire, filiale de BMCE Bank.

BMCE Capital s'oblige au respect des normes internationales en matière d'estimation des données comptables et analyses financières à la base des notes d'information préparées par ses soins et sous sa responsabilité.

Jaloul AYED
Président du Directoire, BMCE CAPITAL

M. Jaloul AYED
BMCE Capital
Tour BMCE – Rond Point Hassan II – Casablanca
Téléphone : 022-49-89-78
Fax : 022-26-98-60
Adresse électronique : f.mhamdi@bmcek.co.ma

1.4 LE CONSEILLER JURIDIQUE

Objet : Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux membres du personnel du Groupe BMCE Bank

Attestation du Conseiller Juridique

L'opération, objet de la présente note d'information est conforme aux dispositions statutaires de BMCE Bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

**Maître Azzedine KETTANI
Professeur des Facultés de Droit
Avocat agréé près la Cour Suprême**

Maître Azzedine KETTANI
Cabinet Azedine KETTANI
23 rue El Amraoui Brahim – Casablanca
Téléphone : 212 - 22 -27-14-07
Fax : 212-22-27-26-17
e-mail : k@kettanilawfirm.com

1.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERES

Monsieur Brahim BENJELLOUN TOUIMI
Administrateur Directeur Général
Téléphone: 022-49-80-11/12
Fax: 022-26-49-65
e-mail : bbenjelloun@bmcebank.co.ma

II- PRESENTATION DE L'OPERATION

2.1 CADRE DE L'OPERATION

AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank, réuni le 11 mars 2005, a approuvé et autorisé les caractéristiques de l'Offre Publique de Vente, a autorisé l'octroi de la Garantie du Prix de Vente et a délégué tous pouvoirs à cet effet à Monsieur le Président Othman BENJELLOUN et à Messieurs Brahim BENJELLOUN-TOUIMI et Abdeljelil AYED, en leur qualité d'Administrateurs Directeurs Généraux, agissant ensemble ou individuellement, avec faculté de sub-délégation.

2.2 OBJECTIFS DE L'OPERATION

Au vu du succès de l'OPV réalisée en Février 2003, et dans le cadre de sa politique d'encouragement de l'actionnariat des salariés et de renforcement de l'appartenance des membres du personnel au Groupe BMCE, BMCE Bank, a décidé de mettre en place un nouveau Programme de Participation de Capital « le Programme » comprenant :

- une Offre Publique de Vente réservée exclusivement aux Membres du Personnel éligibles¹ ;
- un financement, sous forme de prêt à des conditions préférentielles ci-après, « **Le Prêt** », au profit des Membres du Personnel éligibles, auquel ces derniers peuvent avoir recours, à leur convenance, afin de financer tout ou partie des actions à acquérir dans le cadre de l'Offre Publique de Vente ;
- une Garantie du Prix de Vente dans les conditions fixées ci-après.

Le cessionnaire des titres objet de la présente Note d'Information est BMCE Bank à travers son programme de rachat. Sont concernés, 628 841 actions BMCE à céder sur les 937 991 actions actuellement détenues en propre par la Banque au 6 mai 2005 dans le cadre de la réalisation de son programme de rachat tel que visé par le CDVM, le 5 mai 2004, sous numéro de référence OF-08/04.

Suite à ces cessions, la Banque continuera à détenir en propre, dans le cadre du programme de rachat, 309 150 actions BMCE, solde résultant du stock de titres détenus en propre à la date du 6 mai 2005. Il est à noter que le stock des actions détenues en propre est amené à évoluer soit à la hausse, soit à la baisse, dans le cadre de la régulation du cours en fonction des situations de marché.

2.3 INTENTIONS DES ACTIONNAIRES

A travers cette opération, les dirigeants de BMCE Bank souhaitent inscrire la participation des salariés au capital de la Banque dans une stratégie globale de motivation de ses ressources humaines à travers un intéressement régulier aux performances de la Banque, à l'instar de l'OPV lancée en 2003.

¹ Membres du personnel éligibles : tous les Membres du Personnel liés par un contrat de travail à l'une des entités désignées du Groupe BMCE dès lors qu'ils (i) sont toujours liés par ledit contrat à la Date de Clôture de la Période de l'Offre Publique de Vente, soit le 20 Mai 2005, et (ii) ont la qualité de salarié titulaire au 31 décembre 2004.

En effet, ladite OPV de février 2003 avait remporté un franc succès auprès du personnel qui a souscrit aux 750 000 actions offertes dans le cadre de l'Offre, d'autant que le recours à un crédit de financement à taux préférentiel a été proposé.

La cession, à compter du 19 février 2005, de 50% des actions acquises, ayant permis de réaliser une plus-value de plus de 100 DH par action, a conforté le personnel dans son adhésion à l'engagement de la Banque dans son action de réorganisation et d'amélioration de sa politique commerciale, managériale et de motivation de son personnel.

2.4 STRUCTURE DE L'OFFRE

L'Offre Publique de Vente, d'un montant de 330,14 millions de dirhams, correspondant à 628 841 actions BMCE, au prix de 525 dirhams, est réservée aux membres du personnel des entités désignées du Groupe BMCE, éligibles selon les conditions fixées ci-après.

2.5 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ACTIONS BMCE

Les actions à acquérir par les Membres du Personnel revêtent les caractéristiques suivantes :

NATURE ET FORME DES TITRES

Actions BMCE, au porteur ou nominatives au choix de l'actionnaire.

NOMBRE D'ACTIONS

628 841 actions

PRIX UNITAIRE D'ACQUISITION

Le Prix Unitaire d'Acquisition a été fixé à MAD 525.

VALEUR NOMINALE

MAD 100

DATE JOUISSANCE

1^{er} janvier 2004

DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

Il n'existe pas de droit préférentiel de souscription, dans le cadre de la présente offre.

REGIME DE NEGOCIABILITE

La cession à titre onéreux ou gratuit des actions, objet de la présente opération, se fait par simple inscription en compte assuré par l'intermédiaire financier habilité. La cession des actions est libre sous réserve des conditions fixées dans le cadre de la présente Note d'Information. Ainsi, la cession devra respecter les conditions applicables à l'exercice de la garantie du prix de vente et à celles relatives au recours au prêt de financement proposé. Les dites conditions sont détaillées ci-après.

DROITS ATTACHES AUX ACTIONS ACQUISES

- Droit de vote aux Assemblées Générales d'Actionnaires :

Les Membres du Personnel disposeront du droit de vote aux Assemblées Générales d'Actionnaires sans aucune restriction.

- Droits à la répartition des bénéfices :

Les Membres du Personnel auront droit aux dividendes, sous réserve des conditions liées à la mise en place et au bénéfice du Prêt, étant entendu que la distribution de dividendes relève de la décision souveraine de l'Assemblée Générale Ordinaire de BMCE Bank.

2.6 ELEMENTS D'APPRECIATION DU PRIX

Le prix proposé de MAD 525, approuvé par le Conseil d'Administration du 11 mars 2005, a été obtenu sur la base des éléments d'appréciation suivants :

- Méthode du cours moyen pondéré ;
- Méthode des multiples.

METHODE DU COURS MOYEN PONDERE :

Les actions BMCE étant admises aux négociations sur la Bourse de Casablanca, le prix de l'offre se compare notamment au cours Moyen Pondéré de l'action BMCE sur les six derniers mois (octobre 2004 – mars 2005).

Le prix de MAD 525 fait ressortir les surcotes ou décotes suivantes :

<u>Périodicité</u>	CMP* en MAD²	Surcote/Décote
<u>1 mois :</u>		
Plus haut	539	-2,6%
Moyen	529,05	-0,8%
Plus bas	515	1,9%
<u>3 mois :</u>		
Plus haut	539	-2,6%
Moyen	511,35	2,7%
Plus bas	510	2,9%
<u>6 mois :</u>		
Plus haut	539	-2,6%
Moyen	513,04	2,3%
Plus bas	500	5,0%

(*) Calculé sur la base des quantités échangées sur les marchés central et de blocs.

L'analyse sur la base d'un Cours Moyen Pondéré de l'action BMCE sur le dernier mois (mars 2005) fait ressortir une décote de 0,8% du prix proposé dans le cadre de la présente OPV (soit MAD 525) par rapport au cours moyen pondéré. Sur le dernier trimestre, le prix proposé affiche une surcote de 2,7% par rapport à la moyenne pondérée de la période qui correspond à une valeur de l'action de MAD 511,35. Enfin, sur un semestre, le prix de l'Offre est en surcote de 2,3% par rapport à une moyenne pondérée qui ressort à MAD 513,04.

² Cours de référence au 31 mars 2005 – Sources FININFO & BMCE Capital.

METHODE DES COMPARABLES

Les méthodes comparatives se basent sur des indicateurs reflétant la rentabilité économique et financière de l'activité de la Banque.

Les paramètres retenus dans le cadre de la présente OPV sont le *Price Earning Ratio* et le *Price to Book*, calculés respectivement à partir du Résultat Net et des Fonds Propres.

L'échantillon de référence retenu regroupe les banques commerciales cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca, à savoir : Attijariwafa bank, BMCE Bank, BMCI, BCP et CDM.

Valeur	PER 2004	P/B 2004
Attijariwafa bank	27,6	3,0
BMCE Bank	16,9	1,4
BMCI	15,5	2,1
BCP	10,3	1,3
CDM	14,8	1,7
Moyenne banques commerciales	21,1	2,3

Source : BMCE Capital

Sur la base d'un PER 2004 sectoriel établi à 21,1x à la date du 30 mars 2005, la valeur de l'action BMCE ressort à MAD 673, soit une surcote de 22% par rapport au prix offert dans le cadre de l'Offre Publique de Vente.

Sur la base d'un *Price /Book Value* sectoriel 2004 de 2,3x, la valeur de l'action BMCE s'établit à MAD 895, soit une surcote de 41% par rapport au prix de l'Offre.

SYNTHESE DES RESULTATS

Méthode	Résultats obtenus	Surcote/Décote
Méthode du cours de bourse	518	+1,4%
Méthode du PER	673	-22%
Méthode du P/B	895	-41%

En excluant la valorisation extremum issue de la méthode comparative par le P/B, la valeur du titre BMCE Bank ressort comprise dans un intervalle de MAD 518 à MAD 673.

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

Le cours du Marché Central le plus haut et le plus bas sur les trois dernières années :

Période	Plus Haut	Plus Bas
Du 01/04/04 au 31/03/05	540	405
Du 01/04/03 au 31/03/04	440	384
Du 01/04/02 au 31/03/03	405	325

Sources : FININFO & BMCE Capital

Le cours le plus haut et le plus bas par trimestre de la dernière année :

	Période	Plus Haut	Plus Bas
Trimestre 1	Du 01/01/05 au 31/03/05	539	510
Trimestre 2	Du 01/10/04 au 31/12/04	535	500
Trimestre 3	Du 01/07/04 au 30/09/04	540	430
Trimestre 4	Du 01/04/04 au 30/06/04	472	405
Trimestre 5	Du 01/01/04 au 31/03/04	430	384

Sources : FININFO & BMCE Capital

Le cours le plus haut et le plus bas par mois sur les six derniers mois :

Période	Plus Haut	Plus Bas
Mars 2005	539	515
Février 2005	520	511
Janvier 2005	520	510
Décembre 2004	525	508
Novembre 2004	528	510
Octobre 2004	535	500

Sources : FININFO & BMCE Capital

Le volume des transactions sur les trois dernières années :

	01/04/02 au 31/03/03	01/04/03 au 31/03/04	01/04/04 au 31/03/05
Volume global (en MAD)	1 411 059 084	437 499 856	2 663 248 482
En nombre de titres	3 578 984	1 089 891	5 534 665
Dont Marché Central	1 020 199	781 691	1 783 744
Dont Marché de Blocs	2 558 785	308 200	3 750 921

Sources : FININFO & BMCE Capital

Le volume des transactions mensuelles sur les six derniers mois :

Période	En MAD	En nombre de titres
Mars 2005	105 179 512	198 809
Février 2005	435 357 850	858 274
Janvier 2005	56 227 766	109 951
Décembre 2004	165 310 234	323 353
Novembre 2004	42 282 347	81 856
Octobre 2004	129 889 957	248 760

Sources : FININFO & BMCE Capital

Suspensions de cotation intervenues au cours des trois dernières années

La cotation de la valeur BMCE a été suspendue trois fois entre le 25 novembre 2002 et le 31 mars 2005 :

Période de suspension de la cotation	Commentaire
Du 20 au 21 janvier 2003	Lancement d'une OPV réservée au personnel de BMCE Bank portant sur 4,72% du capital de la banque
Du 29 au 30 septembre 2003	Annonce de l'entrée éventuelle de la CNCE dans le capital de BMCE Bank
Du 15 au 17 Juin 2004	Annonce de l'entrée du CIC France dans le capital de BMCE Bank à hauteur de 10% au prix de MAD 500

Sources : FININFO & BMCE Capital

Franchissements de seuil

Au cours des douze derniers mois (avril 2004 – mars 2005) , un bloc de 10% du capital de BMCE Bank a changé de main au prix de MAD 500 l'action, au profit du CIC France. Cette cession s'est accompagnée de la signature d'un accord de partenariat stratégique entre les deux banques.

Le 4 février 2005, BMCE Bank, dans le cadre de son programme de rachat pour régulation de cours, autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2004, a franchi à la baisse le seuil des 5%, suite à la cession de 2000 actions sur le marché central au prix unitaire de MAD 512 et MAD 513.

Le 22 février 2005, BMCE Bank, dans le cadre de son programme de rachat, a franchi à la hausse le seuil des 5%, suite à l'acquisition de 200 585 actions sur le marché central, au prix unitaire de MAD 515.

2.7 INTERMEDIAIRE FINANCIER

Le conseiller coordinateur global de l'opération et chef du placement est BMCE Capital Bourse. Les souscriptions seront recueillies auprès du Réseau d'agences de BMCE Bank et de la Direction des Relations Humaines des entités désignées du Groupe BMCE pour leur personnel respectif.

2.8 MODALITES DE L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE

La participation des Membres du Personnel des entités désignées du Groupe BMCE au Programme de Participation au Capital emporte adhésion pleine et entière desdits Membres aux conditions de :

- l'Offre Publique de Vente ;
- la Garantie du Prix de Vente, et
- du Prêt.

L'acquisition des actions BMCE auprès de BMCE Bank aura lieu par la remise, par chaque Membre du Personnel bénéficiaire, d'un ordre d'achat, dûment signé par ses soins ou par toute personne mandatée par lui à cet effet et ce, au cours de la Période de l'Offre Publique de Vente.

Les ordres d'achat seront déposés auprès des Agences du Réseau de BMCE Bank et la Direction des Ressources Humaines des entités désignées du Groupe BMCE pour leur personnel respectif.

L'ordre d'achat indiquera notamment :

- Le nombre entier d'actions à acquérir et objet de l'ordre d'achat (ce nombre doit être inférieur ou égal au nombre d'actions réservées) ;
- le nombre d'actions que le Membre du Personnel serait disposé à acquérir au-delà du nombre d'actions qui lui ont été réservées, et ce dans la limite de 80% du nombre d'actions réservées (Dans le cas où le nombre total d'actions acquises serait inférieur au nombre total d'actions réservées dans le cadre de l'OPV) ;
- Le Prix Unitaire d'Acquisition ;
- Que L'acquisition est effectuée au vu :
 - de la documentation remise à l'ensemble des Membres du Personnel et comprenant un exemplaire du « Règlement du Programme de Participation Au Capital » tel que figurant au verso du bulletin de souscription, annexé à la présente Note ;
 - de la présente Note d'Information visée par le CDVM et mise à la disposition de l'ensemble des Membres du Personnel par la Direction des Relations Humaines de BMCE Bank.

Le Calendrier de l'Opération se présente comme suit :

16 mai 2005	- Remise aux salariés bénéficiaires d'un dossier comprenant : - Une copie de la Note d'Information visée par le CDVM ; - Un exemplaire de l'ordre d'achat ; - Un exemplaire du « Règlement du Programme de Participation Au Capital », - Ouverture de la Période de l'Offre Publique de Vente
20 mai 2005	- Clôture de la Période de l'Offre Publique de Vente
Du 20 au 23 mai 2005	- Centralisation et Allocation définitive des actions
24 mai 2005	- Enregistrement de l'Opération en bourse
27 mai 2005	- Dénouement de l'Opération en bourse

Le service des titres et de leur conservation sont assurés par BMCE Bank.

Les actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente seront enregistrées dans le compte titres de chaque Membre du Personnel bénéficiaire.

CONDITIONS D'ACQUISITION DES ACTIONS BMCE

Membres du personnel éligibles

Peuvent participer à la présente Offre Publique de Vente, tous les Membres du Personnel liés par un contrat de travail à l'une des entités désignées du Groupe BMCE dès lors qu'ils :

- sont toujours liés par ledit contrat à la Date de Clôture de la Période de l'Offre Publique de Vente, soit le 20 Mai 2005, et
- ont la qualité de salarié titulaire au 31 décembre 2004.

Nombre d'actions réservées

Le nombre d'actions réservées à chaque Membre du Personnel et qu'il aura la faculté d'acquérir, sera déterminé en tenant compte des éléments suivants :

- Le reliquat, à la veille de la présente opération, du montant souscrit lors de la première OPV (Février 2003) augmenté du nombre d'actions réservées, ne devra pas dépasser une année de salaire annuel brut .
- Toutefois, au cas où la totalité des actions réservées aux Membres du personnel n'était pas souscrite, pour le membre du personnel qui en aura fait explicitement la demande sur le bulletin initial de souscription, il lui sera attribué sur ce reliquat d'actions non souscrites, jusqu'à 80% d'actions supplémentaires par rapport au nombre de celles qui lui avaient été initialement réservées.

Il est à rappeler que, les membres du personnel qui ont souscrit à l'OPV en février 2003, ont eu la faculté, dès le 19 février 2005, d'exercer leur droit de vendre 50% des actions BMCE acquises lors de cette OPV.

Les Membres du Personnel seront informés individuellement, par BMCE Bank, du nombre d'actions BMCE qui leur a été réservé.

Membres du Personnel absents durant la Période de l'Offre Publique de Vente

Les actions réservées aux Membres du Personnel, qui seraient absents pendant la Période de l'Offre Publique de Vente, seront acquises par BMCE Capital Bourse.

Les Membres du Personnel susvisés pourront à leur retour, s'ils le souhaitent et au plus tard le 24 juin 2005, acquérir, au cours du jour, les actions détenues par BMCE Capital Bourse, et qui leur avaient été réservées. La différence éventuelle entre le cours du jour et le Prix Unitaire d'Acquisition sera prise en charge par BMCE Bank.

Les actions réservées aux Membres du Personnel, qui seraient absents pendant la période de l'Offre Publique de Vente, ainsi que le mode de financement de l'acquisition desdites actions et la garantie du prix de vente seront régis par l'ensemble des conditions du Programme.

Départ en retraite et décès

Les actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente par des Membres du Personnel, demeureront régies par l'ensemble des conditions du Programme, sans déchéance du terme, en cas de :

- départ en retraite du membre du personnel entre la Date de Clôture de l'Offre Publique de Vente et la date d'expiration de la Durée du Programme ;
- décès du Membre du personnel. Dans ce cas, les ayant droit bénéficieront des mêmes conditions que le Membre du personnel décédé.

GARANTIE DU PRIX DE VENTE

Pour toutes les actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente, BMCE Bank s'engage à garantir un prix minimum de revente desdites actions de MAD 525.

Cette garantie sera mise en œuvre au cas où le cours de l'action BMCE serait inférieur à MAD 525 au moment de la cession des actions acquises par les Membres du Personnel dans le cadre de l'Offre Publique de Vente.

Cette garantie est soumise à l'ensemble des conditions suivantes :

- détention de la totalité des actions acquises pendant une durée minimum de deux (2) ans, soit jusqu'au 27 mai 2007 inclus ;
- détention des deux tiers des actions initialement acquises pendant une durée minimum de trois (3) ans, soit jusqu'au 27 mai 2008 inclus ;
- détention d'un tiers des actions initialement acquises jusqu'au 30 novembre 2008 ;
- cession du reliquat des actions acquises, entre le 1^{er} décembre 2008 et le 26 décembre 2008 inclus.

Toutefois, en cas de décès du Membre du Personnel, la garantie s'appliquera au profit des ayants droit, sans restrictions quant aux durées de détention précitées.

Il est expressément précisé que la Garantie du Prix de Vente ne pourra en aucun cas bénéficier aux Membres du Personnel :

- qui céderaient les actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente avant le 27 mai 2007 inclus ;
- pour la part des actions excédant le 1/3, lorsque lesdits Membres céderaient, entre le 27 mai 2007 et le 27 mai 2008 inclus, plus du tiers des actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente;
- pour la part des actions excédant les 2/3, lorsque lesdits Membres céderaient, entre le 27 mai 2008 et le 30 novembre 2008 inclus, plus du 2/3 des actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente;
- pour les actions cédées au-delà du 26 décembre 2008 ;
- qui en cas de démission ou de licenciement pour faute grave, rembourserait le Prêt et conserverait la propriété des actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente.

FINANCEMENT DE LA PARTICIPATION DES MEMBRES DU PERSONNEL A L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE

L'acquisition par les Membres du Personnel des actions, faisant l'objet de l'Offre Publique de Vente objet de la présente note, pourra être financée au moyen du Prêt.

Le recours au Prêt est une faculté offerte aux Membres du Personnel et non une obligation. Ainsi, les Membres du Personnel pourront librement décider :

- de ne pas avoir recours au Prêt proposé par BMCE Bank ;
- ou d'avoir partiellement recours au Prêt proposé par BMCE Bank ; auquel cas, seules les actions dont l'acquisition sera financée par ledit Prêt seront nanties au profit de cette dernière et ne donneront pas lieu au versement des dividendes y afférents, ces derniers demeurant bloqués dans un compte rémunéré pendant la Durée du Programme.

Conditions du Prêt

Seuls peuvent bénéficier du Prêt, les Membres du Personnel qui s'engagent à conserver pendant toute la Durée du Programme, la propriété des actions acquises au moyen dudit Prêt, dans le cadre de l'Offre Publique de Vente. Cet engagement est de :

- deux (2) ans pour la totalité des actions acquises, soit jusqu'au 27 mai 2007 inclus ;
- trois (3) ans pour les deux tiers des actions acquises initialement, soit jusqu'au 27 mai 2008 inclus ;
- le tiers restant des actions acquises devant être conservé jusqu'au 1^{er} décembre 2008, date à laquelle le salarié pourra procéder à la cession dudit reliquat et ce, jusqu'au 26 décembre 2008 inclus.

Montant

Le montant du Prêt qui sera contracté par le Membre du Personnel qui le souhaite, correspondra au nombre d'actions définitivement acquises par chacun des Membres du Personnel multiplié par le Prix Unitaire d'Acquisition, soit MAD 525.

Durée

Le Prêt prendra effet le 27 mai 2005. Il s'éteindra par le remboursement du montant du principal du Prêt et des intérêts qui devra intervenir au plus tard le 26 décembre 2008.

Taux d'Intérêt

Le taux d'intérêt sera de 2,91% l'an, toutes taxes comprises.

Remboursement

Le remboursement du montant du principal du Prêt et des intérêts sera effectué *in fine*, à l'expiration de la Durée du Programme.

Toutefois, les Membres du Personnel auront la faculté de rembourser à tout moment par anticipation, et sans pénalités, tout ou partie du montant du principal du Prêt et des intérêts.

Par ailleurs, la cession par un Membre du Personnel, entre le 27 mai 2007 et le 30 novembre 2008 inclus, de tout ou partie des deux tiers des actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente, donnera lieu à l'exigibilité anticipée, et sans pénalités, du montant du principal du Prêt et des intérêts y afférents, au prorata des actions cédées.

En cas de démission ou de licenciement d'un Membre du Personnel, le montant du principal du Prêt et des intérêts sera exigible de manière anticipée et immédiate.

Nantissement des actions

Toute action acquise dans le cadre de l'Offre Publique de Vente, au moyen du Prêt, sera nantie au profit de BMCE Bank, jusqu'à remboursement total du montant principal du Prêt et des intérêts y afférents.

Les actions acquises par les Membres du Personnel sans avoir recours au Prêt ne seront pas nanties et seront libres de toutes charges.

Dividendes

Les dividendes dont bénéficieront, le cas échéant, les Membres du Personnel sur les actions acquises au moyen du Prêt, ne leur seront pas versés et resteront bloqués pendant toute la Durée du Programme dans un compte rémunéré au jour le jour au taux moyen pondéré « TMP » publié par Bank Al Maghrib sur Reuters.

A l'expiration de la Durée du Programme, les dividendes serviront en priorité à rembourser le montant du principal du Prêt et les intérêts y afférents, le surplus devant être, le cas échéant, versé aux salariés.

Charges liées à la souscription

Les entités désignées du Groupe BMCE prendront en charge, pour chacun des Membres de leur Personnel, les frais afférents à l'acquisition, au service et à la garde des actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente.

Ces frais cesseront d'être à la charge des entités désignées du Groupe BMCE dès la cession des actions et, au plus tard, à l'expiration de la Durée du Programme.

2.9 FISCALITE DES DIVIDENDES ET DES PLUS-VALUES

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur. Ainsi les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier.

Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime fiscal applicable aux dividendes et plus-values, en vigueur à la date de la présente note, est le suivant :

- IMPOSITION DES DIVIDENDES

Les dividendes versés aux Membres du Personnel seront soumis à l'Impôt Général sur les Revenus (IGR) au taux de 10%, par voie de retenue à la source.

- IMPOSITION DES PLUS-VALUES

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu (IGR), les plus-values de cession des actions cotées à la bourse des valeurs sont soumises à l'IGR au taux de 10%, par voie de retenue à la source.

Toutefois conformément à l'article 8 de la loi de finances pour l'année 2002, les plus-values sur cessions d'actions cotées, réalisées entre le 01/01/2002 et le 31/12/2005 sont exonérées de l'IGR.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit, à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de MAD 20.000 ;
- la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Les retenues ou taxes sur les plus-values éventuelles sur cession seront à la charge des salariés.

2.10 CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais légaux et administratifs et les frais de campagne de communication relatifs à l'opération sont à la charge de BMCE Bank et sont estimés à près de MAD 1 million, représentant près de 0,3% du montant de l'opération.

2.11 DEFINITIONS

DATE DE REALISATION :

24 mai 2005.

DUREE DU PROGRAMME :

du 27 mai 2005 au 26 décembre 2008.

GROUPE BMCE BANK :

Sont désignées en tant que bénéficiaires de l'Offre Publique de Vente réservée, les membres du personnel des entités suivantes :

- BMCE Bank
- Finance.com S.A
- Maghrébail
- Salafin
- Maroc Factoring
- BMCE Capital
- BMCE Capital Gestion
- BMCE Capital Bourse
- Capital Conseil
- Capital Invest

MEMBRES DU PERSONNEL :

L'ensemble du personnel des entités désignées du Groupe BMCE.

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE :

Offre Publique de Vente initiée par BMCE Bank, réservée exclusivement aux Membres du Personnel et portant sur la cession de 628 841 actions BMCE, au Prix Unitaire d'Acquisition de MAD 525, représentant 3,96% du capital de BMCE Bank.

PERIODE DE L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE :

Du 16 mai 2005 au 20 mai 2005 inclus.

PRIX UNITAIRE D'ACQUISITION :

Prix d'acquisition par action, soit MAD 525.

PROGRAMME DE PARTICIPATION AU CAPITAL :

Faculté offerte aux Membres du Personnel d'acquérir des actions BMCE aux conditions de l'Offre Publique de Vente, aux moyens d'un crédit spécifique et à des conditions préférentielles, n'entrant pas dans les plafonds de crédits ouverts aux Membres du Personnel. Le programme comprend également une garantie, par BMCE Bank, du prix de revente des actions, selon des conditions spécifiques.

ENGAGEMENT DE DETENTION DES ACTIONS BMCE :

Engagement des Membres du Personnel de détenir les actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Vente pendant au moins :

- deux (2) ans pour la totalité des actions acquises, soit jusqu'au 27 mai 2007 inclus ;
- trois (3) ans pour les deux tiers des actions acquises initialement, soit jusqu'au 27 mai 2008 inclus.
- le tiers restant des actions acquises devant être conservé jusqu'au 1^{er} décembre 2008, date à laquelle le salarié pourra procéder à la cession dudit reliquat et ce, jusqu'au 26 décembre 2008 inclus.

Cet engagement est obligatoire pour tous les Membres du Personnel souhaitant bénéficier du crédit proposé. Il est une condition nécessaire pour bénéficier de la Garantie du Prix de Vente octroyée par BMCE Bank.

III- PRESENTATION GENERALE DE BMCE BANK

3.1 RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL DE BMCE BANK

- **Dénomination sociale** : Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank
- **Siège social** : 140, avenue Hassan II, Casablanca
- **Téléphone** : 022 – 20 – 04 –67 à 96
- **Télécopie** : 022 – 26 – 20 – 96
- **WEB** : www.bmcebank.ma; www.e-bmcebank.ma
- **Forme juridique** : Société Anonyme de droit privé marocain régie par la loi n°17 –95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes et le Dahir portant loi n° 1-93-147 du 6 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle (Loi bancaire)
- **Date de constitution** : 1^{er} septembre 1959
- **Durée de vie** : 99 ans
- **Numéro d'inscription au Registre de Commerce** : 27 129
- **Exercice social** : du 1^{er} janvier au 31 décembre
- **Objet social** (Article 3 des statuts) :

« La société, a pour objet, dans le cadre du Dahir portant loi n° 1-93-147 du 15 Moharrem 1414 (6 juillet 1993), relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle :

 - d'effectuer toutes opérations de banque, de change, de trésorerie, d'aval, d'acceptation, d'escompte, de réescompte, de découvert en compte courant et toute forme de crédit à court, moyen et long termes ; contracter tous emprunts, tous engagements en toutes monnaies ; acheter, vendre ou céder tous biens mobiliers ou immobiliers ; pratiquer toutes opérations de transit et de commissions, de commerce de métaux précieux ;
 - d'effectuer tous placements, souscriptions, achats et ventes en bourse ou autrement, au comptant ou à terme de titres et d'effets de toutes natures ;
 - de prendre, de détenir et de gérer des participations dans toutes entreprises bancaires, financières, immobilières, industrielles et commerciales pour elle-même ou pour le compte de tiers ;
 - et plus généralement, d'effectuer toutes opérations bancaires, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.
- **Capital social** au 5 mai 2005: MAD 1 587 513 900 composé de 15 875 139 actions d'une valeur nominale de MAD 100, entièrement libéré.
- **Consultation des documents sociaux** : Les actionnaires peuvent obtenir communication des documents sociaux (statuts, procès-verbaux des assemblées générales...), autorisés par la loi, et des Rapports des Commissaires aux Comptes auprès du siège social.
- **Liste des textes législatifs applicables à l'émetteur**
 - Loi n°17 –95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes
 - Dahir portant loi n° 1-93-147 du 6 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle (Loi bancaire)

3.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE BMCE BANK

RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Capital social : MAD 1 587 513 900 (depuis 2000) composé de 15 875 139 actions d'une valeur nominale de MAD 100, entièrement libéré.

HISTORIQUE DU CAPITAL ET DE L'ACTIONNARIAT

Evolution du capital

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises ³	Montant de l'augmentation de capital (en MAD)	Capital après augmentation (en MAD)
1990	Souscription en numéraire	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900

Source : BMCE Bank

L'attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves ayant porté le capital social à 1.587.513.900 dirhams, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 13 juin 2000.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de BMCE Bank a reconduit, en sa séance du 24 mars 2004, et fait approuver à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue le jeudi 20 mai 2004, un programme de rachat par la Banque de ses propres actions, en vue de régulariser le marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 281 de la loi N° 17-95 relatives aux sociétés anonymes.

³ A une valeur nominale de MAD 100.

Le programme de rachat d'actions porte sur un volume de 1 500 000 actions, soit 9,45% du capital social de BMCE Bank, à un prix maximum d'achat de 750 dirhams et un prix minimum de vente de 375 dirhams par action. Le délai d'acquisition des titres est fixé à 18 mois.

Dans le cadre de ce programme de rachat et sur la période du 24 mai 2004 au 30 mars 2005, 532 945 actions BMCE ont été cédées au prix moyen unitaire de 435,8 dirhams, ce qui représente 3,36% du capital.

Evolution de l'actionnariat

Acquisitions de parts de capital				
Année	Actionnaire	Nombre de titres	Part du capital	Prix d'acquisition par action en MAD
2000	Banco Espirito Santo	400 113	2,52%	670
2001	Commerzbank	800 000	5,04%	450
	Union Bancaire Privée	184 200	1,16%	425
2002	Finance.com	652 210	4,11%	420
	Interfina	489 914	3,09%	Divers cours - MO
2003	Finance.com	800 107	5,04%	400
	Programme de rachat	795 238	5,01%	400
	OPV réservée aux salariés du Groupe	750 000	4,72%	400
	Al Wataniya	250 000	1,57%	400
2004	Finance.com	792 169	4,99%	400
	Crédit Industriel et Commercial	1 587 514	10,00%	500
	Morgan Stanley	476 000	3,00%	445
Cessions de parts de capital				
Année	Actionnaire	Nombre de titres	Part du capital	Prix de cession par action en MAD
2001	Nomura	323 597	2,24%	400
2002	Interfina	652 210	4,11%	420
2003	Commerzbank	1 595 345	10,05%	400
	Interfina	750 000	4,72%	400
2004	Commerzbank	792 169	4,99%	400
	Finance.com	1 587 514	10,00%	500

Dans le cadre de la consolidation de son actionnariat et sa stratégie de s'ériger en Banque des Réseaux d'alliances internationales, BMCE Bank a conclu, en 2004, un accord de partenariat avec le Crédit Industriel et Commercial –CIC - filiale du Groupe Crédit Mutuel – France avec une prise de participation de 10% du capital de BMCE Bank S'appuyant sur une convergence des orientations stratégiques des deux banques, le partenariat conclu sert les ambitions de développement régional de BMCE Bank et du CIC. Il devrait également dynamiser leur positionnement sur le continent africain, en particulier au Maghreb, en leur permettant de saisir les opportunités offertes par l'ouverture croissante des marchés algérien, tunisien, libyen et mauritanien sur de nouvelles zones de libre-échange.

Par ailleurs, Morgan Stanley Investment Management - MSIM -, a acquis sur le marché boursier 3% du Capital de BMCE Bank en septembre 2004. Morgan Stanley Investment Management est la division de gestion d'actifs de Morgan Stanley & Co, firme multinationale au service d'une clientèle mondiale institutionnelle tels que les gouvernements et sociétés, les caisses de retraite et fonds de pension, les fondations ainsi que la clientèle patrimoniale.

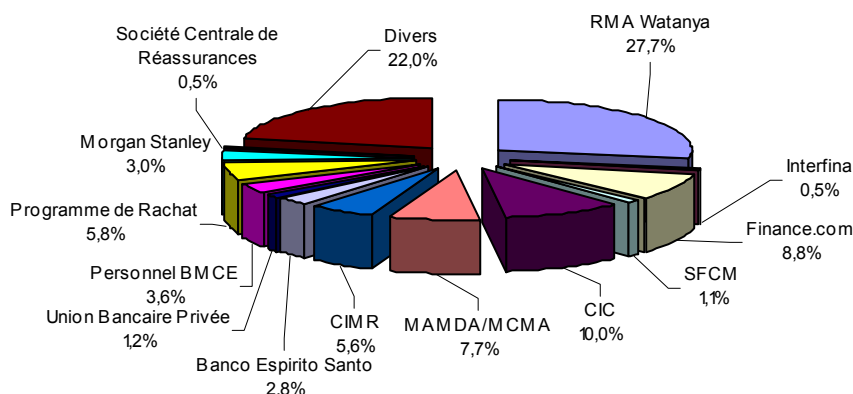
REPARTITION DU CAPITAL AU 28 FEVRIER 2005

CATEGORIE	Nombre de titres détenus⁴	PART. %
Autocontrôle	-	-
Etat actionnaire	-	-
Fondateurs	-	-
Bloc de contrôle	6 026 424	37,96%
<i>RMA Watanya</i>	<i>4 391 826</i>	<i>27,66%</i>
<i>Interfina</i>	<i>73 204</i>	<i>0,46%</i>
<i>Finance.com</i>	<i>1 393 879</i>	<i>8,78%</i>
<i>SFCM</i>	<i>167 515</i>	<i>1,06%</i>
Pacte d'actionnaires	-	-
Participations stables	4 310 817	27,15%
<i>CIC</i>	<i>1 587 514</i>	<i>10,00%</i>
<i>MAMDA/MCMA</i>	<i>1 214 759</i>	<i>7,65%</i>
<i>CIMR</i>	<i>884 209</i>	<i>5,57%</i>
<i>Banco Espirito Santo</i>	<i>440 124</i>	<i>2,77%</i>
<i>Union Bancaire Privée</i>	<i>184 211</i>	<i>1,16%</i>
Autres	5 537 898	34,88%
<i>Personnel BMCE</i>	<i>568 593</i>	<i>3,58%</i>
<i>Programme de Rachat</i>	<i>921 795</i>	<i>5,81%</i>
<i>Morgan Stanley</i>	<i>476 254</i>	<i>3,00%</i>
<i>Société Centrale de Réassurances</i>	<i>74 800</i>	<i>0,47%</i>
<i>Divers</i>	<i>3 496 456</i>	<i>22,02%</i>
TOTAL	15 875 139	100,00%

Source : BMCE Bank

⁴ Correspondant au nombre de droits de vote détenus

Répartition du capital social de BMCE Bank au 28 février 2005



En KMAD Au 31/12/2004	ACTIVITE	ACTIONNARIAT	PRODUITS FINANCIERS	RESULTAT NET	SITUATION NETTE
FINANCE.COM	Holding	Détenue à hauteur de 99,94% par la famille Benjelloun	207 871,3	288 700,1	3 187 272,8

En MEuro Au 31/12/2004	ACTIVITE	ACTIONNARIAT (septembre 2004)	PNB	RESULTAT NET CONSOLIDE PART DU GROUPE	TOTAL BILAN
CIC	Banque	Crédit Mutuel : 95,25% Public et employés : 4,75%	3 343	532	171 143

PACTE D'ACTIONNAIRES

A notre connaissance, aucun pacte d'actionnaires ayant pour objectif le contrôle de BMCE Bank n'a été conclu.

INTENTION DES ACTIONNAIRES

A moyen terme, les actionnaires contrôlant le capital de BMCE Bank peuvent, si l'opportunité s'en présentait, céder entre 2% et 5% du capital et ce, dans une perspective éventuelle de renforcement de ses alliances et partenariats internationaux.

RESTRICTIONS EN MATIERE DE NEGOCIABILITE

La cession des actions au porteur ou nominatives est libre et elle n'est soumise à aucune autorisation préalable (Art. 11 des Statuts).

DECLARATION DES FRANCHISSEMENTS DE SEUIL

- **Seuil spécifique à l'activité bancaire :** « Toute personne détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital social d'un établissement de crédit doit déclarer à Bank Al Maghrib et à l'établissement concerné la part du capital qu'elle détient. Cette déclaration doit être effectuée par lettre recommandée avec

accusé de réception dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle ce niveau de participation au capital est atteint » (art. 48 /Loi bancaire)

- **Seuils applicables aux sociétés cotées en Bourse :** « Toute personne physique ou morale qui vient de posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, informe cette société ainsi que le Conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un des seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés.

Elle informe, en outre, dans les mêmes délais, le Conseil déontologique des valeurs mobilières des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des douze mois qui suivent lesdits franchissements de seuils. » (Art. 68ter du Dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des valeurs tel que modifié et complété).

« Toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le Conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participations. » (Art. 68quater du Dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des valeurs tel que modifié et complété).

Toute manquement aux obligations de déclaration de franchissement de seuil exigées par le Dahir portant loi relatif à la Bourse des valeurs expose son auteur à une amende de 5.000 dirhams à 100.000 dirhams.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable, sur lequel est attribué le premier dividende.

L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever les sommes qu'elle juge de fixer pour les affecter à la dotation de tous les fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, pour attribuer tout superdividende ou les reporter à nouveau, le tout dans la proposition qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à extinction.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

En KMAD

Rubrique	Exercice	Taux de distribution des dividendes	
		/ Résultat net Agrégé	/ Résultat net Maroc
	2004		
Résultat Net Maroc	439 870		
Résultat Net Agrégé	505 709		
Total Dividendes(*)⁵	236 739	46,8%	53,8%
Dividende/action	16 MAD		
	2003		
Résultat Net Maroc	345 996		
Résultat Net Agrégé	407 800		
Total Dividendes	216 040	53,0%	62,4%
Dividende/action	15 MAD		
	2002		
Résultat Net Maroc	217 562		
Résultat Net Agrégé	282 342		
Total Dividendes	220 667	78,2%	101,4%
Dividende /action	15 MAD		

3.3 MARCHE DES TITRES DE BMCE BANK

CARACTERISTIQUES DES ACTIONS BMCE BANK

La valeur BMCE Bank est cotée à la Bourse de Casablanca sous le code de cotation 1100. Au 28/02/2005, le flottant de la valeur est de 34,9% du capital, représentant 5 537 898 actions.

⁵ Montant théorique hors dividendes relatifs au stock des actions détenues en propre au 31 décembre 2004, soit 1 078 957 actions

⁶ Les certificats de dépôt émis avant le 27/07/2001 avaient une valeur nominale de MAD 250 000

⁷ Modificatif de la circulaire n°2/G/96 du 30 janvier 1996

CARACTERISTIQUES DES GDRs EMIS EN 1996

Au cours de l'exercice 1996, BMCE Bank a procédé à une augmentation de capital à travers l'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs (*Global Depositary Receipts*) cotés à la Bourse de Londres. L'objectif de cette opération visait en premier lieu une internationalisation plus grande du capital de BMCE Bank, lui conférant une assise plus importante comparativement à d'autres banques des marchés émergents.

Type de GDR	Reg S (*)
Ticker	BMED
Nombre de titres	141 036
Cours de clôture au 28/02/2005	\$20,41
Encours	\$ 2 878 545

Type de GDR	144 A (**)
Ticker	BQMCY
Nombre de titres	18
Cours de clôture au 28/02/2005	\$20,41
Encours	\$367

Source : BMCE Bank

(*) Reg S : GDRs qui peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis

(**) 144 A : GDRs qui sont uniquement réservés aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous « QIBs » - *Qualified Institutional Buyers*. Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leur propre compte au moins \$100 millions de titres. les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques

3.4 NOTATION

BMCE Bank ne fait pas l'objet d'un rating sollicité.

3.5 ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les dispositions relatives aux assemblées d'actionnaires sont conformes aux dispositions de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes.

- Mode de convocation : par avis inséré dans un journal d'annonces légales et au Bulletin officiel trente jours francs avant la date de la réunion ;
- Conditions d'admission : tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations sur simple justification de son identité et de la propriété de ses titres ;
- Conditions d'exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

3.6 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE DE BMCE BANK

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs	Date de Désignation	Fin du Mandat AGO qui statuera sur les comptes arrêtés au :	Lien de parenté
M. Othman BENJELLOUN Président Directeur Général	1995	31 décembre 2006	Aucun lien de parenté avec les autres membres
M. Hadj Abdelmajid BENGELLOUN Président Honoraire	1959	31 décembre 2008	Idem
UNION BANCAIRE PRIVEE représentée par M. Edgar DE PICCIOTTO Président du Conseil d'Administration	1995	31 décembre 2006	Idem
RMA WATANYA représentée par M. Sébastien CASTRO Président Directeur Général	1995	31 décembre 2006	Idem
SOCIETE AKWA HOLDING représentée par M. Aziz AKHANNOUCH Président Directeur Général	1998	31 décembre 2009	Idem
BANCO ESPIRITO SANTO représentée par M. Mario MOSQUEIRA DO AMARAL Administrateur Directeur Général	2000	31 décembre 2005	Idem
FINANCE.COM représentée par M. Othman BENJELLOUN,	2001	31 décembre 2008	Idem
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL Représentée par M. Michel LUCAS Président du Directoire	2005	31 décembre 2007	Idem
M. David SURATGAR <i>Intuitu personae</i>	1995	31 décembre 2006	Idem
M. Jürgen LEMMER <i>Intuitu personae</i>	1997	31 décembre 2008	Idem
M. Azeddine GUESSOUS, PDG de Maghrébail <i>Intuitu personae</i>	2005	31 décembre 2010	Idem
M. Jaloul AYED Administrateur Directeur Général de BMCE Bank	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Mamoun BELGHITI Administrateur Directeur Général de BMCE Bank	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Brahim BENJELLOUN TOUIMI Administrateur Directeur Général de BMCE Bank	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Mohamed BENNANI Administrateur Directeur Général de BMCE Bank	2004	31 décembre 2009	Idem

3.7 ORGANES DE DIRECTION

LISTE DES DIRIGEANTS

M. Othman BENJELLOUN : Président Directeur Général depuis juin 1995

M. Jaloul AYED : Administrateur Directeur Général depuis mars 2004 en charge de la Banque Corporate & d'Investissement et de BMCE Internationale depuis avril 2002

M. Mamoun BELGHITI : Administrateur Directeur Général depuis mars 2004 en charge du Pôle Relations Institutionnelles et Gestion Corrective du Portefeuille – *Remedial Management* – depuis septembre 2003

M. Brahim BENJELLOUN – TOUIMI : Administrateur Directeur Général depuis mars 2004 en charge du Pôle Capital Humain & Technologies depuis avril 2002

M. Mohamed BENNANI : Administrateur Directeur Général depuis mars 2004 en charge de la Banque de Distribution depuis avril 2002

M. Abdelhakim GASMI : Directeur Général depuis juin 1998 en charge de BMCE Europe depuis avril 2002

CV DES DIRIGEANTS

M. Othman BENJELLOUN est Président Directeur Général de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank, depuis sa privatisation en juin 1995, et Président du Holding FINANCE.COM qui représente la structure fédératrice de 4 composantes : le Pôle Banque et métiers para-bancaires, dont le pivot est BMCE Bank, le Pôle Assurances – RMA Watanya –, leader au Maroc, ainsi que le Pôle Industriel et le Pôle Télécoms, Médias, Technologies. Il préside, à cet égard, le Conseil d'Administration de Méditelecom.

M. Othman BENJELLOUN préside le Groupement Professionnel des Banques du Maroc. Il est également Conseiller au *Center for Strategic International Studies* de Washington D.C. – CSIS –, centre de géopolitique internationale présidé par le Docteur Henry Kissinger.

M. BENJELLOUN fut Chancelier de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, nommé par Feu Sa Majesté le Roi Hassan II, de 1998 à Janvier 2004.

Par ailleurs, dans le domaine de la Responsabilité Sociale d'Entreprise, le Président BENJELLOUN a assigné à la Fondation BMCE Bank, qu'il a créée en 1995, deux priorités essentielles, à savoir la lutte contre l'analphabétisme, avec le Programme Medersat.com de construction et de gestion de dizaines d'écoles communautaires rurales à travers le Royaume, et la protection de l'environnement.

Nommé Officier de l'Ordre du Trône du Royaume du Maroc et Commandeur de l'Etoile Polaire du Royaume de Suède, il fut décoré de la Médaille de Commandeur dans l'Ordre National du Lion de la République du Sénégal.

Né en 1932 à Casablanca, M. Othman BENJELLOUN, père de deux enfants, est marié à Leïla MEZIAN, médecin ophtalmologiste.

M. **Jaloul AYED** est Administrateur Directeur Général, en charge de la Banque Corporate & d'Investissement et de BMCE Internationale. Il fut nommé Administrateur de BMCE Bank lors de la séance du Conseil d'Administration du 24 mars 2004. Il assure également la Présidence du Comité de Direction Générale et la Vice Présidence de BMCE Capital. M. AYED, qui avait rejoint la Banque en juin 1998, est lauréat de l'Université du Maryland aux Etats-Unis où il a obtenu son Master en Economie en 1979.

Entre 1984 et 1998, M. AYED a assumé diverses responsabilités au sein du Groupe Citibank, notamment en tant que Directeur Général de Citibank Tunis, puis *Country Manager*, Responsable de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et des Emirats Arabes Unis, puis comme Administrateur Directeur Délégué de Citibank Maghreb et *Country Manager* pour le Maroc et, enfin, en tant que *Senior Transactor* à la *Citibank Global Product Group* à Londres.

M. AYED, 54 ans, est marié et père de trois enfants.

M. **Mamoun BELGHITI** est Administrateur Directeur Général en charge du Pôle Relations Institutionnelles et Gestion Corrective du Portefeuille, depuis mars 2004, et Membre du Comité de Direction Générale.

En 1998, il a pris en charge la Banque du Réseau de BMCE Bank.

Au moment de la réorganisation de la Banque en 1996, il fut nommé Responsable de la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la gestion de l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux des capitaux par l'émission de 60 millions de dollars de GDRs.

Il s'est vu confier, en 1991, la responsabilité de la Direction des Crédits et de l'Investissement, où il a négocié des lignes de crédit avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI et la BEI après avoir assumé les fonctions de Directeur du Département Crédit et Trésorerie.

M. BELGHITI est titulaire d'une Licence ès sciences économiques de la Faculté Mohammed V de Rabat. Il a entamé sa carrière au sein de la Banque en 1972, d'abord aux Services Généraux puis au sein de la Direction de l'Inspection.

M. BELGHITI, 57 ans, est marié et père de deux enfants.

M. **Brahim BENJELLOUN-TOUIMI** est Administrateur Directeur Général en charge du Pôle Capital Humain et Technologies, qui regroupe l'ensemble des ressources humaines et matérielles de la Banque, Membre du Comité de Direction Générale de même qu'il assure la fonction de Secrétaire Général. Il fut nommé Administrateur de BMCE Bank lors de la séance du Conseil d'Administration du 24 mars 2004.

Il a rejoint la Banque en 1990, initialement en tant que responsable au sein de la Direction de l'International puis en qualité de Directeur Délégué auprès de la Présidence, en charge de la mise en place, au sein du Groupe BMCE, des activités de marché des capitaux – l'intermédiation boursière à travers Maroc Inter Titres et la gestion d'actifs avec Marfin et la création des premiers OPCVM de la place de Casablanca -. Au lendemain de la privatisation en 1995, il fut nommé, par le Président Othman BENJELLOUN, Directeur du Secrétariat de la Présidence.

M. Brahim BENJELLOUN est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne depuis 1985. Au cours de son cycle de Doctorat, il fut sélectionné par le Fonds Monétaire International à Washington pour conduire des recherches sur le système financier d'un des pays membres du FMI.

M. Brahim BENJELLOUN a débuté sa carrière professionnelle en 1985 sur les marchés financiers en France, d'abord dans une société opérant sur les marchés interbancaires, en tant que Responsable des nouveaux produits financiers liés aux marchés à terme, avant d'assumer la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés de la Banque Paribas, où il avait participé à l'élaboration des publications de la Banque relative aux marchés des capitaux.

M. Brahim BENJELLOUN, 45 ans, est marié et père de trois enfants.

M. **Mohamed BENNANI** est Administrateur Directeur Général en charge de la Banque de Distribution et Membre du Comité de Direction Générale. Il fut nommé Administrateur de BMCE Bank lors de la séance du Conseil d'Administration du 24 mars 2004.

En 1997, il a pris en charge la Banque de l'International, où il fut nommé Directeur Général depuis 1998.

De 1993 à 1997, M. BENNANI assura la Direction Générale de BMCE Internacional Madrid, banque de droit espagnol créée, en 1993, par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

En 1989, il a été détaché auprès de la Banque de Développement du Mali – qu'il quitte en 1992 – pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales : la Banque Mondiale, le FMI, la Caisse française de Développement et la Banque Africaine de Développement.

De 1976 à 1988, M. BENNANI a été en charge des activités internationales et de financement des exportations dans la région du Moyen Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

De 1974 à 1976, il assumait la responsabilité du Bureau de Représentation de la Banque à Beyrouth.

Il est titulaire d'une Licence en sciences économiques de la Faculté Mohammed V de Rabat.

M. BENNANI, 56 ans, est marié et père de deux enfants.

M. **Abdelhakim GASMI** est nommé Directeur Général en charge de BMCE Europe depuis avril 2002, après avoir assumé la mission de restructurer la Succursale de Paris et le Réseau France, en tant que Directeur Général de ce Réseau.

En 1995, il prend en charge les activités de l'international en tant que Responsable de la Direction des Implantations Extérieures et des RME pour affirmer la présence de la Banque à l'étranger.

En 1991, Monsieur GASMI assume, à Casablanca, la Direction des Ressources Humaines et de la Formation.

De 1978 à 1991, il s'est vu confier la responsabilité de la Direction du Développement constituée de plusieurs départements notamment les Etudes, Marketing et Crédits.

Il a intégré la Banque en 1967 et a été notamment en charge de l'ouverture et de la direction de la Succursale de Paris en 1972, où il demeure jusqu'en 1977, date à laquelle il réintègre le Siège pour assumer de nouvelles responsabilités allant de l'Assurance à l'Exportation en 1977 au Département des Services Généraux et de la Direction de l'Inspection en 1978.

Titulaire d'une Licence en Economie de la Faculté Mohammed V de Rabat, M. GASMI, 60 ans, est marié et père de deux enfants.

3.8 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Parmi les changements majeurs depuis la privatisation, en matière de gouvernance, la mise en place de nouvelles instances au sein de la Banque, qui véhiculent des valeurs de transparence et de collégialité dans la prise de décision. Ainsi, BMCE Bank, voulant se hisser aux meilleures pratiques internationales en matière de gouvernance de même qu'à la réglementation prudentielle, a mis en place des Comités aussi bien stratégiques qu'opérationnels que sont le Comité Exécutif, le Comité de Direction Générale, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne et le Comité ALM, ainsi que deux Comités Techniques issus du Conseil d'Administration : le Comité de Nomination / Rémunération et le Comité des Conventions.

Les membres du Conseil d'Administration ont perçu, au titre des jetons de présence, la somme globale de 1, 3 millions de dirhams .

La rémunération globale annuelle brute des membres du Comité Exécutif au titre de l'exercice 2004 s'élève à 11 millions de dirhams.

Le montant global des engagements accordés par BMCE Bank aux membres du Comité Exécutif s'élève à 19 millions de dirhams.

SCHEMA D'INTERESSEMENT

Dans le cadre d'une politique d'intéressement du personnel du Groupe, une offre publique de vente a été lancée en 2003, portant sur 750 000 actions, soit 4,72% du capital.

Le prix unitaire d'acquisition de cette opération a été fixé à 400 dirhams par action. L'acquisition des titres, réservée exclusivement aux membres titulaires du personnel du Groupe BMCE Bank, a été financée facultativement par un prêt dont le taux d'intérêt est de 3.375% et la durée est du 19 février 2003 au 31 mai 2006 inclus.

Aux termes de la Note d'Information élaborée à cet égard en 2003, à partir du 19 février 2005 une partie du portefeuille investi en actions a été cédée, permettant aux salariés de réaliser une plus-value substantielle de plus de 100 dirhams par action.

COMITES TECHNIQUES

Dans le cadre du renforcement du mode d'exercice de la gouvernance de BMCE Bank par l'introduction d'instances et pratiques les plus avancées prévalant à l'échelle internationale, le Conseil d'Administration du 17 septembre 2004 a institué en son sein :

- un Comité de Nomination – Rémunération chargé (i) d'assister le Conseil dans la mise en œuvre d'une stratégie de rémunération et d'intéressement de la Direction Générale (ii) de veiller à la prévention des situations de conflits d'intérêts (iii) de proposer la rémunération versée aux mandataires sociaux et le cas échéant, les plans de souscription ou d'achat d'actions et (iv) de donner son avis sur les propositions de nomination aux différents postes de Direction Générale ;
- un Comité des Conventions intra-groupe, chargé d'émettre un avis sur les conventions qui sont soumises à l'approbation du Conseil.

Comité d'Audit et de Contrôle Interne – CACI -

Composition et missions du CACI

Le Comité est composé de quatre Administrateurs non dirigeants. Les Administrateurs membres du Comité sont :

- Monsieur Mario Mosqueira DO AMARAL, représentant Banco Espirito Santo : Président du Comité
- Monsieur Azeddine GUESSOUS
- Finance.com, représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général
- CIC, représentée par M. Jean-Jacques TAMBURINI, Membre du Directoire

Des membres de la Direction Générale de la Banque peuvent être associés aux travaux du Comité d'Audit. Il s'agit de :

- M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général du Pôle Capital Humain et Technologies et Secrétaire du Conseil d'Administration
- M. Driss BENJELLOUN, Directeur Général Adjoint du Pôle Financier
- M. Mohamed BENNOUNA, Directeur Général Adjoint du Pôle Engagements et Risques
- M. Khalid LAABI, Contrôleur Général assurant le Secrétariat du CACI

Les Auditeurs Externes participent également aux travaux du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation des objectifs qui lui sont assignés, dont notamment :

- L'organisation d'une stricte séparation entre les unités opérationnelles et les unités de contrôle ;
- La mise en place d'un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance suffisant des risques bancaires et ratios prudentiels ;
- La mise en place d'un contrôle renforcé et régulier sur les domaines présentant des conflits d'intérêt, de risques de chevauchement de compétences ou de responsabilités.

Les principales missions du CACI ont trait à :

- L'examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration;
- L'élaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration;
- L'information, au moins deux fois l'an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement;
- La vérification des opérations et des procédures internes;
- La vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables;

- La vérification de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe;
- La mesure, maîtrise et surveillance des risques;
- L'évaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place;
- L'évaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre;
- La circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe;
- La qualité de l'information délivrée aux Actionnaires.

Comité des Conventions

Composition

Le Comité des Conventions se compose de trois membres, dont deux désignés par le Conseil d'Administration, pris parmi ses membres non dirigeants et non salariés de la Banque, pour une durée de deux ans.

Le mandat des membres du Comité peut être renouvelé, comme il peut être mis fin à leur fonction à n'importe quel moment, sur décision du Conseil d'Administration. Ce dernier n'a pas à motiver sa décision.

Le Comité peut s'adjoindre, après accord du Président du Conseil d'Administration, les membres de la Direction Générale de BMCE Bank ou toute personne experte dans son domaine, chargée de conseiller et d'assister le Comité dans les fonctions qui lui sont dévolues.

Le Comité peut demander audition et la collaboration de toute personne faisant partie du Staff dirigeant et de tout responsable dont les fonctions rentrent dans le cadre de son domaine d'intervention. Il peut leur demander tous renseignements, explications et communication de tous documents.

Missions

Les principales missions du Comité des Conventions sont de :

- Etudier, pour avis et recommandations au Conseil, toutes les conventions conclues entre:
 - la société et un des ses Administrateurs ou Directeurs Généraux, soit directement, soit par personne interposée ;
 - la société et un conjoint, ascendant ou descendant des personnes ci-dessus ;
 - la société et une entreprise si l'un des Administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé, gérant ou Administrateur de la société ;
 - la société et une filiale ou membre du Groupe BMCE ;
 - toutes conventions devant, de par la loi, être portée à la connaissance des commissaires aux comptes, y compris les emprunts, découverts en compte, cautions ou avals des engagements envers les tiers, conclus auprès de la banque ou de ses filiales par un Administrateur des sociétés du Groupe ou son conjoint, descendant ou ascendant.
- Examiner et donner son avis sur ces conventions lesquelles sont soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration.

- Examiner le rapport spécial des commissaires aux comptes à l'Assemblée, portant sur ces conventions.
- Examiner les modifications et renouvellements de ces mêmes conventions.

Comité de Nomination - Rémunération

Composition

Le Comité de Nomination - Rémunération se compose de trois membres, dont deux désignés par le Conseil d'Administration, pris parmi ses membres non dirigeants et non salariés de la Banque, pour une durée de deux ans.

Le mandat des membres du Comité peut être renouvelé, comme il peut être mis fin à leur fonction à n'importe quel moment, sur décision du Conseil d'Administration. Ce dernier n'a pas à motiver sa décision.

Le Comité peut s'adjoindre, après accord du Président du Conseil d'Administration, les membres de la Direction Générale de BMCE Bank ou toute personne experte dans son domaine, chargée de conseiller et d'assister le Comité dans les fonctions qui lui sont dévolues.

Le Comité peut demander audition et la collaboration de toute personne faisant partie du Staff dirigeant et de tout Responsable dont les fonctions rentrent dans le cadre de son domaine d'intervention. Il peut leur demander tous renseignements, explications et communication de tous documents.

Missions

Les principales missions du Comité de Nomination et de Rémunération sont de :

- Assister le Conseil d'Administration dans la conception et l'application d'une stratégie de rémunération et d'intéressement du Staff dirigeant du Groupe BMCE et de veiller à la prévention des situations de conflits d'intérêts ;
- Proposer la rémunération versée aux mandataires sociaux et, le cas échéant, les plans de souscription ou d'achat d'actions ;
- Proposer au Conseil une stratégie globale de rémunération et d'intéressement du staff dirigeant du Groupe BMCE et veiller à son application ;
- Donner au Conseil un avis sur la rémunération, ou sa variation, à accorder à un membre de la Direction Générale de BMCE Bank ;
- Donner son avis et recommandations sur toute information portant sur la rémunération du ou d'une partie du Staff dirigeant, destinée à être publiée par obligation légale, réglementaire ou autre ;
- Donner son avis sur tout projet d'émission de stock-options au profit du Staff dirigeant ;
- Donner son avis et faire des recommandations relativement à l'administration, à la capitalisation et aux placements des régimes de retraite ;
- Permettre au Conseil d'Administration d'exercer au mieux sa liberté contractuelle afin de rémunérer et motiver les dirigeants en faisant coïncider, autant que faire se peut, l'intérêt des dirigeants avec celui des actionnaires, tout en maintenant la cohérence sociale tant au sein de l'équipe dirigeante, que de l'entreprise et de son environnement.

IV- ACTIVITE DE BMCE BANK

4.1 HISTORIQUE DE BMCE BANK

BMCE Bank a été créée par les Pouvoirs Publics le 1er Septembre 1959. La mission essentielle confiée alors à cette banque, outre une activité bancaire dite classique, était de contribuer au développement du commerce extérieur du Maroc.

Avec un capital qui a augmenté de 6 millions de dirhams en 1961 à 1 587 millions de dirhams aujourd'hui, les actifs de BMCE Bank se sont développés grâce, notamment, à une série d'absorptions de banques au cours des années soixante et soixante dix, qui a permis un accroissement rapide des opérations bancaires traditionnelles, une extension du réseau domestique - 235 agences aujourd'hui - et un renforcement constant de ses effectifs - 2 841 collaborateurs à ce jour.

Première banque marocaine à être privatisée, BMCE Bank a déployé, particulièrement depuis 1995, un ensemble d'actions visant au renforcement de sa dimension internationale, à travers un élargissement de son actionnariat international, un développement soutenu de son implantation à l'étranger ainsi que la conclusion de partenariats de référence avec des institutions financières étrangères de renom.

BMCE Bank a fortement augmenté ses fonds propres en 1996 par recours notamment au marché international des capitaux à travers l'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs (Global Depositary Receipts) cotées à la Bourse de Londres, une opération inédite au Maroc .

L'expérience internationale de la banque est également renforcée par une présence en Europe - en France depuis 1973 à travers une succursale et un réseau d'agences et de bureaux de représentation, en Espagne à travers une filiale de droit espagnol instituée en 1993, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Chine.

Dans le cadre de la stratégie de faire de BMCE Bank une banque des Réseaux de distribution pour l'ensemble des produits du Groupe, la Banque a procédé, au cours du 1er semestre 1999, à une prise de participation dans le domaine des assurances, aux côtés de la Royale Marocaine d'Assurance (RMA), de la Commerzbank et de l'Union Bancaire Privée, dans le capital des compagnies Al Wataniya et l'Alliance Africaine (respectivement 67% et 85%). Cette opération a abouti à l'émergence du premier Pôle de Bancassurance du pays, avec près de 25% de parts de marché. Ces acquisitions par BMCE Bank et RMA furent en partie financées à travers un Emprunt de 160 millions d'Euro souscrit par un syndicat de 25 banques internationales de renom.

Une autre action majeure conduite au cours de l'exercice 1999 a été l'acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital du 1^{er} opérateur Telecom privé au Maroc - Méditelécom - en partenariat avec Telefonica et Portugal Telecom ainsi que d'autres investisseurs institutionnels marocains, dont Afriquia.

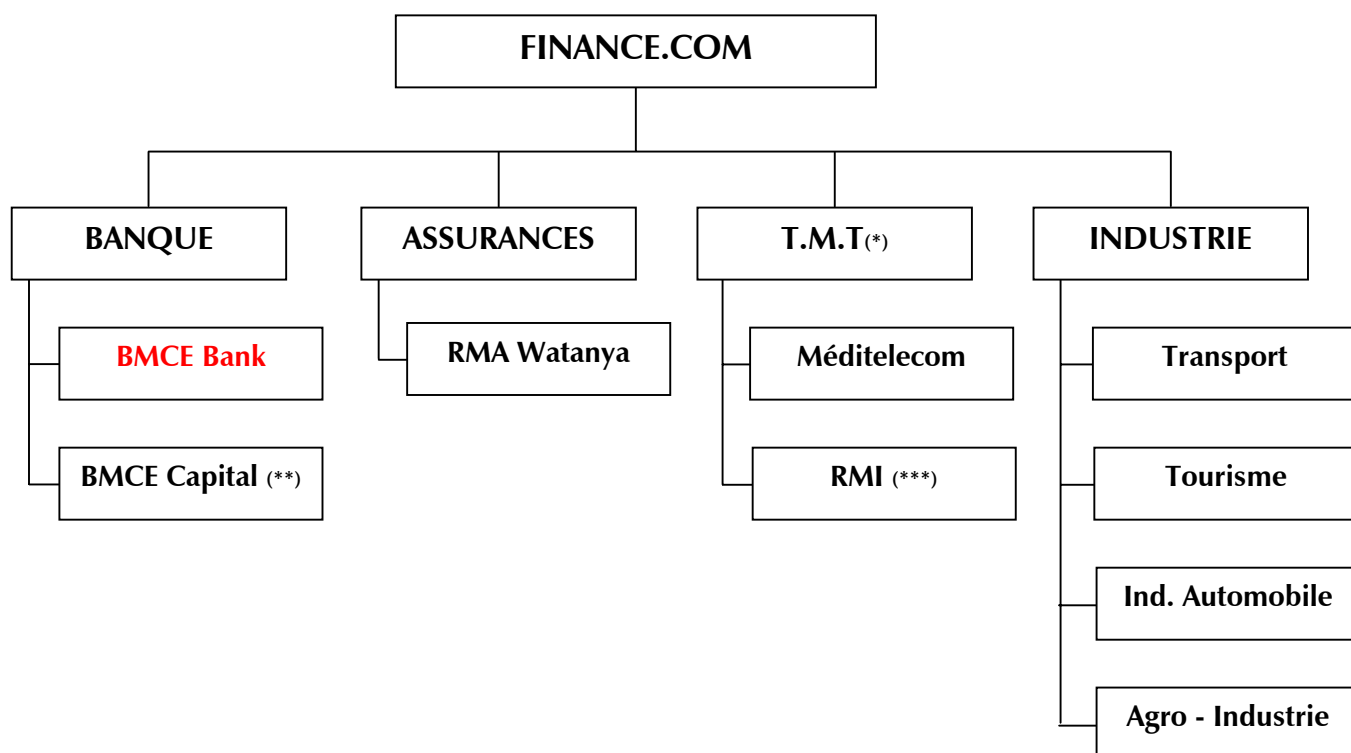
L'évolution récente de la Banque a été marquée par (i) la mise en place d'une nouvelle organisation centrée sur le Client, accompagnée d'une série d'actions de restructuration menées transversalement par des Task Forces, (ii) le lancement d'importants projets organisationnels, notamment, le Projet d'entreprise CAP CLIENT visant à développer le marché des particuliers et à renforcer le positionnement sur celui des entreprises, (iii) la mise en place d'outils performants de gestion et de suivi des risques, (iv) la certification ISO du système de management de la qualité mis en place pour les activités Etranger, Monétique, Titres et Crédits aux particuliers, et (v) l'obtention d'un rating social gratifiant par une agence européenne de notation sociale VIGEO dans les domaines des Droits Humains et de la Responsabilité sociale d'Entreprise, plus particulièrement, pour la contribution de BMCE Bank à des causes d'intérêt général, telles que la lutte contre l'analphabétisme en milieu rural, à travers la création et la gestion d'Ecoles Communautaires Rurales par la Fondation BMCE Bank.

La stratégie d'expansion du Groupe BMCE Bank vers les pays d'Afrique subsaharienne, s'est concrétisée par son implantation au Sénégal et des prises de participation dans la Banque de Développement du Mali et la Congolaise de Banque au cours de l'exercice 2004.

En 2004, l'actionnariat international de la Banque s'est renforcé par l'entrée dans son capital de la Banque française Crédit Industriel et Commercial – CIC – à hauteur de 10% et de Morgan Stanley Investment Management à hauteur de 3%.

4.2 APPARTENANCE AU GROUPE FINANCE.COM

BMCE Bank est détenue, au 28 février 2005, à hauteur de 43,8% par le Groupe Finance.com – participations détenues par RMA Watanya, BMCE Bank, Interfina, Finance.com S.A et SFCM-.



(*) Technologie Média & Télécommunication

(**) BMCE Capital est une société anonyme spécialisée dans les activités de banque d'affaires, de marché et de conseil

(***) Radio Méditerranée Internationale

Finance.com est un groupe marocain privé avec des ambitions régionales et internationales, s'articulant autour de 4 métiers clairement identifiés et intervenant dans chacun des secteurs suivants :

- **Services financiers** avec le Groupe BMCE Bank, 3^{ème} au Maroc en termes d'actifs,
- **Assurances et réassurances** : RMA Watanya, nouvel ensemble issu de la fusion de la RMA et Al Wataniya, leader au Maroc avec 23% de part de marché en termes de primes payées,

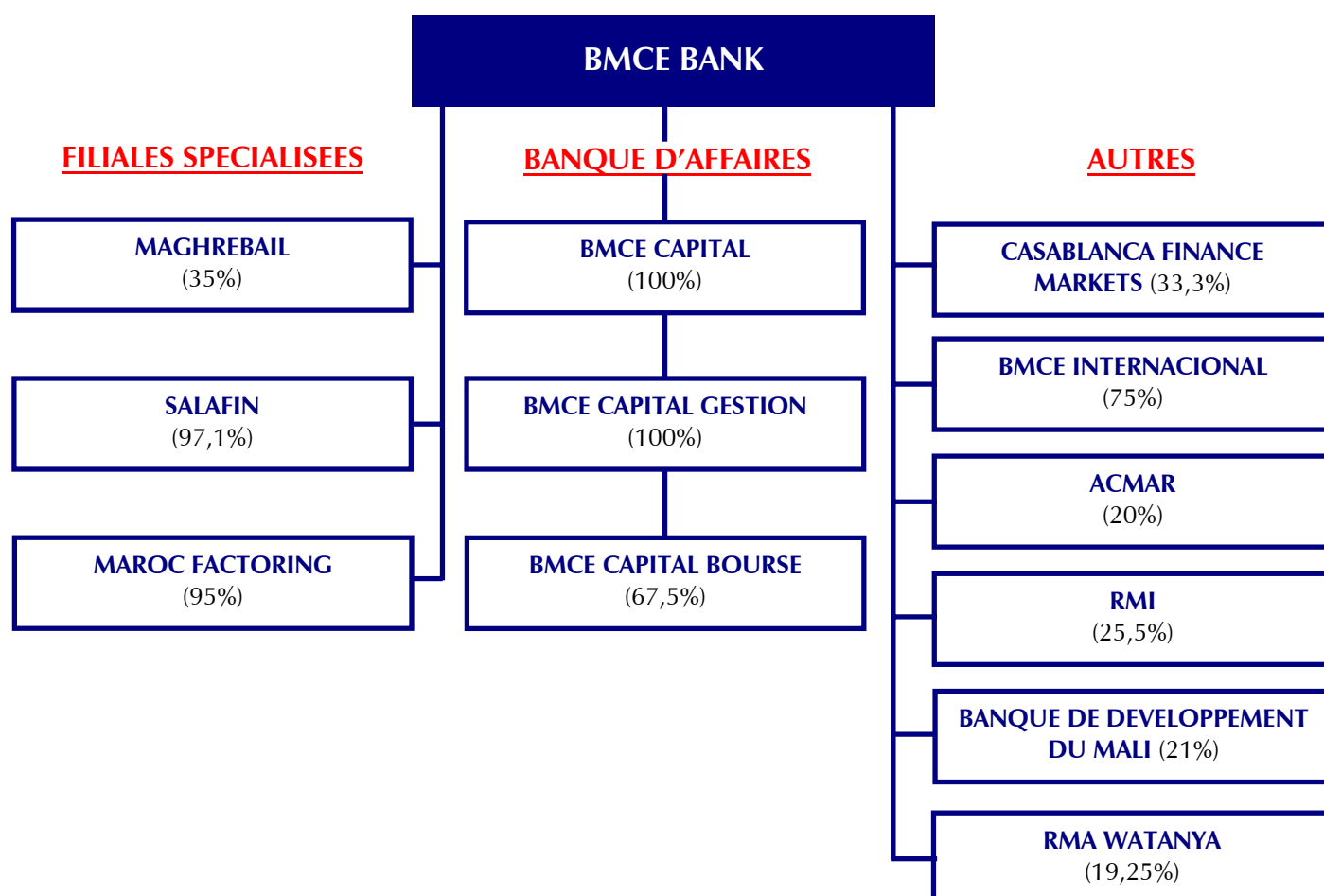
Par ailleurs, une convention a été conclue entre BMCE Bank et Finance.com, relative à l'acquisition par BMCE Bank de 1.096.920 actions RMA. En 2001, BMCE Bank a acquis 9,9% de la Royale Marocaine d'Assurances au prix unitaire de MAD 355, soit un montant global de l'opération de MAD 389,4 millions. Cette opération a fait l'objet d'une mention dans le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, porté à la connaissance de l'Assemblée Générale du 28 mai 2002.

Cette convention vise à renforcer la participation croisée dans la RMA afin de consolider davantage la relation avec ce partenaire notamment pour le développement de la Bancassurance.

- **Télécommunications, Médias et Technologies** avec 18% du capital de Méditelecom, premier réseau privé de téléphonie mobile GSM au Maroc, en partenariat avec Telephonica et Portugal Telecom, et une participation dans Radio Méditerranée Internationale, détenue à hauteur de 25,5% par BMCE Bank.
- **Industries** : (i) transport à travers la CTM à hauteur de 54% et Régional Airlines avec 44,5%, (ii) tourisme avec Risma (21,8%) et Revly's, (iii) industrie automobile (Jaguar Maroc) et (iv) agro-industrie à travers Ranch Addarouch.

Au cours des années 2003 et 2004, Finance.com a davantage renforcé sa présence dans le secteur du transport avec l'acquisition de Locasom, leader au Maroc de la location automobile longue durée, et la participation dans le capital de M'DINA Bus, société délégataire du service de transport urbain créée en partenariat avec la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), outre le développement des activités de service avec l'acquisition de 20% du capital de la Lydec.

4.3 FILIALES DE BMCE BANK



DENOMINATION	Adresse	Domaine d'activité	Capital Détenu (M MAD)	Nombre de titres détenus	% du capital ⁸	C.A au 31/12/04 (M MAD)	Résultat net au 31/12/04 (M MAD)	Dividendes perçus (KMAD)
Maghrébail	45, bld My Youssef, Casablanca	Leasing	35,88	358 862	35%	1 044 143	29,3	7 177
Maroc Factoring	243, Bld Mohammed V, Casablanca	Factoring	14,2	142 500	95%	29,0	7,04	855
Salafin	Zenith Millenium, Immeuble 8, Sidi Maârouf, Casablanca	Crédit à la consommation	100,0	100 000	97%	702 ,3	24,8	7 767
BMCE Capital	Tour BMCE Bank RP Hassan II, Casablanca	Banque d'affaires	100,0	100 000	100%	97,5	-1,0	-
BMCE Capital Bourse	Tour BMCE Bank RP Hassan II, Casablanca	Intermédiation boursière	10,0	100 000	100%	20,7	12,4	-
BMCE Capital Gestion	140, Avenue Hassan II, Casablanca	Gestion d'actifs	5,0	50 000	100%	63,7	14,7	12 000
Casablanca Finance Markets	5/7 Rue Ibnou Toufail, Casablanca	Activités de marché	38,3	382 876	33,33%	48,0	9,4	2 010
Acmar	243, Bld Mohamed V, Casablanca	Assurance crédit	10,0	100 000	20%	26,9	0,26	-
BMCE Internacional	Madrid, Espagne	Banque	151,5	225 000	75%	30,7	5,1	-
RMA Watanya	83, avenue de l'Armée Royale, Casablanca	Assurance	1 348	3 416 189	19,25%	3 155*	406,3	63 231
Banque de Développement du Mali	Bamako, Mali	Banque	13,3	77 926	20,73%	ND	ND	2 912
Radio Méditerranée International	3/5 Rue Emsallah, Tanger	Audiovisuel	2,8	28 050	25,5%	78,5	12,7	

* Total des Produits Assurances Vie, Assurances Non-Vie et Non Techniques

⁸ Le pourcentage de capital détenu correspond au droit de votes détenu.

ACTIVITES DES PRINCIPALES FILIALES DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE BMCE BANK

BMCE Capital

La Banque d’Affaires du Groupe a structuré ses activités par lignes de métiers spécialisées, autour de deux pôles distincts :

- Pôle Marchés, en charge des activités relatives à:
 - ✓ Gestion d’actifs, au sein de la filiale existante du Groupe, *BMCE Capital Gestion* ;
 - ✓ Intermédiation boursière au sein de la filiale société de bourse, *BMCE Capital Bourse* ;
 - ✓ Marchés des capitaux à travers *BMCE Capital Markets*
 - ✓ Custody au sein de *BMCE Capital Titres*
 - ✓ Placement du papier privé à travers de *BMCE Capital Emissions*
 - ✓ Distribution multi-produits par la *Plate-forme Commerciale*
- Pôle Corporate & Investissement, en charge de l’ingénierie financière et Corporate Finance, via:
 - ✓ *Capital Conseil*, en charge du conseil et de l’accompagnement des entreprises pour l’ensemble des opérations de haut de bilan;
 - ✓ *Structured Finance*, dont la vocation est de développer les activités de financement désintermédié sur le marché des capitaux, telles que les produits de la dette ;
 - ✓ *Capital Invest*, en charge, notamment, de la gestion de fonds d’investissement ;
 - ✓ Le développement des activités de banque d’affaires et de conseil en Afrique subsaharienne à travers *BMCE Capital Dakar*

BMCE Capital a enregistré au titre de l’exercice 2004 une hausse des produits d’exploitation de près de 22% à MAD 98,1 millions. Les charges d’exploitation ont, pour leur part progressé de 15% à MAD 98,9 millions améliorant ainsi le résultat brut déficitaire de MAD –5,1 millions en 2003 à MAD –0,8 millions en 2004. Le résultat net déficitaire s’améliore également de MAD –4,2 millions en 2003 à MAD –1,0 millions en 2004.

BMCE Capital Bourse

Créée en 1995, la filiale société de bourse du Groupe BMCE est contrôlée à hauteur de 67,5% et de 32,5% par BMCE Capital.

Dans un contexte de reprise confirmée du marché boursier en 2004, BMCE Capital Bourse s’est imposée en tant qu’acteur dynamique du marché notamment lors de l’introduction en bourse de la Banque Centrale Populaire et de Maroc Telecom.

Ainsi, sa part de marché, hors opérations de contrepartie et obligataire, s’est renforcée de 2,7 pts de pourcentage à 11,31%. La part de marché sur le marché central actions s’est établie à 13,1%, BMCE Capital Bourse se positionnant aux premiers rangs de l’intermédiation boursière et ce, dans un contexte de resserrement des conditions préférentielles suite à la consolidation du secteur bancaire.

Dans le cadre du développement des synergies entre BMCE Bank et ses filiales, BMCE Capital Bourse a participé à plusieurs opérations d'envergure initiées par le Groupe BMCE Bank, notamment (i) la reconduction du mandat pour la conduite du programme de rachat de BMCE Bank, (ii) l'acquisition par la banque française CIC de 10% du capital de BMCE Bank, ou (iii) l'entrée dans le capital de la Banque de *Morgan Stanley Investment Management*, à hauteur de 3%.

En termes financiers, les produits d'exploitation de BMCE Capital Bourse se sont accrus en 2004 de 91% portant le Résultat d'Exploitation à un niveau treize fois supérieur à celui généré en 2003, soit KMAD 9 201,6 en 2004 contre KMAD 684,7 en 2003.

BMCE Capital Gestion

La société de gestion de portefeuille, filiale du Groupe BMCE Bank, commercialise une large gamme de 18 OPCVM couvrant toutes les classes d'actifs et répondant aux différents besoins des investisseurs.

Grâce aux efforts entrepris en termes de réorganisation et de renforcement des équipes de promotion et de vente, BMCE Capital Gestion a enregistré une hausse de +32% des actifs gérés à MAD 12,4 milliards sur la période 2003-2004, renforçant ainsi sa part de marché d'un point de pourcentage à 14,2%.

Outre la mise en place de deux cellules de gestion dédiée et gestion sous mandat permettant de répondre adéquatement à la demande croissante de la clientèle notamment institutionnelle, BMCE Capital Gestion a enrichi sa gamme de produits grâce au lancement du FCP Capital monétaire et de FCP Capital Imtiyaz. Elle a également participé à l'appel d'offres lancé par la Senelec pour la mise en place d'un fonds de pension au profit de ses agents.

Par ailleurs, les performances financières de BMCE Capital Gestion se sont traduites par une hausse de 39% des produits d'exploitation à M MAD 65,3 et de +48% du Résultat d'Exploitation à M MAD 22,1 au titre de l'exercice 2004.

Maroc Factoring

Créée en 1988 à l'initiative de la BMCE qui détient 95% de son capital, la société Maroc Factoring est pionnière de l'activité de factoring au Maroc. La société offre aux entreprises un certain nombre de produits s'articulant autour de son activité principale :

- Le financement immédiat de leurs factures, en totalité ou en partie ;
- La gestion et le recouvrement des factures en lieu et place du client ;
- La garantie à 100% contre les risques d'impayés sur les acheteurs privés.

En termes d'activité, Maroc Factoring enregistre une progression de près de 17% de ses produits d'exploitation par rapport à l'exercice 2003 et ce, grâce aux actions menées de développement et de diversification du portefeuille.

Dans un contexte de recrudescence des risques notamment pour les sociétés exportatrices confrontées à une concurrence agressive de certains pays tels que la Chine et l'Inde, une politique de sélection rigoureuse des engagements a été adoptée.

L'encours de financement, pour sa part, a enregistré une progression de 59,8% à M MAD 143,2. Le résultat net, pour sa part, s'est établi à M MAD 7 en 2004 contre M MAD 5,7, soit une hausse de 23,1%.

Salafin

La société de crédit à la consommation Salafin a été créée en 1997, et dotée d'un capital de MAD 103 millions, détenu à hauteur de 97,1% par le Groupe BMCE Bank.

L'activité de Salafin englobe aussi bien les opérations de crédit classique que les opérations de location avec option d'achat, leasing aux particuliers. La gamme de produits commercialisés par la société se subdivise ainsi en trois familles : le financement automobile, le revolving avec les cartes Oxygen et Kenzi et le crédit personnel avec SalafWadif et SalafDirect.

Sur le segment financement automobile, Salafin stabilise sa part de marché à 29% et son taux de pénétration du marché à plus de 12% en 2004. Le montant de financement des véhicules a augmenté de près de 9% par rapport à l'exercice 2003 de même que le nombre de véhicules financés de 12% et ce, dans un contexte de croissance du marché automobile de 10,6%.

La production au titre du produit SalafWadif, crédit destiné aux fonctionnaires, s'est également appréciée de 10%, à MAD 54 millions en 2004.

Dans le cadre d'une politique prudente de distribution du SalafDirect, crédit amortissable non affecté destiné aux salariés du secteur privé, les réalisations sur ce produit se sont traduites par une hausse de 20% en termes de dossiers et de 18% en montant par rapport à l'exercice 2003.

En termes de crédit revolving, Salafin a enregistré des réalisations satisfaisantes sur la carte Oxygen, carte de crédit revolving, avec le nombre de cartes distribuées en hausse de plus de 190% par rapport à 2003 et ce, grâce au développement du *cross selling* avec les crédits automobiles et les synergies développées avec le Réseau BMCE. La carte Kenzi, première carte de crédit et de fidélité multi-enseignes, lancée en collaboration avec les supermarchés Label'Vie et le distributeur de meubles Mobilia a été commercialisée à de 13 000 unités sous sa forme « Fidélité Exclusive », permettant à son porteur de ne disposer que des points de fidélité, compte tenu de la nouveauté du produit.

Au terme de l'exercice 2004, le PNB a crû de près de 29%, par rapport à 2003, à MAD 122,7 millions, le résultat brut d'exploitation s'est élevé, quant lui, à MAD 75,7 millions en évolution de 37,2% et le résultat net à MAD 24,8 millions, soit une hausse de 31,2% par rapport à 2003.

Maghrebail

Leader des sociétés de crédits-bails en termes d'encours net comptable, Maghrebail comptait déjà BMCE Bank parmi ses membres fondateurs lors de sa création en 1972. Maghrebail agit aussi bien sur le crédit-bail mobilier que sur le crédit-bail immobilier et propose à ses clients une gamme diversifiée de produits dans le cadre du crédit-bail opérationnel, tels que les packages incluant la prise en charge des services d'entretien et d'assurance des biens d'équipements donnés en crédit-bail.

A fin décembre 2004, l'encours net comptable de Maghrebail a crû de 9,8%, à MAD 2,69 milliards, portant la part de marché à 20,2%. La production de Maghrebail s'est élevée à MAD 1,09 milliards, en hausse de 12,2% par rapport à 2003.

Le coefficient d'exploitation de la société atteint, à fin décembre 2004, près de 34%. Il se stabilise à 32%, hors charges liées au projet d'entreprise NOVA relatif à la refonte du système d'information de Maghrebail qui permettra une meilleure couverture fonctionnelle de l'activité, l'amélioration de la gestion des opérations courantes et une meilleure appréciation du risque. Le taux de provisionnement des créances en souffrance s'établit, pour sa part, à près de 98% avec des dotations nettes aux provisions de près de MAD 21 millions.

Le résultat net à fin décembre 2004 s'est établi à MAD 29,3 millions contre MAD 27,2 millions en 2003, soit une hausse de 7,6%.

RMA Watanya

La fin de l'exercice 2004 a connu l'émergence de RMA Watanya, nouvel ensemble issu de la fusion des compagnies d'assurances RMA et Al Wataniya. Ainsi, RMA Watanya, dotée d'un capital social de MAD 1 774,4 millions, détient 23% de parts de marché.

Au 31 décembre 2004, le total bilan de RMA Watanya a presque triplé, s'établissant à 20,1 milliards de même que le résultat net s'est inscrit en forte hausse de +72% à 406,3 millions de dirhams.

Radio Méditerranée Internationale - RMI

RMI a enregistré, au terme de l'exercice 2004, une hausse de 13,4% de son chiffre d'affaires à MAD 78,5 millions et de près de 90% de son résultat net à MAD 12,7 millions.

Banque de Développement du Mali – BDM S.A

Dans le cadre de la politique de privatisation des banques étatiques par l'Etat Malien, BMCE Bank a acquis au cours de l'exercice 2000, en consortium avec la Banque de Développement du Mali, 51% du capital dans la Banque Malienne de Crédit et de Dépôts. – BMCD.

Au cours de l'exercice 2001, une opération de fusion des deux banques BMCD et BDM S.A a été menée et ce, afin de notamment (i) renforcer l'assise domestique de la BDM-SA sur le marché intérieur, (ii) atteindre la taille critique et une dimension sous-régionale permettant de répondre aux besoins de financement des différents secteurs d'activité et (iii) développer et diversifier les activités de la banque fusionnée et accroître sa rentabilité.

Au 31 décembre 2003, le Produit Net Bancaire s'est établi à 15,2 milliards de FCFA, en hausse de 18%. Le Résultat Brut d'Exploitation s'est, pour sa part, apprécié de 33% à 5.514 millions de FCFA de même que le Résultat Net a progressé de 17%, atteignant 2.564 millions de FCFA.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Conventions conclues durant l'exercice 2004

Convention avec AL WATANIYA

BMCE Bank a conclu une convention de cession avec AL WATANIYA portant sur le transfert de 2.100.000 actions INTERFINA à AL WATANIYA au prix unitaire de 64, 29 dirhams l'action, soit au total un montant de 135.000.000,00 dirhams payable au plus tard le 30 juin 2005.

Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2004

Convention de transfert des actions de Méditelecom à AL WATANIYA

- Transfert de 2.438.147 actions de la société MEDITELECOM à AL WATANIYA au prix unitaire de 115 dirhams l'action, soit un montant total de 280.386.905 dirhams à verser au cédant BMCE Bank selon l'échéancier suivant :

- 171.000.000,00 dhs au plus tard le 31 décembre 2004⁹ ;
- 109 000.000,00 dhs au plus tard le 30 juin 2005.

Convention de distribution de services conclue avec M@Finance.com Cette convention a pour objet d'établir les termes et les conditions dans lesquelles BMCE Bank désigne M@Finance.com en qualité de distributeur des Services via son portail télématique LIBRITY.

Les droits d'accès à LIBRITY sera facturé par la société M@Finance.com à la BMCE comme suit :

- KMAD 3.000 hors taxes, payable à la signature de la convention.
- Versements annuels sur une période de 5 ans d'un montant de KMAD 1.800 hors taxes au début de chaque année.

Cette convention est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date du premier branchement.

Convention de bail commercial de BMCE Capital

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE Capital des espaces de bureaux situés aux Agences BMCE Bank Rabat-Ibnou Sina et Agadir-Ville, moyennant un loyer mensuel global de 3.477,50 dirhams, révisable systématiquement de 3% chaque année.

Date d'effet de cette convention : le 1^{er} juillet 2002.

Convention de bail commercial avec M@Finance.Com

Cette convention a pour objet de donner à bail un local faisant office de bureau, situé à Casablanca – Boulevard Lalla Yacout, moyennant un loyer mensuel de 12.900,00 Dirhams, révisable systématiquement de 10% tous les trois ans.

Date d'effet de cette convention : le 1^{er} mars 2002.

Convention de mandat de réalisation par BMCE Capital Bourse du programme de rachat par BMCE Bank de ses propres actions en bourse

Cette convention a pour objet de donner mandat à BMCE Capital Bourse d'assurer l'exécution du programme de rachat par BMCE Bank de ses propres actions en bourse, conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 20 mai 2004.

BMCE Capital Bourse a exécuté ce mandat en contrepartie de la somme forfaitaire de 375 milliers de dirhams, à titre de frais de réalisation de l'ensemble du programme.

La date d'effet de cette convention est le 24 mai 2004.

⁹ Les dispositions du contrat de transaction prévoient un délai de règlement courant jusqu'au 30 juin 2005.

Convention de bail pour station de télécommunication avec MEDITELECOM

Cette convention a pour objet la prise à bail par MEDITELECOM d'une partie de la terrasse de l'immeuble sis Essaouira – n° 8, rue El Hajjali, propriété de BMCE Bank. La terrasse, objet du bail, est destinée à l'usage exclusif d'une station de télécommunication mobile.

Le bail est consenti moyennant un loyer annuel, hors taxes, de 60 milliers de dirhams.

Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE Bank et BMCE Capital

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier, à BMCE Capital, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, BMCE Tanger Zone Franche «TOS».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE Capital, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

- BMCE Capital perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams, du résultat brut d'exploitation, généré par les activités de marché de la Banque ;
- La rémunération de BMCE Capital ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Au titre de l'exercice 2004, la rémunération de BMCE Capital a été de 20 millions de dirhams hors taxes.

Restent à la charge de BMCE Bank :

- Les frais de fonctionnement de la Salle des Marchés ;
- Les frais de location, d'aménagement des locaux et d'installation technique de BMCE Capital.

4.4 ACTIVITE

LE SECTEUR D'ACTIVITE

Activité du secteur entre 2002 et 2004

Le secteur bancaire marocain comprend en mars 2005 onze institutions (hors CNCA, CIH et BNDE), placées sous le contrôle et la supervision de Bank Al Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux dernières institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par le système bancaire s'est établi à MAD 252,0 milliards en 2002, MAD 272,8 milliards en 2003 et MAD 292,7 milliards à fin 2004, en progression de 8,2% en 2003 et 7,3% en 2004.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de MAD 127,3 milliards en 2002, MAD 141,9 milliards en 2003 et MAD 157,5 milliards, continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires avec en moyenne plus de 50% des ressources collectées.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Dettes envers les établissements de crédit	2 320,1	-7,9%	2 131,9	-8,1%	1 031,9	-51,6%
Comptes courants des sociétés de financement	440,5	-5,0%	484,4	10,0%	929,4	91,9%
Emprunts financiers extérieurs	1 879,6	-8,6%	1 647,5	-12,3%	34,0	-97,9%
Dépôts de la clientèle	248 227,0	7,6%	269 964,1	8,8%	290 205,0	7,5%
Comptes chèques	92 834,6	14,6%	103 574,9	11,6%	116 728,8	12,7%
Dont MRE	33 740,4	12,3%	38 054,5	12,8%	42 744,8	12,3%
Comptes courants	34 484,5	4,9%	38 347,0	11,2%	40 775,6	6,3%
Comptes d'épargne	32 477,8	8,6%	36 050,0	11,0%	39 646,9	10,0%
Dont MRE	1 967,6	13,7%	2 414,8	22,7%	2 749,9	13,9%
Dépôts à terme	76 362,7	-2,1%	80 737,0	5,7%	82 445,5	2,1%
Dont MRE	34 715,5	1,5%	35 738,9	2,9%	35 280,1	-1,3%
Autres dépôts et comptes créditeurs	12 067,5	35,5%	11 255,2	-6,7%	10 608,2	-5,7%
Total des dépôts en devises	2 035,4	-17,3%	2 015,2	-1,0%	2 256,6	12,0%
Total des dépôts en dirhams convertibles	5 839,5	17,3%	5 891,7	0,9%	6 202,5	5,3%
Titres de créances émis	1 454,9	118,8%	664,9	-54,3%	402,1	-39,5%
Certificats émis	1 255,0	1,7%	465,0	-62,9%	290,0	-37,6%
Emprunts obligataires émis	199,9	0,0%	199,9	0,0%	112,1	-43,9%
Autres titres de créance émis	-		-	-	-	-
Total Dépôts	252 002,0	7,7%	272 759,9	8,2%	292 690,2	7,3%

Source : GPBM

Du côté des emplois, les crédits à l'économie se sont établis à MAD 145,4 milliards en 2002. Ils ont progressé successivement de 9,2% et de 9,1% pour atteindre MAD 158,8 milliards en 2003 et MAD 173,2 milliards en décembre 2004. La structure des emplois bancaires reste dominée par les crédits de trésorerie qui, représentent MAD 62,8 milliards en 2002, MAD 61,3 milliards en 2003 et MAD 64,5 milliards en 2004, et constituent en moyenne 40% du total de l'encours de crédits au cours des trois derniers exercices.

Les crédits à l'équipement et à la consommation se montent, quant à eux, à MAD 35,8 milliards en 2002, MAD 42,4 milliards en 2003 et MAD 44,3 milliards en 2004, contribuant à raison de 26% en moyenne aux emplois du système bancaire.

Enfin, les crédits immobiliers totalisent MAD 21,9 milliards en 2002, MAD 27,2 milliards en 2003 et MAD 34,9 milliards en 2004, marquant des progressions de 24,1% en 2003 et 28,6% en 2004. A noter que cette catégorie de crédits connaît une évolution sensible en raison de l'orientation récente de l'ensemble du système bancaire vers le financement de l'immobilier, la part des crédits immobiliers dans l'encours global des emplois passe, en effet, de 15,1% en 2002 à 17,1% en 2003 et à 20,2% en 2004.

Les trois derniers exercices ont, par ailleurs, été marqués par une dégradation de la contentialité : Les créances en souffrance nettes de provisions ont enregistré un accroissement de 22,5% en 2003 et de 6,8% en 2004, atteignant respectivement MAD 6,2 milliards et MAD 6,7 milliards. Parallèlement, l'effort de provisionnement a été accéléré de 21,2% en 2003, passant de MAD 13,1 milliards à MAD 15,8 milliards, et de 9,7% en 2004 à quelques MAD 17,4 milliards. Le taux de contentieux correspondant à la part des créances en souffrance brutes dans l'encours de crédit global est ainsi passé de 12,6% en 2002 à 13,9% en 2003, et à 14,0% en 2004.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Créances sur les sociétés de financement	14 755,9	74,7%	15 917,6	7,9%	18 849,5	18,4%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	2408,36	-19,7%	1 548,5	-35,7%	1 345,8	-13,1%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	3595,3	104,9%	5 252,0	46,1%	6 401,8	21,9%
Prêts financiers	8 752,3	137,2%	9 114,0	4,1%	11 095,6	21,7%
Créances en souffrance sur les ECN de provisions	-	-	3,1	-	6,3	103,2%
Provisions et agios réservés	6,4	106,5%	6,4	0,0%	3,6	-43,8%
Créances sur la clientèle	130 595,5	1,5%	142 846,4	9,4%	154 381,0	8,1%
Crédits de trésorerie	62 824,4	-4,2%	61 332,7	-2,4%	64 549,7	5,3%
Crédits à l'équipement	27 625,7	3,7%	33 164,6	20,1%	34 753,2	4,8%
Crédits à la consommation	8 128,0	11,2%	9 241,2	13,7%	9 586,5	3,7%
Crédits immobiliers	21 897,6	45,4%	27 165,7	24,1%	34 935,0	28,6%
Autres crédits	5 021,7	-46,0%	5 695,3	13,4%	3 883,8	-31,8%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	5 098,2	6,5%	6 246,9	22,5%	6 672,8	6,8%
Provisions et agios réservés	13 072,1	29,4%	15 846,6	21,2%	17 389,0	9,7%
Total Crédits	145 351,4	6,0%	158 764,0	9,2%	173 230,5	9,1%

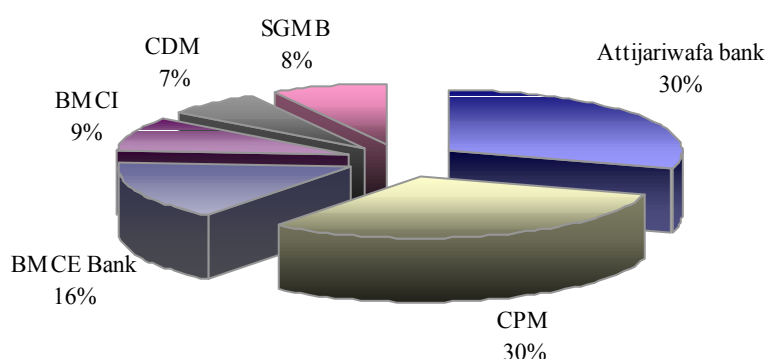
Source : GPBM

Le secteur se caractérise par une forte concentration. Six grandes banques collectent près de 97,7% du total des dépôts clientèle. Le Crédit Populaire du Maroc se positionne en tête de liste avec une part de marché de plus de 30%, suivi d'Attijariwafa bank et de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur qui détiennent des parts de marché respectives de 29,0% et 15,3% à fin 2004.

Parts de marché dépôts 2004	CPM	Attijariwafa	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Total
Dettes envers les établissements de crédit	23,8%	30,1%	25,1%	16,8%	0,5%	3,1%	99,3%
Comptes courants des sociétés de financement	26,4%	33,4%	20,5%	15,0%	0,5%	3,4%	99,3%
Emprunts financiers extérieurs	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Dépôts de la clientèle	30,3%	29,0%	15,3%	8,8%	6,4%	7,8%	97,7%
Comptes chèques	35,5%	31,1%	12,2%	5,7%	6,7%	7,4%	98,5%
Dont MRE	59,4%	28,8%	6,0%	1,6%	2,6%	1,3%	99,8%
Comptes courants	17,4%	28,2%	20,9%	13,2%	6,3%	10,3%	96,4%
Comptes d'épargne	20,9%	28,6%	21,5%	9,0%	10,0%	8,4%	98,5%
Dont MRE	22,3%	34,4%	16,8%	11,0%	11,5%	2,3%	98,4%
Dépôts à terme	35,9%	25,2%	14,0%	10,8%	4,6%	6,5%	97,0%
Dont MRE	61,0%	24,0%	7,3%	3,5%	2,8%	0,9%	99,6%
Autres dépôts et comptes créditeurs	14,7%	39,3%	15,2%	9,5%	5,6%	11,0%	95,3%
Titres de créances émis	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Certificats émis	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Emprunts obligataires émis	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Total Dépôts	30,2%	28,9%	15,4%	8,9%	6,4%	7,9%	97,7%

Source : GPBM

Parts de marché dépôts clientèle à fin 2004



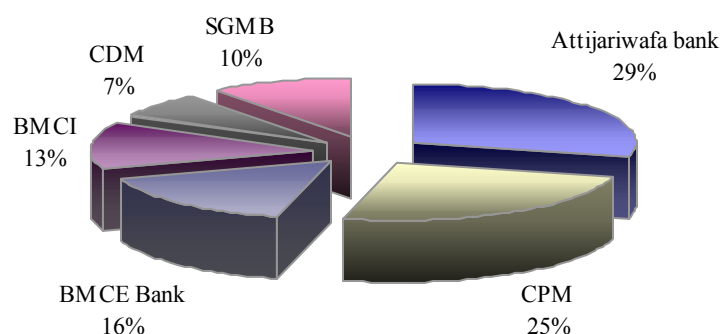
Source : GPBM

Au niveau des crédits clientèle, la concentration du secteur bancaire est également patente, puisque 97,1% du total des engagements est distribué par les six plus grandes banques commerciales du pays. Le Groupe Attijariwafa bank est leader sur ce marché et affiche une position commerciale de 28,8%. BMCE Bank se positionne au troisième rang après le Groupe CPM, avec une part de marché de 15,6%.

Parts de marché crédits 2004	CPM	Attijariwafa	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Total
Créances sur les sociétés de financement	11,5%	35,6%	17,9%	12,0%	9,2%	13,0%	99,2%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	7,6%	33,9%	14,6%	17,2%	7,8%	15,9%	97,0%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	0,2%	35,6%	11,2%	31,6%	3,9%	15,7%	98,1%
Prêts financiers	18,5%	35,8%	22,2%	0,0%	12,4%	11,1%	100,0%
Créances sur la clientèle	24,2%	28,1%	15,3%	12,6%	6,8%	9,9%	96,9%
Crédits de trésorerie	15,2%	31,2%	18,8%	14,4%	7,1%	9,8%	96,6%
Crédits à l'équipement	25,7%	30,9%	16,2%	12,2%	4,8%	8,8%	98,6%
Crédits à la consommation	44,1%	14,7%	17,3%	6,6%	9,7%	6,5%	98,9%
Crédits immobiliers	34,4%	24,4%	9,2%	13,9%	7,3%	9,6%	98,8%
Autres crédits	1,0%	27,7%	26,1%	11,6%	10,2%	22,6%	99,2%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	30,4%	20,1%	12,6%	8,4%	4,6%	17,2%	93,2%
Total Crédits	22,9%	28,8%	15,6%	12,6%	7,0%	10,2%	97,1%

Source : GPBM

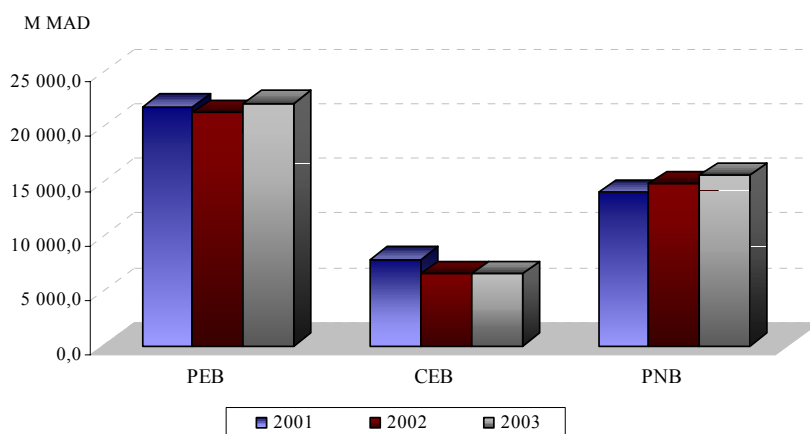
Parts de marché crédits clientèle à fin 2004



Source GPBM

Le Produit Net Bancaire des banques commerciales a affiché une croissance de 5,6% en 2002 et de 5,3% en 2003 pour s'établir à MAD 14,7 milliards et à MAD 15,5 milliards respectivement.

Evolution du PNB Sectoriel



En 2002, les charges générales d'exploitation se sont élevées à MAD 7,7 milliards, enregistrant une progression de 5,1% et fixant le coefficient d'exploitation du secteur à 52,0% contre 52,2% l'exercice précédent.

A fin 2003, les charges générales d'exploitation ont marqué une évolution de 5,4% pour s'établir à MAD 8,1 milliards. Le coefficient d'exploitation du secteur connaît par conséquent une stabilité à 52%.

Les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance ont marqué une évolution de 31,9% en 2002 à MAD 3,6 milliards et de 14,7% en 2003 à quelques MAD 4,2 milliards. L'effort de provisionnement s'est ainsi renforcé, dans le sillage de la dégradation de la contentualité au niveau du secteur et de l'implémentation par la Banque Centrale de nouvelles règles prudentielles en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance.

A fin 2002, face à l'effort de provisionnement de l'ensemble des établissements bancaires, le résultat net du secteur a marqué une décélération de 48% pour s'établir à MAD 1,6 milliards. En 2003, la capacité bénéficiaire du secteur a crû de 2,3% pour s'établir à MAD 1,7 milliards.

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.
Produits d'exploitation bancaire	21 797,5	21 250,9	-2,5%	22 073,8	3,9%
Charges d'exploitation bancaire	7 841,9	6 518,9	-16,9%	6 555,1	0,6%
Produit Net Bancaire	13 954,3	14 733,0	5,6%	15 518,6	5,3%
Charges générales d'exploitation	7 285,1	7 655,1	5,1%	8 066,8	5,4%
<i>Dont amortissements</i>	<i>882,3</i>	<i>949,2</i>	<i>7,6%</i>	<i>998,4</i>	<i>5,2%</i>
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrances	2 766,0	3 647,8	31,9%	4 184,3	14,7%
Résultat Net	3 199,2	1 651,4	-48,4%	1 689,4	2,3%

Source : GPBM

Evolution du cadre réglementaire

Le système bancaire marocain a connu de profondes mutations au cours des années 90. Une série de mesures ont en effet été mises en place dès 1991, consistant notamment en la levée, par les autorités monétaires, de l'encadrement du crédit.

Ces réformes ont cependant impliqué une modernisation du cadre juridique régissant le système bancaire. La loi bancaire a ainsi été promulguée par le Dahir du 6 juillet 1993 permettant la libéralisation de l'activité bancaire et la dynamisation des marchés des capitaux.

La nouvelle loi édifie, en effet, un cadre juridique applicable à tous les établissements de crédit ainsi que l'extension de leurs activités à de nouveaux domaines tels que les opérations d'affacturage, les opérations d'assistance en matière de gestion de patrimoine et la création de services facilitant la création et le développement d'entreprise.

Parallèlement, des règles prudentielles ont été réaménagées afin de renforcer la solidité du système bancaire et de le mettre au niveau des standards internationaux. L'ensemble de ces règles peut être décliné en six principaux points :

1. *Le coefficient de solvabilité* : Largement inspiré du ratio Cooke, il correspond au rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature. Il est fixé à un minimum de 8%.
2. *Le ratio de division des risques* : Défini comme étant le rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque. Initialement fixé à 7%, ce ratio a été relevé à 10% en septembre 1996, puis à 20% en décembre 2000.
3. *Le coefficient minimum de liquidité* : Fixé à 100%, le coefficient minimum de liquidité est défini comme étant le rapport entre d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.
4. *Le plancher d'effet public (PEP)* : Il correspond au portefeuille minimum en bons du Trésor que les banques ont l'obligation de détenir, moyennant une rémunération de 4,25%. Le poids du PEP a connu des baisses successives par pallier qui l'ont ramené de 35% en 1990 à 5% en 1997, pour être définitivement supprimé le 1^{er} juin 1998.
5. *La réserve monétaire* : Il s'agit de fonds que les banques sont tenues de garder sous forme de comptes gelés auprès de Bank Al Maghrib, à hauteur de 10% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leurs liquidités sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 10%. Ce taux a été relevé à 14% à fin 2002, et à 16,5% en septembre 2003.
6. *La classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions* : Afin de préserver la solvabilité des établissements bancaires, le régime de couverture par les provisions des créances en souffrance a été renforcé en décembre 2002 (édition par la Banque Centrale de la circulaire N°19/G/2002). Les créances en souffrance sont réparties en trois catégories compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur de minimum 20%, 50% et 100% respectivement.

ACTIVITES DE BMCE BANK

BMCE BANK est un établissement bancaire offrant une large gamme de produits et services à sa clientèle des entreprises et des particuliers qu'elle adresse à travers ses métiers de banque commerciale, de banque d'affaires et à travers ses filiales opérant dans les secteurs du crédit bail, du crédit à la consommation et du factoring.

La Banque a entrepris, ces dernières années, un effort significatif en vue de développer les instruments offerts à sa clientèle des particuliers (produits d'épargne, cartes monétiques, crédit immobilier, bancassurance, crédit à la consommation...).

En outre, elle renforce son positionnement vis à vis du marché de l'entreprise à travers l'ensemble des métiers de son pôle banque d'affaires qui développe une panoplie d'instruments, notamment sur les marchés des capitaux, d'ingénierie financière, et de capital risque.

A cet égard et afin de marquer davantage sa stratégie de développement du segment des particuliers, BMCE Bank a conduit en 2004 un projet d'envergure Cap Client fédérant l'ensemble des entités de la Banque, visant à augmenter sensiblement la contribution du marché des Particuliers et Professionnels ainsi que des PME, outre la consolidation de son positionnement sur le marché des Entreprises.

Au cours de l'exercice 2004, le Réseau de Casablanca a subi une profonde réorganisation outre le renforcement de la filière des commerciaux par des mouvements sans précédent de mobilité, l'introduction de nouvelles pratiques managériales et commerciales, les recrutements significatifs en quantité et en qualité et ce, afin de permettre davantage de proximité avec la clientèle et une meilleure satisfaction de leurs besoins . Ainsi :

- 81 agences de Casablanca ont été spécialisées dans le segment des particuliers professionnels et 9 centres d'affaires et une agence Corporate ont été créés ;
- 65 000 clients ont fait l'objet d' un changement de numéro de compte en tenant compte des produits et services y rattachés ;
- 2000 clients Entreprises ont été redéployés avec leur lignes de crédits, encours et garanties ;
- 1593 collaborateurs ont été concernés par la mobilité ;
- 32 Directeurs d'Agence, 9 Directeurs de Centres d'Affaires et 7 Directeurs de Groupe ont été nommés et 40 Directeurs d'agences ont permuté de poste ;
- l'organigramme de la Banque de Distribution a été réaménagé pour tenir compte de la spécialisation du Réseau.

Le soutien de la Direction Générale, la mobilisation et l'adhésion totale des collaborateurs ont constitué des facteurs déterminants dans la réussite du projet d'entreprise de grande envergure CAP CLIENT, caractérisé par son champs d'action élargi.

Dans ce contexte de réorganisation de la banque de distribution, les performances commerciales ont été soutenues comme en témoignent (i) l'ouverture de quelques 185 000 nouveaux comptes, (ii) la progression de près de 31,5% du nombre de contrats de bancassurance distribués et (iii) l'augmentation du nombre de cartes monétiques de 73 200 cartes, (iv) la forte progression de 74% des crédits immobiliers et de 17,8% des crédits à la consommation.

En KMAD	2004	Var %	2003	Var%	2002
Chiffre d'affaires	3 977 882	-2,2%	4 065 425	12,2%	3 623 899

L'activité MRE s'est inscrite en hausse avec une augmentation de 20,9% des dépôts portant la part de marché à 7% contre 6,1% en 2003. L'ouverture des comptes a connu, pour sa part, une forte accélération de 59%.

Par ailleurs, 14 nouvelles agences ont été ouvertes, dont 9 centres d'affaires et une agence Corporate, portant le réseau à 235 agences de même que le réseau GAB s'est élargi à 239 guichets.

Dans le cadre de l'enrichissement de l'offre à la clientèle, de nouveaux produits ont été lancés au courant de l'année 2004.

Ainsi, la panoplie des produits de la Salle des Marchés a été développée par de nouveaux produits de change et de taux ainsi que des produits structurés en dirhams.

L'offre MRE s'est également élargie, avec Pack Dawli, package articulé autour du compte en dirhams convertibles et des produits et services à l'international et Librity Jaliya, pour le suivi à distance par le client des ses opérations, à moindre coût.

En outre, 2 nouveaux produits de bancassurance ont été lancés au cours de l'exercice 2004, à savoir BMCE Secours Plus, pour l'assistance technique et médicale, et BMCE Prévoyance adossé aux crédits à moyen et long termes.

Pareillement, la gamme des produits monétiques et services technologiques s'est renforcée à travers (i) BMCE Advance, nouvelle carte permettant à son titulaire de bénéficier d'une avance d'argent, sous forme de plafond renouvelable mensuellement, et (ii) la nouvelle version du portail Librity, permettant aux clients abonnés, via trois canaux SMS, WEB et WAP d'accéder aux services bancaires de BMCE Bank, financiers de BMCE Capital Gestion, de billetterie de la CTM, News de Reuters et à autres informations pratiques.

De nouveaux produits ont été élaborés, pour les activités à l'international, tels (i) la combinaison des financements extérieurs avec des couvertures du taux d'intérêt, le Forward Rate Agreement (FRA), instrument autorisé par l'Office des Changes et (ii) le financement des importations de matières premières par le produit de la mobilisation des exportations.

Un nouveau package pour les professionnels, incluant une ligne de crédits d'investissements, un crédit bail automobile en partenariat avec Maghrébaïl, et une carte Pro voyage et d'assurances, a été introduit.

Le produit « Crédit Azur » pour les entreprises a été conçu pour répondre aux besoins de financement des opérateurs touristiques dans le cadre de la vision 2010.

Par ailleurs, les activités internationales ont été marquées en 2004 par la signature d'un accord de coopération avec le Groupe bancaire italien SANPAOLO IMI, permettant à la clientèle MRE de bénéficier du réseau de la Banque italienne pour effectuer des transferts. De même, cette banque abritera provisoirement le bureau de représentation de Milan et 5 des commerciaux de la Banque, d'une façon permanente, dans ses agences dans d'autres villes.

Dans le cadre de l'internationalisation de ses activités dans la région et notamment en Afrique subsaharienne, BMCE Bank a procédé à une prise de participation à hauteur de 25% dans la Congolaise de Banque.

En termes de réalisations commerciales internationales, le volume global des financements extérieurs traités s'est élevé, en 2004, de 16,5% à MAD 3 845 millions contre MAD 3 300 millions en 2003.

4.5 ORGANISATION

MOYENS HUMAINS

Organigramme (cf p 74) & Organisation

La vision du présent et de l'avenir de BMCE Bank au cours des années 2000 est celle d'une banque des réseaux de distribution, des télécommunications, des réseaux d'alliances internationales, de compétences, de solidarité et de responsabilité.

Il s'agit de conforter la place de la Banque au sein d'un groupe privé national articulé autour de la finance et de la communication, en tant que banque universelle multi-clientèles et multi-métiers qui fédère, par elle-même ou à travers ses filiales au Maroc ou à l'étranger, aussi bien les activités de banque commerciale, de banque d'investissement que des activités parabancaires.

Un élément de bien-fondé de l'organisation de la Banque est la consolidation de sa gouvernance à travers :

- le Comité Exécutif, en tant qu'autorité supérieure présidée par M. Othman BENJELLOUN, garant de la cohérence de la Stratégie de la Banque et statuant sur toute question d'ordre stratégique, d'organisation ou de ressources
- le Comité de Direction Générale, présidé par M. Abdeljélil AYED, qui assure la gestion courante de la Banque et la mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles de BMCE Bank et des entités affiliées en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif.

Au fondement de cette vision, se trouve le client, la Banque devant être une Banque de proximité physique et virtuelle.

Aussi, l'organigramme de BMCE Bank place-t-il en son sein la **Banque de Distribution** - c'est à dire le réseau d'agences - qui commercialise l'ensemble des produits et services développés au sein de notre Groupe, afin qu'elle soit une banque de proximité, du service des particuliers et des entreprises, notamment des petites et moyennes entreprises.

La Banque de Distribution est placée sous la responsabilité de M. Mohamed BENNANI, Administrateur Directeur Général, précédemment en charge de la Banque de l'International.

Autour de la Banque de distribution s'articule la Banque de gros, *'the wholesale bank'* ou **Banque Corporate & d'Investissement** qui adresse les entreprises structurées d'une certaine taille au service desquelles sont développées des activités de financement et celles liées à la Banque d'affaires.

L'organigramme se décline également en une **BMCE Internationale** dont l'ossature est représentée par la présence en Europe, à travers la Succursale de Paris, la filiale de Madrid et l'ensemble des bureaux de représentation.

M. Jaloul AYED, Administrateur Directeur Général, est en charge de la Banque Corporate & d'Investissement et de BMCE Internationale. M. AYED était jusqu'à lors Responsable du Pôle Banque d'Affaires.

Un Pôle d'administration des ressources non financières de la Banque, dénommé **Capital Humain & Technologies** est érigé autour de l'entité en charge des ressources humaines et de la gouvernance de la Banque, à savoir le Secrétariat Général – qui fédère la communication, le marketing stratégique, le juridique et les affaires générales -, les moyens généraux et auxquels sont adjointes les Directions fonctionnelles de support, l'informatique, l'organisation & la qualité ainsi que la production bancaire.

Le Pôle Capital Humain & Technologies relève de la responsabilité de M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général et également Secrétaire Général de la Banque et Secrétaire de son Conseil d'Administration.

L'organigramme se complète par **le Pôle Financier**, qui représente un contre-poids, un censeur, un teneur de comptes qui s'assure de l'orthodoxie et du respect des procédures budgétaires, de l'élaboration et de la fiabilité des outils de pilotage pour l'ensemble du Groupe BMCE Bank. Le Pôle Financier est placé sous la responsabilité de Messieurs les Directeurs Généraux Adjoints, Driss BENJELLOUN et Mohamed BENNOUNA.

Le **Pôle Engagements & Risques** transversal est singularisé par un rattachement au Comité de Direction. Il veillera à la mise en œuvre d'une doctrine repensée des engagements et des crédits et à la surveillance et la gestion du risque induit par les activités de banque de détail, de banque de gros et de banque d'investissement. Le Pôle Engagements & Risques est placé sous la responsabilité de Monsieur le Directeur Général Adjoint, Mohamed BENNOUNA.

Le **Pôle Relations Institutionnelles et Gestion Corrective du Portefeuille** – *Remedial Management* – est en charge de la gestion du gisement que constitue le portefeuille de créances en souffrance à travers la récupération desdites créances en souffrance par voie amiable et transactionnelle mais également par recours à toute procédure jugée nécessaire pour sauvegarder les intérêts de la Banque. Le Pôle Relations Institutionnelles et Gestion Corrective du Portefeuille est placé sous la responsabilité de M. Mamoun BELGHITI, Administrateur Directeur Général, qui, par ailleurs, exercera des fonctions de représentation de la Banque et de son Président.

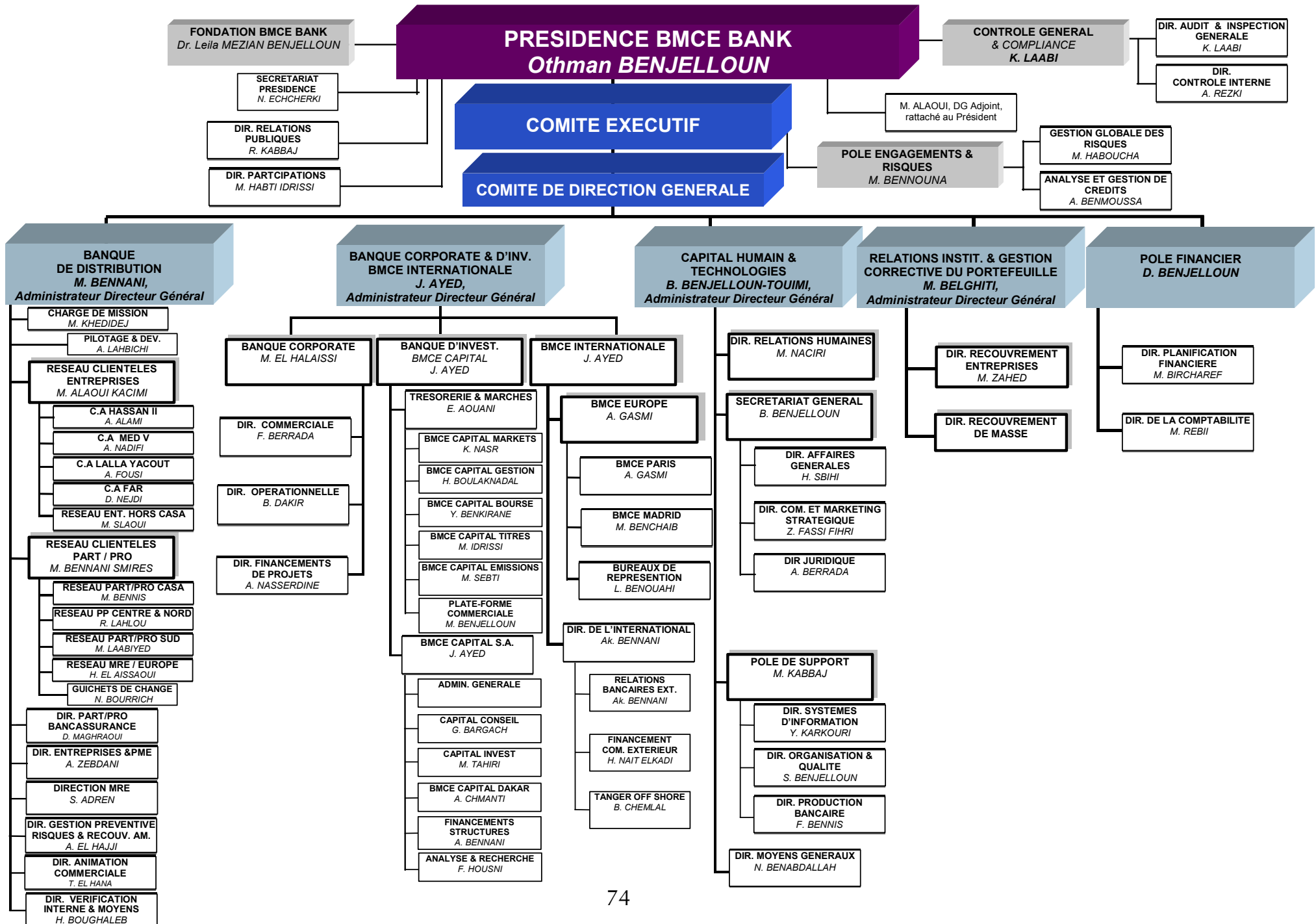
Le **Contrôle Général**, en tant que contrôle des contrôles, est rattaché au Président et sous la responsabilité de M. Khalid LAABI.

Ses responsabilités se voient davantage soulignées dans le cadre de la coordination vis-à-vis du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et de Contrôle Interne, l'instance composée d'Administrateurs de la Banque, désormais garante de la prévalence et de la fiabilité des dispositifs de contrôle au sein de la Banque et ses entités affiliées.

La **Direction des Participations**, sous la responsabilité de M. Mokhliss HABTI IDRISSE, est directement rattachée à la Présidence. Ses attributions sont relatives à (i) la gestion des participations financières et notamment, l'évaluation des opportunités de cession, d'acquisition ou de conversion de créances, la revalorisation récurrente du portefeuille ainsi que, le suivi des performances des participations et des risques qui leur sont inhérents, (ii) la gestion des participations immobilières visant l'amélioration de leur contribution aux performances financières de la Banque, à travers une gestion locative dynamique et une extériorisation opportune des plus-values.

L'action de la **Fondation BMCE**, dirigée par Dr Leila MEZIAN BENJELLOUN et directement rattachée à la Présidence, continue de refléter l'engagement de BMCE Bank dans la responsabilité sociale d'entreprise, notamment à travers la construction et la gestion d'un réseau d'Ecoles Communautaires Rurales – Medersat.com -, et des initiatives visant une contribution à la préservation de l'environnement.

L'entité en charge des **Relations Publiques** est, au même titre que le **Secrétariat du Président**, rattachée à la Présidence. Dirigée par M. Raouf KABBAJ, elle est responsable du recensement et de la couverture d'événements impliquant la Banque, ainsi que de l'organisation d'actions de relations publiques.



Politique des Ressources Humaines

Consciente du rôle primordial que joue le capital humain dans tout projet de changement, la politique de gestion des Ressources Humaines s'est assignée comme objectif principal pour l'année 2004 l'accompagnement RH du projet d'entreprise «Cap Client». En combinant l'utilisation des différents leviers possibles (recrutement, formation, mobilité interne, promotion, amélioration des compétences, encouragement des retraites anticipées...), la gestion des Ressources Humaines a accompagné, en parfaite symbiose, le projet de reconfiguration et de spécialisation du réseau bancaire.

L'effectif global de la Banque a progressé, à fin décembre 2004, de 4%, atteignant 2 841 personnes, suite aux recrutements opérés dans le cadre de l'accompagnement du projet d'entreprise Cap Client.

	2004	Var%	2003	Var%	2002
Effectif	2 841	+3,9%	2 733	+1,5%	2 693
Effectif Moyen	2 787	+2,7%	2 713	-3,4%	2 808
Agents temporaires	59	-6,3%	63	-8,7%	69

Effectif & Agents temporaires

Source : BMCE Bank

La politique de recrutement s'est inscrite en 2004 dans la continuité de la stratégie de développement des Ressources Humaines de la Banque. Les priorités arrêtées ont été axées sur l'accompagnement de la mise en œuvre du projet Cap Client, en vue de doter le Réseau de compétences adéquates, dans un contexte d'élargissement de l'effectif des Agences, de 50 agences, respectivement, en 2005, 2006 et 2007. Elle s'est fixée également pour objectif le soutien de la réorganisation du Réseau Hors Casablanca ainsi que l'anticipation des besoins en termes de Ressources Humaines de la Banque de Distribution dans le cadre de la politique d'extension du Réseau de distribution.

En 2004, BMCE Bank a renforcé ses effectifs par le recrutement de 233 jeunes diplômés dont 87 cadres et de 146 employés. Ces recrutements ont principalement bénéficié au réseau bancaire avec 65% du total.

Près de 38% des recrutements au cours de l'année 2004 ont concerné des détenteurs d'un Bac+4 et plus, dans le cadre de la préparation de la relève. La moitié des recrutements a concerné des titulaires de Bac+2, cette catégorie de diplômés disposant de bonnes qualifications et répondant aux besoins de l'organisation.

Afin de recruter des compétences de qualité, l'effort de recrutement s'oriente de plus en plus vers la recherche de profils pointus, notamment les candidats issus des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce ayant capitalisé quelques années d'expérience professionnelle.

Les mouvements de mobilité interne ont atteint, en 2004, des niveaux sans précédents. En effet, le nombre de personnes ayant bénéficié d'une mobilité en 2004 s'élève à 1 593 personnes, représentant plus de la moitié des effectifs. Ces mouvements sont motivés par la réorganisation des agences de Casablanca suite à la spécialisation des agences dans le cadre du projet Cap Client, ainsi que par l'optimisation de l'allocation des ressources humaines du Réseau hors Casablanca.

Le plan de formation 2004 a été centré sur (i) le développement des compétences du personnel des agences dans le cadre du projet Cap Client, (ii) la maîtrise des fonctionnalités des applicatifs agences automatisant les opérations de guichet et d'arrière guichet, (iii) des actions spécifiques destinées aux vérificateurs internes, (iv) la formation au management comportemental et à la maîtrise des outils de pilotage et (v) la campagne de formation du Réseau en matière de lutte anti-blanchiment conformément aux prescriptions de Bank Al Maghrib.

Ont été également dispensées des actions de formation classique sur les outils bureautique, la gestion des GAB et le programme de formation des Guichetiers Payeurs.

En vue d'optimiser les coûts et résoudre le problème de la disponibilité des participants, des actions de formation ont été programmées aussi bien à Casablanca que dans des Centres Régionaux.

Dans le cadre de la formation inter-bancaire, 100 collaborateurs ont participé au brevet bancaire et 18 autres aux cours de l'ITB. Le nombre de personnes ayant participé à des séminaires chez des organismes externes aussi bien au Maroc qu'à l'étranger a atteint 304. Les coûts de cette participation ont augmenté de 20%, à plus d'un million de dirhams.

Des cours de langues (anglais, espagnol, italien...) ont également été dispensés au Centre de Formation et au Siège social au profit de 120 collaborateurs.

La part de l'effectif féminin permanent dans l'effectif a augmenté, s'établissant à 31,4% au 31 décembre 2004 contre près de 29% à fin décembre 1998. La proportion des femmes cadres dans la population des cadres s'est accrue pour représenter 23,7% au 31 décembre 2004 contre 16,8% au 31 décembre 1998.

Le nombre de départs enregistrés au cours de l'année 2004 s'élève à 151, représentant un taux de départ de près de 5,39%. Plus de la moitié des départs entre dans le cadre du programme d'encouragement aux départs volontaires, initié depuis plus de deux années par la Banque.

Le rajeunissement de l'effectif de la Banque s'est poursuivi, la proportion de l'effectif âgé de moins de 35 ans s'appréciant de 29% à fin 1997 à 40,3% à fin 2004. La moyenne d'âge au sein de la Banque s'établit à fin 2004 à 40 ans, en diminution de 2 années par rapport à la moyenne de l'année 2001.

La proportion des collaborateurs dont le niveau de formation est supérieur ou égal à Bac+4 s'est continuellement inscrit en hausse, s'établissant au 31 décembre 2004 à 24,5% de l'effectif permanent contre 16% en 1998.

	2004	2003	2002
Bac+4 et Plus	24,5%	22,7%	19,8%
De Bac à Bac+3	47,3%	45,0%	44,3%
<Bac	28,2%	32,3%	35,9%

Effectif par niveau de formation

Source : BMCE Bank

Le taux d'encadrement augmente de 30,5% à fin décembre 1998 à 33,5% à fin décembre 2004.

	2004	2003	2002
Hors cadres	3,7%	3,4%	3,7%
Cadres	29,8%	29,2%	27,1%
Gradés	54,6%	57,7%	58,7%
Employés	11,9%	9,7%	10,4%

Effectif par catégorie

Source : BMCE Bank

	2004	2003	2002
Contrôle Général & Compliance	64	57	55
Pôle des Engagements et Risques	33	33	29
Pôle Remedial Management	25	-	-
Banque de Distribution	2 017	1 993	1 953
Banque Corporate & d'Investissement	76	54	55
BMCE Internationale	32	32	32
Capital Humain & Technologies	482	489	479
Pôle Financier	57	60	54
Divers	55	15	36

Effectif par branche d'activité

Source : BMCE Bank

MOYENS INFORMATIQUES ET TECHNIQUES

Le projet **ALM / Rentabilité**, lancé en juin 2002, a finalisé ses modules majeurs que sont (i) la base de données financières (DMS), (ii) la gestion des risques bilantiels à travers des simulations afin d'évaluer la sensibilité des résultats à l'évolution des taux, (iii) le taux de cession interne (FTP) qui permet la tarification des opérations au niveau transactionnel en fonction de leur maturité selon différents taux (courbe de taux des bons du trésor), constituant ainsi, la base pour l'ensemble des modules de rentabilité notamment celui de la rentabilité clients (iv) la rentabilité clients (CPS) pour l'évaluation de la rentabilité globale d'un client (1000 clients Corporate sont évalués à ce jour) et (v) la planification (BPS) permettant la mise en place et le suivi des résultats prévisionnels par marché et par agence notamment.

La rentabilité par Pôle s'est élargie au Résultat avant impôts intégrant ainsi la répartition des charges générales d'exploitation et des provisions.

Le module rentabilité "Produits" entamé sera finalisé à la fin du 1^{er} semestre 2005.

Le projet du nouveau **Système d'Information Comptable et de Gestion**, en cours de mise en œuvre, vise (i) la mise en conformité aux exigences réglementaires, notamment le Nouveau Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et la piste d'audit, (ii) l'amélioration de la qualité et du délai de production de l'information comptable, (iii) la séparation entre comptabilités auxiliaire et générale, et (iv) la mise en place d'outils lui permettant d'identifier les sources de rentabilité et de maîtriser ses coûts de fonctionnement.

Le projet SICG est entré, depuis octobre 2004, dans la phase de *parallel running*, soit la coexistence de l'ancien et du nouveau système durant une année de manière à anticiper les problèmes éventuels liés à l'arrêt définitif du système actuel et ce, avant la mise en production définitive de cette solution.

Dans le cadre du renforcement de la politique de gestion et de maîtrise des risques, la Banque s'est dotée d'un outil essentiel de suivi et de maîtrise du risque de contrepartie. Il s'agit d'un progiciel paramétrable permettant aussi bien l'analyse de bilan, des comptes résultat et le calcul des ratios que la notation et le rating clientèle.

Un suivi des paramétrages et de la maintenance des bases (Centrale de bilan et Rating) a été assuré sur une base régulière.

La centrale est déjà constituée regroupant cinq branches :

- Branche « corporate » constituée de 2 176 clients corporate, dont le bilan est présenté selon le modèle normal ;
- Branche « PME-PMI » constituée de 602 entreprises, dont le bilan est présenté selon le modèle simplifié.

Pour chaque client, la base prévoit le stockage des bilans sur 5 exercices.

- Branche « Particuliers » finalisée et intégrant personnes physiques n'exerçant pas une activité commerciale (salariés, fonctionnaires...).
- Branche « Professionnels » : Branche des personnes physiques exerçant une activité commerciale donnant lieu à l'établissement d'un bilan.

Ces branches ont été paramétrées et intégrées dans le système pour permettre la mise en place du rating financier.

Deux branches des dossiers de crédit ont été paramétrées pour les *corporate* & PME-PMI et pour les particuliers. Ces deux branches sont d'ores et déjà finalisées et en cours de validation.

Le rating, associé au logiciel précité, est un processus d'évaluation de risque attaché à un titre de créance, synthétisé en une note, permettant un classement en fonction de caractéristiques particulières du titre proposé et des garanties offertes par l'émetteur.

Deux types de rating sont à distinguer :

- Le rating financier, validé, correspond à la notation de la contrepartie ;
- Le rating crédit représentant la notation de la transaction.

Le projet de liaison du Réseau d'agences avec le serveur est en cours pour permettre aux agences d'inclure les clients et de renseigner les critères qualitatifs.

Divers autres chantiers informatiques et organisationnels ont été menés au cours de l'exercice notamment la poursuite de l'automatisation des opérations en agence et l'optimisation des effectifs du réseau, ayant permis un renforcement de l'effectif de la filière commerciale de 76% et un gain de productivité au niveau de la filière production agences de 47%, par rapport à fin 2000.

Par ailleurs, des **projets informatiques** ont accompagné la mise en œuvre du projet Cap Client, le lancement de nouveaux produits, outre le développement de nouveaux outils permettant une meilleure connaissance du client, un meilleur pilotage et suivi de la relation en termes commerciaux et de risques, une aide à la vente au niveau des agences, une fiche client complète de même que les produits non détenus ont été proposés en fonction de règles pré-établies d'attribution.

La **maîtrise des risques** étant une préoccupation constante de la Banque, plusieurs actions ont été entreprises ou sont en cours de mise en place :

- Développement d'une centrale de gestion des créances douteuses et litigieuses et des impayés de la Banque, dénommée « Créances Douteuses et Litigieuses (CDL) » ;
- Mise en œuvre d'un progiciel de gestion des dossiers contentieux et de recouvrement à l'amiable ;
- Mise en place d'outils de déclaration des crédits des fonctionnaires à la Paierie Principale des Rémunérations (PPR) afin d'autoriser les échéances, d'éviter le surendettement et retenir à la source les échéances revenant à BMCE Bank.

L'année 2004 a été caractérisée par l'obtention de la **certification ISO 9001** pour l'activité crédits aux particuliers. En préparation à cette opération, plusieurs actions ont été entreprises notamment la réalisation du diagnostic, la mise en place de la documentation et indicateurs qualité et les audits qualité internes.

Concernant les domaines pour lesquels BMCE Bank a été déjà certifiée, à savoir les activités Etranger, monétique et titres, un audit de renouvellement a été sollicité auprès du Cabinet BVQI, *Bureau Veritas Quality International*, organisme de certification international, présent dans 60 pays, et accrédité par 30 organismes nationaux et internationaux d'accréditation. Ce Cabinet offre des solutions de certification dans les domaines de la Qualité, Santé-Sécurité, Environnement et Responsabilité Sociale.

Par ailleurs, afin de répondre aux exigences réglementaires en termes **de lutte contre le blanchiment des capitaux**, la Banque est en cours de mettre en place un outil de filtrage et d'analyse comportementale permettant, d'une part, d'apprécier le caractère douteux d'une transaction et, d'autre part, d'analyser les clients selon leur profil de risque et l'historique de leurs opérations.

Les principaux domaines couverts par les **procédures** mises en place concernent pour l'essentiel les activités de marchés, titres et monétique, les chantiers de Cap Client, la lutte contre le blanchiment d'argent et la structuration de l'activité du Pôle *Remedial Management*. Parallèlement, une refonte des procédures relatives aux crédits immobiliers (Immo Plus et Immo Plus MRE) a été réalisée.

4.6 STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

La stratégie de développement de BMCE Bank des années 2000 s'est articulée autour d'une volonté de s'affirmer en tant que Banque des réseaux de distribution, de commercialisation et de solutions pour l'ensemble des produits du Groupe, jouant ainsi des synergies avec les filiales ou entités apparentées de BMCE Bank.

Dans le cadre de la relation de proximité avec sa clientèle, BMCE Bank s'est fixée comme objectif d'être une Banque des réseaux de clientèles segmentée entre les Grandes Entreprises, les PME et les Particuliers, qui s'est concrétisé, en 2004, par l'émergence à Casablanca d'un réseau spécialisé avec 9 centres d'affaires dédiés aux entreprises, une agence Corporate pour les grandes entreprises, le reste des agences de Casablanca étant spécialisé pour les particuliers et professionnels.

De même, elle a œuvré à développer un réseau d'alliances internationales non seulement à travers une consolidation des relations avec les correspondants bancaires mais également grâce à la conclusion de partenariats avec certaines banques étrangères.

Au niveau de l'activité Maroc, les investissements se répartissent entre les dépenses d'ouverture d'agences et d'aménagement des locaux existant et nouveaux et les investissements informatiques.

Les investissements en moyens généraux ont connu une forte progression en 2004, suite à une baisse en 2003 et ce, suite à l'intensification des acquisitions immobilières et de leur équipement dans le cadre de l'accélération du programme d'extension du Réseau, la dynamisation de la politique de recouvrement et la réintégration des immobilisations des sociétés civiles immobilières dissoutes ayant induit une forte hausse des acquisitions en dation. Par ailleurs, les efforts d'équipements informatiques et de GAB se sont poursuivis et ont notamment accompagné l'extension du Réseau. De même, consciente de l'importance de sécuriser les lieux de travail, et dans une volonté de se mettre au niveau des meilleures normes internationales notamment en termes de risques opérationnels, BMCE Bank a consenti en 2004 des investissements en matériels et systèmes de sécurité.

	2002	2003	2004
Moyens Généraux	90,4	80,8	246,1
Achats terrains & locaux	48,7	33,6	185,6
Aménagements locaux	30,1	32	38,7
Matériel & Mobilier	11,6	13,9	20,1
Matériel Roulant		1,3	1,7
Systèmes d'Information	34,6	54,2	61,2
Matériel Informatique	16,6	41,8	44,1
Logiciels	18,0	12,4	17,1
Autres	5,1	1,6	2,1
TOTAL	130,1	136,6	309,4

Investissements réalisés (en MMAD)

Source : BMCE Bank

Sur le plan des investissements financiers, BMCE Bank a procédé, sur la période 2002 – 2004, à :

- une prise de participation dans le capital de la Congolaise de Banques et le renforcement de la participation dans le capital de Radio Méditerranée Internationale en 2004,
- la conversion de la dette de la Comanav en capital, à la souscription à l'augmentation du capital d'Acmar en 2003,
- déboursement de la prime de maintien dans le capital de la Banque Centrale Populaire en 2002.

Les cessions ont porté, notamment sur la même période, sur la BBVA, les Brasseries du Maroc, CTM, SOMED et une vente partielle de Maghrébail et Méditelecom.

En M MAD	2002	2003	2004
Acquisitions nettes des cessions	49	-225	-254

Acquisitions nettes des cessions réalisés 2002-2004¹⁰

Source : BMCE Bank

A partir de l'exercice 2005, le rythme d'ouverture d'agences s'accélère à raison de 50 agences par an sur 3 ans, soit jusqu'à l'exercice 2007.

¹⁰ Hors mouvements sur OPCVM

V- SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK

5.1 ANALYSE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS AGREGES¹¹ 2002-2004

EVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DE LA BANQUE

Produit Net Bancaire

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Produits d'exploitation bancaire	3 656,5	-4,7%	3 965,4	8,4%	3 970,2	0,1%
Charges d'exploitation bancaire	1 431,9	-21,0%	1 736,6	21,3%	1 528,6	-12,0%
Produit net bancaire	2 224,6	10,0%	2 228,9	0,2%	2 441,5	9,5%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Après avoir crû de 10% en 2002, le produit net bancaire agrégé de BMCE Bank a enregistré une quasi-stagnation en 2003 (+0,2%) pour atteindre MAD 2 229 millions. En 2004, cet agrégat a progressé de 9,5% à MAD 2 442 millions. Ces évolutions découlent directement de celles des produits et des charges d'exploitation bancaire.

Subissant l'impact de la décrue des taux d'intérêt sur le marché, les produits d'exploitation bancaire ont affiché à fin 2002 une baisse de 4,7% à MAD 3 657 millions qui a été compensée par une amélioration de 21,0% des charges d'exploitation. En 2003, l'évolution de ces deux composantes s'est inversée : 8,4% pour les produits et 21,3% pour les charges, occasionnant une stagnation du PNB. A fin 2004, l'augmentation de la profitabilité a capitalisé l'impact favorable d'une compression des charges d'exploitation bancaire de 12,0%, résultant principalement d'une baisse de MAD 255 millions des autres charges bancaires suite à une intervention moins fréquente de la Banque en tant qu'emprunteur sur le marché interbancaire.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Intérêts et produits assimilés	2 405,2	-6,2%	2 398,3	-0,3%	2 402,1	0,2%
Intérêts et charges assimilés	922,0	-14,7%	821,1	-10,9%	872,9	6,3%
Marge d'intérêt	1 483,2	0,0%	1 577,2	6,3%	1 529,2	-3,0%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-	-	-	-	-
Commissions perçues	424,9	19,2%	403,2	-5,1%	427,1	5,9%
Commissions servies	33,1	6,2%	48,1	45,2%	55,4	15,2%
Marge sur commissions	391,8	20,4%	355,1	-9,4%	371,7	4,7%
Résultat des opérations sur titres de transaction	57,9	NS	-	NS	-	-
Résultat des opérations sur titres de placement	131,9	249,7%	202,8	53,8	383,1	88,9%
Résultat des opérations de change	129,9	-15,7%	80,4	-38,1%	125,6	56,2%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-10,2	NS	-15,6	NS	-23,1	48,1%
Résultat des opérations de marché	309,4	63,3%	267,6	-13,5%	485,6	81,5%
Divers autres produits bancaires	102,3	27,3%	96,9	-5,3%	151,4	56,2%
Diverses autres charges bancaires	62,1	11,0%	67,9	9,3%	96,3	41,8%
PNB	2 224,6	10,0%	2 228,9	0,2%	2 441,5	9,5%
Marge d'intérêt / PNB	66,7%	-	70,8%	-	62,6%	-
Marge sur commissions / PNB	17,6%	-	15,9%	-	15,2%	-
Marge sur opérations de marché / PNB	13,9%	-	12,0%	-	19,9%	-

Structure du PNB – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

¹¹ L'activité agrégée inclut l'activité Maroc (hors filiales) ainsi que celles de la Succursale de Paris et de Tanger Off Shore. Ces états ont fait l'objet de certification par les Commissaires aux Comptes.

L'observation de la structure du PNB de BMCE Bank entre 2002 et 2004 fait ressortir une réduction de la contribution de la marge d'intérêt, qui est passée de 66,7% à 62,6%. Cette baisse traduit la stratégie de la Banque de diluer son niveau d'exposition au risque de taux d'intérêt. Elle s'est, en effet, opérée au profit d'un développement des commissions et des opérations de marché à travers le déploiement des activités para-bancaires notamment (banque d'affaires, bancassurance ...). Ces deux branches de revenus représentent respectivement 15,2% et 19,9% du PNB à fin 2004.

Marge d'intérêt

Entre 2002 et 2003, la marge d'intérêt s'est appréciée de 6,3% à MAD 1 577 millions. Elle est soutenue par une baisse des intérêts et charges assimilés (-10,9%), combinée à une stabilité des intérêts et produits assimilés (-0,3%). La progression de la marge d'intérêt clientèle Maroc contribue de manière significative à ces évolutions (MAD +180 millions), profitant de la hausse des revenus de crédits (+MAD 45,4 millions) et de la baisse des coûts des ressources (-19,4%). Elle amortit l'impact de la détérioration de la marge de trésorerie Maroc (-57%), qui fait suite à un recours important de la Banque aux *repos* (Source : *Rapports Annuels BMCE Bank*).

À fin 2004, la marge d'intérêt agrégée s'est établie à MAD 1 529 millions, en repli de 3,0% en raison, d'une part, des placements effectués en SICAV – générateurs de plus-values – et, d'autre part, de la baisse de la marge d'intermédiation dans un contexte de concurrence accrue. Au courant de cet exercice, la marge d'intérêt clientèle a également baissé de 7% suite :

- À un recul des rendements de crédits de l'activité Maroc de 16 points de base ;
- Et à une augmentation des intérêts servis sur les dépôts à terme et sur les comptes sur carnets (activité Maroc) ; et ce, en dépit d'une baisse des taux moyens enregistrés sur ces deux catégories de ressources : -6 pb. et -10 pb. respectivement (Source : Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale).

En %	2002	2003	2004
Marge d'intermédiation clientèle	3,8%	4,1%	3,6%

Marge d'intermédiation – Activité Agrégée

Source : *BMCE Bank*

La marge d'intermédiation clientèle a enregistré sur la période 2002-2003 un gain de près de 30 points de base à 4,1%, bénéficiant d'une baisse plus accentuée du coût moyen des dépôts par rapport au rendement des crédits, et profitant par ailleurs d'un effet volume favorable.

En 2004, cette tendance s'est inversée, établissant la marge d'intermédiation à 3,6%. Elle est la résultante d'une réduction des rendements de crédits de 77 pb. au niveau agrégé, consécutivement à l'intensification de la concurrence sur le segment des Grandes Entreprises notamment. Par ailleurs, cette décline des rendements a été partiellement amortie par une amélioration du coût des ressources de l'ordre de 29 pb.

Marge sur commissions

La marge sur commissions a affiché, sur la période 2002-2004, une évolution contrastée.

Après avoir progressé de 20,4% en 2002 suite à l'évolution positive des « services Maroc », de la monétique, de la bancassurance, du commerce extérieur et de l'activité titres, la marge sur commissions s'est effritée de 9,4% à MAD 355 millions en 2003. Elle a, de fait, été affectée par la baisse des revenus générés sur les opérations du commerce extérieur qui ont totalisé, pour l'activité Maroc, MAD 68 millions, contre MAD 109 millions une année auparavant.

Au 31 décembre 2004, cette marge s'est de nouveau inscrite en hausse de 4,7% à MAD 371,7 millions, malgré la baisse du compartiment monétique induite par la cession de l'activité « commerçants » au Centre Monétique Interbancaire. Son évolution s'explique par :

- Une progression des commissions issues des « services Maroc » découlant de l'augmentation du nombre des comptes chèques et comptes courants ;
- Une appréciation des commissions générées par les activités de commerce extérieur, des titres et du change manuel.

Résultat des opérations de marché

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Résultat des opérations sur titres de transaction ¹²	57,9	NS	-	-	-	-
Résultat des opérations sur titres de placement ¹³	131,9	249,7%	202,8	53,8%	383,1	88,9%
Résultat des opérations de change	129,9	-15,7%	80,4	-38,1%	125,6	56,2%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-10,2	NS	-15,6	NS	-23,1	48,1%
Résultat des opérations de marché	309,4	63,3%	267,6	-13,5%	485,6	81,5%

Ventilation du résultat des opérations de marché – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Marquant une progression de 63,3%, le résultat des opérations de marché a totalisé au terme de l'année 2002 MAD 309 millions. Ce compartiment inclut notamment les plus-values nettes sur titres de transaction, qui se sont élevées à MAD 189 millions pour l'activité Maroc, marquant une progression de plus de 400%.

Au terme de l'exercice 2003, le résultat des opérations de marché a atteint MAD 268 millions, soit un retrait de 13,5%. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul de 40% du « gain de change virement » réalisé par la Salle des Marchés, limité toutefois par la hausse de 6,7% des plus-values nettes sur titres et par la reprise de 16,7% du « gain de change monétique ».

En 2004, ce solde a enregistré une évolution de 81,5% pour atteindre MAD 486 millions. Sa hausse résulte :

- Des plus-values réalisées sur titres de placement et sur SICAV totalisant MAD 319 millions ;
- Des plus-values relatives au programme de rachat des actions propres de l'ordre de MAD 65 millions ;
- Et des revenus de l'activité de change pour un montant de MAD 126 millions.

Elle est, en revanche, atténuée par un résultat des opérations sur produits dérivés déficitaire de MAD 23 millions, correspondant aux pertes enregistrées sur ce segment par les Succursales de Paris et de Tanger Off-Shore.

¹² Les titres de transaction (détenus à moins de 6 mois) sont évalués au cours du jour de la date d'arrêté, les gains ou les pertes latents sont portés directement au compte de produits et charges.

¹³ Les titres de placement (détenus à plus de 6 mois) sont évalués à chaque arrêté par référence au prix de marché, seules les moins-values latentes font l'objet d'un provisionnement par ensemble homogène de titres de même nature.

A noter que la hausse importante des plus-values sur titres de placement (Bons du Trésor à 5 ans essentiellement) est due principalement aux opportunités de *trading* que l'évolution des taux d'intérêt a permises entre 2002 et 2004. En effet, la banque a pris des positions importantes sur ces titres à fin 2001, anticipant une évolution à la baisse des taux d'intérêt qui s'est concrétisée ultérieurement.

Le résultat des opérations de change peut être considéré comme récurrent. Quant aux plus-values sur titres, elles sont par essence volatiles mais les évolutions récentes montrent qu'un volant de MAD 30 millions peut également être considéré comme récurrent.

Résultat des autres opérations d'exploitation bancaire

L'évolution favorable de la marge sur commissions et du résultat des opérations de marché enregistrée en 2002 a été renforcée par la bonne tenue des divers autres produits d'exploitation bancaire (correspondant principalement aux dividendes perçus), qui ont enregistré une hausse 27,3%. Les diverses autres charges d'exploitation, incluant la cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts notamment, se sont en parallèle améliorées, s'allégeant de 11,0%.

Le résultat des autres opérations d'exploitation bancaire a, en revanche, accusé une baisse de 27,9% en 2003, recouvrant un fléchissement de 5,3% des produits consécutif à une réduction des dividendes perçus, et une augmentation des charges de 9,3%.

En 2004, les dividendes reçus du portefeuille des titres de participation ont été à l'origine d'un accroissement des autres produits bancaires de l'ordre de 56,2% ; lequel a compensé un alourdissement de 41,8% des autres charges bancaires. Ce dernier poste enregistre un renforcement de la contribution de la Banque au Fonds Collectif de Garantie des Dépôts, induit par le développement de l'encours des ressources clientèle.

Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Produit Net Bancaire (1)	2 224,6	10,0%	2 228,9	0,2%	2 441,5	9,5%
Charges générales d'exploitation (2)	1 291,0	3,0%	1 242,0	-3,8%	1 316,4	6,0%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	58,0%	-3,9 pts	55,7%	-2,3 pts	53,9%	-1,8 pts

Coefficient d'exploitation – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source: BMCE Bank

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004
Produit Net Bancaire (1)	14 733,0	5,6%	15 518,6	5,3%	ND
Charges générales d'exploitation (2)	7 655,1	5,1%	8 066,8	5,4%	ND
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	52,0%	-0,2 pts	52,0%	-	ND

Coefficient d'exploitation – Secteur bancaire

Source : GPBM

Les charges générales d'exploitation, incluant les frais généraux et les dotations aux amortissements, se sont inscrites au terme de l'année 2002 en hausse de 3,0%, totalisant MAD 1 291 millions. Cette évolution est imputable à la mise en œuvre de mesures volontaristes de réduction des coûts de fonctionnement de la Banque. Elle intègre toutefois des charges non récurrentes de l'activité Maroc, liées à un programme de départ en retraite anticipée pour un montant de MAD 120 millions.

En 2003, les charges générales d'exploitation se sont établies à MAD 1 242 millions, marquant une baisse de 3,8 points. Cette amélioration est notamment redevable à la régression des charges de personnel, résultant des actions de restructuration menées au cours des années précédentes (départs de 213 et 132 personnes et recrutements de 79 et 189 collaborateurs respectivement en 2002 et 2003).

À fin 2004, ce poste a enregistré une augmentation de 6,0%, qui découle essentiellement d'un programme d'extension du réseau de distribution de 50 agences par an, ainsi que de la conduite de divers projets structurants – dont CAP CLIENT.

Consécutivement à ces évolutions, et eu égard à des progressions du PNB de 10,0%, 0,2% et 9,5% respectivement en 2002, 2003 et 2004, le coefficient d'exploitation de la Banque est passé de 58,0% en 2002, à 53,9% à fin 2004, en amélioration de 4,1 pb.

Résultat d'Exploitation

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Produit Net Bancaire	2 224,6	10,0%	2 228,9	0,2%	2 441,5	9,5%
Résultat brut d'exploitation	914,6	12,2%	1 048,5	14,6%	964,1	-8,0%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	932,8	47,1%	914,1	-2,0%	534,2	-41,6%
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	375,9	18,6%	434,3	15,5%	342,6	-21,1%
Résultat courant	392,2	-27,1%	562,3	43,4%	741,2	31,8%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation s'est établi à fin décembre 2002 à MAD 915 millions, en augmentation de 12,2% suite à l'évolution favorable du PNB et des charges générales d'exploitation (qui incluent des frais non récurrents de l'ordre de MAD 120 millions).

À noter pourtant, qu'au terme de cet exercice, le résultat des opérations sur immobilisations financières s'est creusé à MAD -42 millions, intégrant entièrement des dotations aux provisions pour dépréciation de titres. En effet, dans le cadre de l'assainissement du portefeuille de titres de participation, BMCE Bank a constaté des provisions exceptionnelles sur sa participation dans le capital de la SMDC – absorbée par la BCP – et du CIH et ce, pour des montants respectifs de MAD 30 millions et MAD 10 millions.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Dotations aux provisions sur titres de participation et emplois assimilés	43,4	62,5%	23,4	-46,1%	98,2	319,7%
Reprises de provisions sur titres de participation et emplois assimilés	72,6	66,1%	46,2	-36,4%	0	NS

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation de l'exercice 2003 a atteint MAD 1 049 millions, en accroissement de 14,6%, sous l'effet de l'amélioration des charges générales d'exploitation et de la reprise du résultat sur immobilisations financières de l'activité Maroc, lequel s'est apprécié de MAD 63 millions. La Banque a, en effet, cédé ou allégé ses participations dans Méditelecom, SOMED, Maghrébail, CTM LN et BBVA notamment.

En 2004, le RBE a subi l'impact de la détérioration du résultat des opérations sur immobilisations financières, qui atteint MAD -214 millions sous l'effet de la constatation d'une moins-value de cession sur Interfina, et de dotations aux provisions sur les titres CIH et CMM. Ainsi, la rentabilité opérationnelle brute a accusé un recul de 8,0%, pour s'établir à MAD 964 millions.

Quant aux dotations brutes aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, elles ont été renforcées au cours de la période 2002-2003, totalisant respectivement MAD 933 millions et MAD 914 millions. En 2004, la charge brute de risque a totalisé MAD 534 millions, tirant profit de l'assainissement opéré du portefeuille de crédits.

Parallèlement, les reprises de provisions ont augmenté respectivement de 18,6% et 15,5% en 2002 et 2003. La baisse de 21,1% en 2004 recouvre, d'une part, un renforcement de récupérations de créances à MAD 185 millions (+14% par rapport à 2003) et, d'autre part, un retrait des reprises de provisions utilisées de 42,0%. Les résultats du dernier exercice révèlent l'impact de la récente mise en place du Pôle *Remedial Management*.

Globalement, l'intensification de l'effort de couverture des créances en souffrance s'inscrit dans le cadre d'un programme d'assainissement initié par le management de la Banque. Elle vise la consolidation de la politique de couverture des risques, le renforcement du recouvrement et l'alignement sur les dispositions réglementaires et les directives de la Banque Centrale.

Ainsi, le résultat courant de BMCE Bank est ressorti à MAD 562 millions au titre de 2003, marquant une amélioration de 43,4%. Il a atteint MAD 741 millions en 2004, en accroissement de 31,8%.

Résultat net

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Résultat courant	392,2	-27,1%	562,3	43,4%	741,2	31,8%
Résultat non courant	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les résultats	109,9	-39,1%	154,5	40,6%	235,5	52,4%
Résultat net	282,3	-21,0%	407,8	44,4%	505,7	24,0%

Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Après déduction d'une charge fiscale de MAD 155 millions, le bénéfice net de l'exercice 2003 s'est élevé à MAD 408 millions, en hausse 44,4% par rapport à celui de l'année précédente. En 2004, le résultat net a gagné 24,0% pour atteindre MAD 506 millions.

Rentabilité des Capitaux Propres et Rentabilité des Actifs

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Résultat net (1)	282,3	-21,0%	407,8	44,4%	505,7	24,0%
Fonds propres (2) ¹⁴	4 981,9	2,1%	5 098,9	2,3%	5 191,6	1,8%
Actifs moyens (3) ¹⁵	50 993,6	7,6%	55 647,5	9,1%	61 187,0	10,0%
ROE (en %) (1 / 2)	5,7%	-	8,0%	-	9,7%	-
ROA (en %) (1 / 3)	0,6%	-	0,7%	-	0,8%	-

Ratios de rentabilité – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

A l'issue du programme de restructuration relatif à l'assainissement bilantiel et à la réduction des frais généraux, la rentabilité financière de BMCE Bank a connu une amélioration à partir de 2003. A la fin de cet exercice, en effet, le ROE agrégé s'est redressé de 2,3 points à 8,0% suite à une reprise de la capacité bénéficiaire de plus de 44%. En 2004, cette même tendance a été observée, établissant le ROE à 9,7%, capitalisant sur l'évolution positive du résultat net (+24,0%).

Parallèlement, et pour des raisons similaires, la rentabilité des actifs a enregistré une augmentation aussi bien en 2003 qu'en 2004, atteignant 0,7% et 0,8% respectivement.

ANALYSE DU BILAN

Remarque préliminaire : Les données relatives au secteur bancaire relatées ci-après tiennent compte de l'activité Maroc des seules banques à caractère commercial. Elles excluent le CIH, la BNDE et le Crédit Agricole.

Évolution de l'Actif

Portefeuille Crédits

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 870,9	0,7%	13 970,6	0,7%	14 499,6	3,8%
Crédits à l'équipement	5 165,0	4,3%	5 136,1	-0,6%	5 885,4	14,6%
Crédits immobiliers	1 010,7	67,3%	1 852,5	83,3%	3 225,0	74,1%
Autres crédits	2 820,1	-20,1%	3 502,5	24,2%	2 816,8	-19,6%
Total crédits	22 866,6	0,0%	24 461,8	7,0%	26 426,8	8,0%

Encours de crédits nets – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

A fin 2003, l'encours net des emplois clientèle de BMCE Bank s'est accru de 7,0% à MAD 24 462 millions. La progression enregistrée se doit à une évolution favorable des crédits immobiliers et des autres crédits, qui ont augmenté respectivement de 83,3% et 24,2%. Leur niveau se justifie en effet par une politique commerciale agressive sur le segment de l'immobilier, d'une part, et par une consolidation du provisionnement du portefeuille de la Banque, d'autre part. Quant aux crédits de trésorerie et à l'équipement, ils ont cru de 0,7% à MAD 13 971 millions. Enfin, les crédits à l'équipement ont accusé un repli de 0,6% pour atteindre MAD 5 136 millions.

¹⁴ Les fonds propres servant au calcul du ROE correspondent, en 2002 et 2003, à la moyenne des capitaux propres de l'exercice N et N-1, diminués des dividendes distribués. En 2004, les fonds propres correspondent aux capitaux propres de l'exercice 2003 diminués des dividendes distribués. Ce changement de méthode de calcul répond au souci d'homogénéisation des informations communiquées par les établissements bancaires au GPBM.

¹⁵ Correspondant à la moyenne arithmétique des actifs début et fin de période.

Les crédits nets distribués en 2004 se sont élevés à MAD 26 427 millions. Ils enregistrent un accroissement annuel de 8,0%, tiré principalement par le renforcement de l'encours des crédits immobiliers : 74% à MAD 3 225 millions. Ce dernier a, en effet, bénéficié d'un développement de l'effort commercial et marketing, matérialisé par le lancement de nouveaux produits et par la signature de plusieurs conventions avec d'importants organismes et entreprises. Les crédits à l'équipement se sont également appréciés de près de MAD 750 millions, de même que les crédits de trésorerie dont l'évolution de +3,8% est redevable à la progression du solde des comptes courants débiteurs.

L'évolution de l'activité Maroc de la Banque fait ressortir un maintien de sa part de marché en termes de crédits - y compris *resales* - à 15,8%¹⁶ à fin 2004.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	70 952,4	-2,6%	70 573,9	-0,5%	74 136,2	5,0%
Crédits à l'équipement	27 625,7	3,7%	33 164,6	20,0%	34 753,2	4,8%
Crédits immobiliers	21 897,6	45,4%	27 165,7	24,1%	34 935,0	28,6%
Autres crédits	10 119,9	-28,1%	11 942,2	18,0%	10 556,6	-11,6%
Total crédits	130 595,5	1,5%	142 846,4	9,4%	154 381,0	8,1%

Encours de crédits nets – secteur bancaire

Source : GPBM

Sur le segment des crédits de trésorerie et à la consommation, la part de marché – activité Maroc – de BMCE Bank s'est relativement maintenue sur les exercices sous revue, s'établissant à 19,6% à fin 2004 et correspondant à un encours de MAD 14,5 milliards. Les crédits à l'équipement et immobiliers de BMCE Bank ont totalisé, quant à eux, plus de MAD 9 milliards à fin 2004, avec une nette progression de l'immobilier dont l'encours a augmenté de 74%. Cette même tendance est observée au niveau sectoriel, dont l'encours immobilier s'est apprécié respectivement de 24,1% et de 28,6% en 2003 et 2004. Elle se justifie par l'orientation des intervenants sur le marché vers des créneaux porteurs, mais peu risqués.

Structure des Crédits de la Banque

Structure en %	2002	2003	2004
Crédits de trésorerie et à la consommation	60,7%	57,1%	54,9%
Crédits à l'équipement	22,6%	21,0%	22,3%
Crédits immobiliers	4,4%	7,6%	12,2%
Autres crédits	12,3%	14,3%	10,7%
Total crédits	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

¹⁶ Source : GPBM.

Structure en %	2002	2003	2004
Crédits de trésorerie et à la consommation	54,3%	49,4%	48,0%
Crédits à l'équipement	21,2%	23,2%	22,5%
Crédits immobiliers	16,8%	19,0%	22,6%
Autres crédits	7,7%	8,4%	6,8%
Total crédits	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits du secteur bancaire

Source : GPBM

À l'image du secteur, la structure des crédits de la Banque reste marquée par une prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, à eux seuls, 55% environ du total des engagements à fin 2004, contre 48% pour l'ensemble des banques commerciales. Celles-ci ont amorcé dès 2002 un délestage de ce segment de marché, dont la gestion du risque s'avère parfois problématique. Ce qui explique la baisse de sa contribution dans l'encours global, laquelle atteignait 54% en 2002.

Cette désaffection se fait au profit des crédits immobiliers dont la part dans l'encours sectoriel s'élève à près de 23% en 2004. BMCE Bank s'aligne de plus en plus sur cette tendance, avec une contribution de l'immobilier dans l'encours global de l'ordre de 12,2% en 2004, contre 4,4% en 2002.

Qualité du Portefeuille Crédits de la Banque

L'encours agrégé des créances en souffrance de BMCE Bank a enregistré des hausses respectives de 16,5% et 4,4% en 2003 et 2004, pour s'établir à MAD 2 715 millions. L'évolution enregistrée au courant de cette période a été la suite logique de la politique d'assainissement réactivée en 2001, sous l'effet de la dégradation des équilibres financiers d'un certain nombre d'entreprises clientes, laquelle situation a conduit à plusieurs redressements judiciaires.

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Créances pré-douteuses	2,7	28,6%	121,5	4362,6%	4,8	-96,1%
Créances douteuses	98,1	1,7%	22,6	-77,0%	60,4	167,5%
Créances compromises	2 130,30	4,2%	2 455,51	15,3%	2 649,7	7,9%
Encours global brut	2 231,2	4,1%	2 599,6	16,5%	2 714,9	4,4%

Ventilation des créances en souffrance brutes – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Le taux de contentieux de la Banque a corrélativement augmenté de 80 pb. en 2003, puis cédé 30 pb. en 2004, passant à 9,6%. Il reste d'un niveau inférieur à celui du système bancaire qui s'est dégradé de 140 pb. sur les trois exercices sous revue à 14,0%.

	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Encours brut des créances en souffrance ¹⁷ (M MAD)	2 231,2	4,1%	2 599,6	16,5%	2 714,9	4,4%
Taux de contentieux (%) ¹⁸	9,1%	+0,5 pt	9,9%	+0,80 pt	9,6%	-0,30 pt
Taux de contentieux du secteur (%)	12,6%	+1,9 pt	13,9%	+1,30 pt	14,0%	+0,10 pt

Qualité du Portefeuille Crédits : BMCE Bank vs. Secteur

Sources : GPBM & BMCE Bank

Parallèlement, le taux de couverture des créances en souffrance de la Banque s'est élevé à 68,6% en 2003. Le niveau de ce taux en 2004 a été de 67,6%, sous l'effet de l'importance des garanties détenues par la Banque et de l'étendue de l'opération d'assainissement initiée à partir de 2001.

Cette opération s'est matérialisée par une augmentation de la charge nette du risque qui a culminé à 2,3% en 2002, pour se fixer à 1,8% en 2003 et à 0,7% en 2004, corrélativement à l'évolution simultanée des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et de l'encours brut de crédits (v. supra).

Il convient de noter que les méthodes de provisionnement établies par la Banque Centrale et appliquée par BMCE Bank jusqu'en 2002 se résumaient comme suit :

- Les créances en souffrance étaient, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses (3 à 5 impayés), douteuses (6 à 8 impayés) ou compromises (9 impayés et plus) ;
- Hormis les cas d'urgence (déclaration en redressement ou en liquidation judiciaire, événements de nature à compromettre la continuité de l'affaire...), toutes les créances étaient déclassées par la commission des comptes à risque qui se tenait sur une base trimestrielle ;
- Les créances en souffrance – comprenant le capital restant dû, le montant des impayés et les intérêts – étaient, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour le pré-douteux ;
 - 50% pour le douteux ;
 - 100% pour le compromis.

A compter de 2002, BMCE Bank se conforme à la circulaire n°19/G/2002 édictée par Bank Al Maghrib et qui prévoit la répartition des créances en souffrance en trois catégories compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur de minimum 20%, 50% et 100% respectivement.

¹⁷ Compte tenu des provisions pour créances en souffrance.

¹⁸ Correspondant au rapport entre les créances en souffrance brutes et l'encours brut des crédits sur la clientèle.

Par ailleurs, la politique de recouvrement de BMCE Bank a, d'abord, été appuyée par la mise en place d'une *Task Force* spécifique. Celle-ci a notamment donné lieu à la création d'une entité en charge de la Gestion Préventive du Risque de Crédit et privilégie :

- La procédure de récupération amiable au détriment de la récupération par voie judiciaire ;
- L'activation des datations en paiement ;
- Le suivi mensuel du portefeuille de crédit visant à mieux circonscrire les tendances naissantes de la qualité du crédit.

En 2004, la Banque a créé un Pôle *Remedial Management*, dédié au recouvrement de ces encours contentieux.

	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Charge de risque nette ¹⁹	2,3%	+1,0 pt	1,8%	-0,5 pt	0,7%	-1,2 pt
Encours brut des créances en souffrance ²⁰ (M MAD)	2 231,2	4,1%	2 599,6	16,5%	2 714,9	4,4%
Encours provisions pour créances en souffrance (M MAD) ²¹	1 564,7	14,2%	1 786,0	14,1%	1 835,7	2,8%
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%)	70,1%	+6,2pt	68,7%	-1,4pt	67,6%	-1pt

Taux de provisionnement – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Évolution du Passif

Évolution des Dépôts de la Clientèle

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Comptes à vue créditeurs	19 335,2	19,5%	23 191,6	19,9%	23 322,0	0,6%
Comptes d'épargne	6 904,6	10,8%	7 636,8	10,6%	8 540,9	11,8%
Dépôts à terme	10 623,3	-4,3%	11 865,9	11,7%	16 674,9	40,5%
Autres dépôts et comptes créditeurs	4 051,2	-12,0%	4 610,8	13,8%	4 726,1	2,5%
Total dépôts	40 914,3	7,3%	47 305,1	15,6%	53 263,8	12,6%

Encours de dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source: BMCE Bank

¹⁹ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

²⁰ Compte tenu des provisions pour créances en souffrance.

²¹ Y compris agios réservés

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Comptes à vue créditeurs	127 319,0	11,8%	141 921,9	11,5%	157 504,4	11,0%
Comptes d'épargne	32 477,8	8,6%	36 050,0	11,0%	39 646,9	10,0%
Dépôts à terme	76 362,7	-2,1%	80 737,0	5,7%	82 445,5	2,1%
Autres dépôts et comptes créditeurs	12 067,5	35,5%	11 255,2	-6,7%	10 608,2	-5,7%
Total dépôts	248 227,0	7,6%	269 964,1	8,8%	290 205,0	7,5%

Encours de dépôts du secteur bancaire

Source : GPBM

Au 31 décembre 2003, les ressources clientèle de BMCE Bank se sont élevées à MAD 47 305 millions, marquant une progression de 15,6% par rapport à l'année précédente. Elles sont notamment soutenues par la hausse des comptes à vue et des autres dépôts et comptes créditeurs qui se sont accrus respectivement de 19,9% et 13,8%. Les deux autres composantes (comptes d'épargne et dépôts à terme) connaissent également des augmentations à deux chiffres pour atteindre respectivement MAD 7 637 millions et MAD 11 866 millions.

A fin 2004, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 12,6%, dépassant le rythme de croissance du secteur. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des dépôts à terme de MAD 4,8 milliards, et des comptes d'épargne qui se sont appréciés de MAD 904 millions.

En termes de part de marché Maroc, BMCE Bank s'adjuge en 2004 une position commerciale de 16,5%²² en termes de dépôts clientèle – y compris repos –, contre 15,9%²² en 2003 et 14,9%²² en 2002.

Structure des Dépôts

La structure des dépôts de BMCE Bank est caractérisée par une prépondérance des dépôts non rémunérés, en dépit d'une réduction de leur poids entre 2001 et 2004 à 52,7%. Parallèlement, les dépôts rémunérés ont vu leur part s'accroître progressivement au cours de cette période, s'établissant à 47,3% à fin 2004, contre 45,5% en 2001.

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Dépôts non rémunérés	20 787,2	23 386,4	12,5%	27 802,3	18,9%	28 048,1	0,9%
En %	54,5%	57,2%	-	58,8%		52,7%	
Dépôts rémunérés	17 380,6	17 527,9	0,8%	19 502,7	11,3%	25 215,8	29,3%
En %	45,5%	42,8%	-	41,2%		47,3%	
Total dépôts	38 199,1	40 914,3	7,3%	47 305,1	15,6%	53 263,8	12,6%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les comptes à vue créditeurs de BMCE Bank (comptes chèques et comptes courants) représentent 44% du total des ressources à fin 2004. Quant au poids des dépôts à terme de la Banque, il enregistre une avancée de plus de 5 points entre 2002 et 2004 à 31%. Il s'affiche à partir de fin 2004 au-dessus de la moyenne sectorielle qui s'établit, elle, à 28%.

²² Source : GPBM.

Structure en %	2002	2003	2004
Comptes à vue créditeurs	47,3%	49,0%	43,8%
Comptes d'épargne	16,8%	16,1%	16,0%
Dépôts à terme	26,0%	25,1%	31,3%
Autres dépôts et comptes créditeurs	9,9%	9,7%	8,9%
Total dépôts	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Structure en %	2002	2003	2004
Comptes à vue créditeurs	51,3%	52,6%	54,3%
Comptes d'épargne	13,1%	13,4%	13,7%
Dépôts à terme	30,8%	29,9%	28,4%
Autres dépôts et comptes créditeurs	4,9%	4,2%	3,6%
Total dépôts	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts du secteur bancaire

Source : GPBM

Solidité Financière

En %	2002	2003	2004
Ratio de solvabilité ²³	14,4%	6,5%	8,7%

Ratio de solvabilité de BMCE Bank

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'est établi à 14,4% en 2002.

La nouvelle approche adoptée par la Banque Centrale à compter de juillet 2003 pour la détermination des fonds propres nets a impliqué la déduction supplémentaire, au terme de cet exercice, de certaines participations détenues par BMCE Bank. Cette approche a donc induit une baisse du ratio de solvabilité (6,5% à fin 2003).

En 2004, les mesures vigoureuses entreprises par la Banque en concertation avec Bank Al Maghrib pour se conformer à la norme prudentielle, dont notamment l'émission d'un emprunt obligataire subordonné de MAD 500 millions et la cession de plusieurs titres de participation, ont permis de relever le ratio de solvabilité au 31 décembre à 8,7%.

Pareillement, la mise en œuvre d'actions de renforcement des fonds propres nets réglementaires de plus de 2 milliards de dirhams au cours de l'exercice 2004 s'est reflétée dans l'amélioration effective du coefficient maximum de division des risques sur le Groupe apparenté, les engagements pondérés correspondant ayant décri de 1,5 milliard de dirhams au 31 décembre 2004.

²³ Correspondant au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la Banque.

Structure du Bilan de la Banque

Le ratio de transformation des dépôts en crédits s'est délesté de 420 points de base en 2003 à 55,4% et de 383 points de base en 2002 à 59,6%. Son évolution est due à une progression de l'encours des dépôts supérieure à celle de l'encours brut de crédits²⁴ : 7,3% comparée à 0,8% en 2002, et 7,5% contre 15,6% en 2003. Ainsi, supportant le poids de la forte augmentation de la collecte bilantielle, ce taux se fixe en deçà de la moyenne des banques commerciales qui s'est établie à 58,8% en 2003.

À fin 2004, le taux de transformation de BMCE Bank est passé à 53%. Son évolution est la résultante du développement important de l'encours des dépôts, lequel a enregistré une progression de 12,6%, contre 7,7% pour les crédits bruts.

En M MAD	2002	2003	2004
Encours crédits bruts	24 388,2	26 214,7	28 231,1
Encours dépôts	40 914,3	47 305,1	53 263,8
Encours crédits / Encours dépôts	59,6%	55,4%	53,0%

Ratio de transformation des dépôts en crédits²⁵ – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

En M MAD	2002	2003	2004
Encours crédits bruts	143 667,6	158 693,0	171 769,8
Encours dépôts	248 227,0	269 964,1	290 205,0
Encours crédits / Encours dépôts	57,9%	58,8%	59,2%

Ratio de transformation des dépôts en crédits – Secteur bancaire

Source : GPBM

Structure des Ressources de BMCE Bank

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Fonds propres & assimilés, dont :	5 395,7	0,5%	6 107,6	13,2%	6 422,9	5,2%
Provision pour Risques & Charges	168,7	-2,4%	195,4	15,8%	216,0	10,5%
Dettes subordonnées	-	-	500,0	NS	500,0	0,0%
Capital	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%
Réserves	3 301,1	1,6%	3 401,5	3,0%	3 536,9	4,0%
Résultat net de l'exercice	282,3	-21,0%	407,8	44,4%	505,7	24,0%
Ressources	44 566,5	12,7%	48 205,8	8,2%	53 787,0	11,6%
Établissements de crédit	6 548,0	51,4%	3 796,5	-42,0%	3 418,9	-9,9%
Comptes à vue	871,7	-13,1%	509,9	-41,5%	619,2	21,4%
Emprunts trésorerie à terme	5 676,3	70,9%	3 286,6	-42,1%	2 799,7	-14,8%
Clientèle	38 018,5	7,9%	44 409,3	16,8%	50 368,1	13,4%
Titres de créances émis	-	NS	-	NS	-	NS
Trésorerie	-657,7	35,5%	-3 274,3	397,9%	-2 181,6	-33,4%

Structure des ressources – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank se composent des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédits et des dépôts de la clientèle, ainsi que de la trésorerie nette.

²⁴ Les crédits bruts s'entendent hors provisions pour créances en souffrance.

²⁵ Correspondant au rapport entre les crédits bruts et les dépôts de la clientèle

Entre 2002 et 2004, les fonds propres ont marqué des progressions successives de 13,2% et 5,2% par an, atteignant MAD 6 423 millions. L'évolution en 2004 s'explique principalement par le redressement de la capacité bénéficiaire qui gagne 24,0%.

La principale composante des ressources bancaires est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à plus de MAD 50 milliards à fin 2004, y contribuent en moyenne à plus de 90% entre 2002 et 2004.

Les ressources émanant des établissements de crédits évoluent en dents de scie sur cette même période : +51,4% en 2002, -42,0% en 2003 et -9,9% en 2004. Cette variation est en ligne avec celle du poste « emprunts trésorerie à terme » qui marque une hausse de 70,9% en 2002, puis une baisse de 42,1% et 14,8% respectivement en 2003 et 2004.

La trésorerie nette a marqué en 2002 et 2003 des hausses respectives de 35,5% et 398%, justifiées par le relèvement du niveau de la réserve monétaire : 14% à fin 2002 et 16,5% en septembre 2003. En 2004, la trésorerie nette enregistre une régression de 33,4% pour s'établir à MAD 2 182 millions. Cette variation s'explique par des interventions moins fréquentes de BMCE Bank sur le marché interbancaire en tant qu'emprunteur.

ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	7 700,8	-9,4%	8 158,3	5,9%	8 515,6	4,4%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	3 269,6	-30,5%	2 673,8	-18,2%	2 537,5	-5,1%
TOTAL	10 970,5	-16,9%	10 832,2	-1,3%	11 053,1	2,0%

Engagements par signature – BMCE Bank – Activité Agrégée

Source : BMCE Bank

En M MAD	2002	Var.	2003	Var.	2004	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	40 072,5	1,2%	43 746,7	9,17%	47 479,40	8,5%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	13 304,6	-12,2%	12 994,5	-2,33%	10 764,00	-17,2%
TOTAL	53 377,1	-2,5%	56 741,20	6,30%	58 243,40	2,6%

Engagements par signature – Secteur bancaire

Source : GPBM

Atteignant MAD 10 832 millions, les engagements par signature de la Banque ont enregistré au terme de l'exercice 2003 une évolution de -1,3%, qui recouvre notamment une régression de 18,2% des engagements en faveur des établissements de crédits et assimilés.

En 2004, les engagements par signature de la Banque se sont inscrits en hausse de 2,0% passant à M MAD 11 053. Cette décélération est imputable aux engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers, dont le volume a augmenté de plus de 4% à MAD 8 516 millions.

5.2 ANALYSE DES ETATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDES²⁶ SUR LES PERIODES 2001-2003 ET JUIN 2003 – JUIN 2004

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés à fin juin 2004 regroupent les comptes individuels de BMCE Bank et de ses filiales les plus significatives, à savoir les huit filiales suivantes que la Banque contrôle de manière exclusive :

- Maroc Factoring ;
- Salafin ;
- Maghrebail ;
- BMCE Capital ;
- BMCE International ;
- BMCE Capital Bourse ;
- BMCE Capital Gestion ;
- Interfina.

Ainsi que les cinq filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- Al Wataniya ;
- Casa Finance Markets ;
- Acmar ;
- La Banque de Développement du Mali ;
- Radio Méditerranée Internationale.

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés ci-dessus, exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui figure à l'actif du bilan du Groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du Groupe.

- Les variations du périmètre de consolidation enregistrées entre 2001 et le 30/06/2004 concernent :
 - L'allègement de la participation dans le capital d'Acmar, qui a été ramenée de 35% à 20% en 2001 ;
 - L'augmentation de la part dans le capital de BMCE International de 67,5% à 75% courant 2001 ;
 - L'entrée, en 2002, dans le périmètre de consolidation de la Banque de Développement du Mali ;
 - L'augmentation courant 2002 de la participation de la Banque dans le capital de Maghrebail de 45,85% à 46,83% ;
 - Le changement de la méthode de consolidation d'Interfina, qui passe de la mise en équivalence à l'intégration globale en 2002 ;

²⁶ Les états consolidés ont fait l'objet d'une certification par les Commissaires aux Comptes

- L'entrée, en 2003, dans le périmètre de consolidation de Radio Méditerranée Internationale ;
- L'allègement de la participation dans le capital de Maghrébail de 46,83% à 35% courant 2003;
- La diminution de la participation dans le capital de Salafin de 100% à 97,09% en 2003.

Sont exclues du périmètre de consolidation les filiales suivantes :

- **BEMCOM** : filiale détenue à hauteur de 75% (les 25% restant revenant à la Commune de Sidi Belyout). La situation juridique de cette filiale est en cours de régularisation, l'opération de dissolution a été finalisée en 2004 ;
- **Ranch Addarouch** : détenu à hauteur de 50% indirectement par le biais d'Interfina. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **Artémis Conseil** : détenue à hauteur de 80% indirectement par l'intermédiaire d'Interfina. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **GNS** : détenue à hauteur de 20% indirectement par le biais d'Interfina. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **SICODEX** : détenu à hauteur de 74,02% indirectement par le biais d'Interfina. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **Docuprint** : filiale détenue à hauteur de 100%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **M@finance.com** : filiale détenue à hauteur de 20%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable.

K MAD	Capital social (en K MAD)			% Contrôle			Contribution au résultat Consolidé (K MAD)			Méthode de consolidation	Contribution au PNB Consolidé (K MAD)	
	30/06/04	31/12/03	31/12/02	30/06/04	31/12/03	31/12/02	30/06/04	31/12/03	31/12/02		31/12/03	31/12/02
Maroc Factoring	15 000	15 000	15 000	95%	95%	95%	3 993	5 437	5 261	Intégration globale	15 916	16 432
Salafin	103 000	103 000	100 000	97,09%	97,09%	100%	18 498	32 630	22 463	«	88 201	58 954
Maghrebail	102 532	102 532	102 532	35%	35%	46,83%	3 969	-719	4 995	«	90 523	100 515
BMCE International	Ptas 3 000 000	Ptas 3 000 000	Ptas 3 000 000	75%	75%	75%	2 494	4 654	6 857	«	28 712	34 921
BMCE Capital	100 000	100 000	100 000	100%	100%	100%	-7 030	5 837	-6 608	«	22 047	73 459
BMCE Capital Bourse	10 000	10 000	10 000	100%	100%	67,5%	9 687	3 672	-4 707	«	14 347	3 243
BMCE Capital Gestion	5 000	5 000	5 000	100%	100%	100%	14 723	12 112	11 646	«	37 962	42 357
INTERFINA	210 000	210 000	210 000	100%	100%	100%	-15 703	-43 486	-64 142	«	-28 658	-31 050
Al Wataniya	1 105 450	1 105 450	1 105 450	21,85%	21,85%	21,85%	32 888	28 367	-528	Mise en équivalence	-	-
CFM	114 862,5	114 862,5	114 862,5	33,33%	33,33%	33,33%	1 631	2 290	3 676	«	-	-
ACMAR	50 000	50 000	25 000	20%	20%	20%	-290	-1 028	248	«	-	-
BDM	F.CFA 3 759 560 000	F.CFA 3 759 560 000	F.CFA 3 759 560 000	20,73%	20,73%	20,73%	7 329	8 468	6 988	«	-	-
RMI	11 000	11 000	-	23,18%	23,18%	-	918	1 553	-	«		

Source : BMCE Bank

EVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE

Chiffre d'affaires

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Chiffre d'affaires	4 186,9	3 902,4	-6,8%	4 323,2	10,8%	2 148,3	2 242,5	4,4%

Chiffre d'affaires – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BMCE s'est inscrit en baisse de 6,8% entre 2001 et 2002, s'établissant à MAD 3 902 millions. Cette évolution se justifie par :

- Un recul de MAD 216 millions des autres produits bancaires, qui enregistrent notamment la régression des plus-values sur bons du trésor et des gains de change de BMCE Bank ;
- Un effritement de MAD 100 millions des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle ; ce poste ayant subi l'impact de la décrue des taux d'intérêt entraînée par la sur-liquidité du marché monétaire.

À fin 2003, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a augmenté de 10,8% à MAD 4 323 millions. Cette progression est essentiellement la résultante de :

- L'augmentation des autres produits bancaires – incluant notamment les plus-values sur titres de placement et divers autres produits – qui ont augmenté de 53,7% passant à MAD 1 173 millions ;
- L'évolution de 12,9% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle à MAD 2 027 millions, suite à la hausse du chiffre d'affaires des filiales spécialisées dans le financement.

Au 30 juin 2004, les produits d'exploitation bancaire du groupe ont totalisé MAD 2 243 millions, en progression de 4,4%. Ils recouvrent un accroissement de 15,4% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle, et une appréciation de 45,5% des commissions sur prestations de services. Ces évolutions, redevables aussi bien aux performances de la banque commerciale que des filiales spécialisées, ont cependant été atténuées par une régression de l'ordre de 66% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec établissements de crédit.

Produit Net Bancaire

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Produits d'exploitation bancaire	4 186,9	3 902,4	-6,8%	4 323,2	10,8%	2 148,3	2 242,5	4,4%
Charges d'exploitation bancaire	1 890,6	1 527,6	-19,2%	1 857,8	21,6%	907,9	904,6	-0,4%
PNB	2 296,3	2 374,8	3,4%	2 465,4	3,8%	1 240,4	1 337,9	7,9%

Produit Net Bancaire – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le Produit Net Bancaire consolidé du Groupe BMCE a progressé respectivement de 3,4% et 3,8% en 2002 et 2003, pour s'établir à MAD 2 375 millions et MAD 2 465 millions. À noter que ce revenu intermédiaire est principalement la résultante du PNB de BMCE Bank Maroc et Internationale, qui y contribuent en moyenne à hauteur de 90%.

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Intérêts et produits assimilés	2 884,4	2 751,9	-4,6%	2 724,0	-1,0%	1 349,4	1 382,7	2,5%
Intérêts et charges assimilés	1 192,9	1 026,6	-13,9%	942,0	-8,2%	464,7	503,3	8,3%
Marge d'intérêt	1 691,5	1 725,3	2,0%	1 782,0	3,3%	884,7	879,4	-0,6%
Résultat des opérations de crédit bail et location	-	-	-	-	-	-	-	-
Commissions perçues	362,9	434,0	19,6%	464,1	6,9%	178,5	246,0	37,8%
Commissions servies	31,9	34,1	6,8%	49,8	46,3%	19,6	25,2	28,7%
Marge sur commissions	331,1	399,9	20,8%	414,3	3,6%	159,0	220,9	38,9%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-42,8	-	-	NS	-	-	-
Résultat des opérations sur titres de placement	39,9	133,8	235,4%	208,3	55,7%	126,3	174,4	38,1%
Résultat des opérations de change	154,1	141,9	-7,9%	89,8	-36,7%	31,1	69,2	122,1%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-2,4	-10,2	NS	-15,6	-52,4%	1,1	-12,4	NS
Résultat des opérations de marché	191,6	222,7	16,2%	282,5	26,8%	158,6	231,1	45,8%
Divers autres produits bancaires	102,5	99,1	-3,3%	48,7	-50,9%	41,4	36,3	-12,4%
Diverses autres charges bancaires	20,4	72,3	747,6%	62,0	-14,2%	3,3	29,8	805,9%
PNB	2 296,3	2 374,8	3,4%	2 465,4	3,8%	1 240,4	1 337,9	7,9%
Marge d'intérêt / PNB	73,7%	72,6%	-	72,3%	-	71,3%	65,7%	-
Marge sur commissions / PNB	14,4%	16,8%	-	16,8%	-	12,8%	16,5%	-
Résultat des opérations° de marché / PNB	8,3%	9,4%	-	11,5%	-	12,8%	17,3%	-

Structure du PNB - Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

La structure du PNB consolidé du groupe BMCE révèle la prépondérance de la marge d'intérêt, qui représente à elle seule près de 73% du PNB global. La ventilation de ce dernier reste cohérente avec l'activité d'établissement de crédit des principales filiales consolidées par intégration globale : BMCE Bank, BMCE Internationale, Maghrebail, Salafin et Maroc Factoring.

L'évolution de cette structure entre 2001 et 2003 met cependant en exergue la contribution de plus en plus forte de la marge sur commissions, dont la part est passée de 14,4% à 16,8%, et du résultat des opérations de marché dont le concours s'est apprécié de 3,2 points à 11,5% en 2003.

Au 31 décembre 2002, la marge d'intérêt s'est établie à MAD 1 725 millions, en hausse de 2,0% par rapport à l'année précédente. Elle est principalement soutenue par l'amélioration du coût des ressources et par l'accroissement des volumes de crédits, qui amortit l'impact de la décrue des taux d'intérêt. En effet les intérêts et produits assimilés se sont affaiblis de 4,6% à MAD 2 752 millions, tandis que les intérêts et charges assimilés se sont allégés de 13,9% à MAD 1 027 millions.

La marge sur commissions s'est parallèlement inscrite en hausse de 20,8% à MAD 400 millions, grâce notamment à l'évolution des commissions sur moyens de paiement (MAD +106 millions) et, dans une moindre mesure, à la hausse des commissions perçues sur opérations avec la clientèle (MAD +25 millions) et sur produits dérivés (MAD +21 millions).

Le résultat des opérations de marché a atteint à fin 2002 MAD 223 millions, marquant une hausse de 16,2%. Cette progression s'explique par l'augmentation de 235% à MAD 134 millions du résultat des opérations sur titres de placement. Elle reste toutefois atténuée par la constatation d'un résultat déficitaire sur titres de transaction de MAD 43 millions et par un fléchissement de 8% du résultat des opérations de change.

Il est à noter que 2002 a été le seul exercice où le groupe BMCE a enregistré un résultat sur les opérations sur titres de transaction, provenant de plus-values sur OPCVM détenus par BMCE Bank pour compte propre.

En 2003, la marge d'intérêt du groupe s'est élevée à MAD 1 782 millions, en hausse de 3,3%. Elle est soutenue par l'optimisation du coût des ressources, d'une part, et par l'augmentation du volume des financements qui a permis une stabilisation à MAD 2,72 milliards des intérêts et produits assimilés, d'autre part. Au terme de cet exercice, la marge sur commissions a gagné 3,6% à MAD 414 millions, limitée toutefois par un alourdissement des commissions servies de 46,3% sous l'effet d'un accroissement des commissions sur opérations de change et sur opérations sur titres en gestion et en dépôt principalement. Quant au résultat sur opérations de marché de l'exercice, il s'est apprécié de 26,8% à MAD 283 millions, à la faveur d'un redressement du résultat des opérations sur titres de transaction qui est passé de MAD -43 millions à MAD 42 000 en 2003, et de l'amélioration du résultat des opérations sur titres de placement.

Le PNB consolidé est ressorti à MAD 2 375 millions et à MAD 2 465 millions respectivement en 2002 et 2003, en hausse de 3,4% et 3,8%. Cet agrégat recouvre en 2002 le résultat d'Interfina qui y a fait l'objet d'une intégration globale. L'impact du changement de méthode de consolidation (de mise en équivalence à intégration globale) s'est traduit par la baisse du PNB consolidé de MAD 30,1 millions.

A fin juin 2004, le PNB du groupe s'est élevé à MAD 1 338 millions, contre MAD 1 240 millions une année auparavant. Il est tiré par le résultat des opérations de marché qui s'apprécie de 45,8% à MAD 231 millions, et par la marge sur commissions qui s'accroît de 38,9% à MAD 221 millions. La rentabilité marque, en conséquence, une évolution de 7,9% par rapport au premier semestre 2003. Elle recouvre par ailleurs diverses autres charges bancaires pour MAD 30 millions, qui découlent du renforcement de la contribution de BMCE Bank au Fonds Collectif de Garantie des Dépôts.

Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Produit net bancaire	2 296,3	2 374,8	3,4%	2 465,4	3,8%	1 240,4	1 337,9	7,9%
Charges générales d'exploitation	1 370,1	1 420,1	3,6%	1 399,1	-1,5%	655,0	725,5	10,8%
Dont charges du personnel	720,6	881,1	22,3%	785,3	-10,9%	365,3	406,5	11,3%
Dont charges externes	505,7	368,5	-27,1%	445,3	20,8%	204,5	222,8	9,0%
Coefficient d'Exploitation	59,7%	59,8%	+0,1pt	56,7%	-3,1pts	52,8%	54,2%	+1,4pt

Coefficient d'Exploitation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

À fin 2002, Les charges générales d'exploitation consolidées ont atteint MAD 1 420 millions. Leur évolution a été cantonnée à moins de 4% grâce à la politique d'optimisation des frais généraux conduite par BMCE Bank au titre de cet exercice, et à une bonne maîtrise de ces charges par les principales filiales consolidées – notamment Maghrebail et BMCE Madrid.

Les charges générales d'exploitation du Groupe se sont établies au titre de l'exercice 2003 à MAD 1 399 millions, en baisse de 1,5%. L'amélioration enregistrée est principalement due aux économies réalisées par BMCE Maroc suite à l'allègement des effectifs dans le cadre du programme de départs en retraite anticipée.

Le coefficient d'exploitation consolidé a favorablement enregistré ces évolutions, marquant un repli de 3 points entre 2001 et 2003 à 56,7%. A fin juin 2004, ce ratio s'est établi à 54,2% comparé à 52,8% au terme du premier semestre 2003.

Résultat Courant

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Produit Net Bancaire	2 296,3	2 374,8	3,4%	2 465,4	3,8%	1 240,4	1 337,9	7,9%
Résultat Brut d'Exploitation	973,5	938,5	-3,6%	1 114,4	18,7%	591,8	628,9	6,3%
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	658,5	975,2	48,1%	975,2	0,0%	558,8	251,8	-54,9%
Reprises des provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	321,5	377,0	17,2%	444,8	18,0%	289,2	29,6	-89,8%
Résultat Courant	660,8	335,2	-49,3%	596,8	78,0%	334,8	403,1	20,4%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le résultat brut d'exploitation consolidé a atteint au 31 décembre 2002 MAD 939 millions, contre MAD 974 millions en 2001. Il observe un retrait de 3,6% qui découle de la régression du résultat des opérations sur immobilisations financières induite par la constatation de dotations aux provisions pour dépréciation de titres pour MAD -42 millions. Ce déficit est le corollaire de l'opération d'assainissement du portefeuille de titres de participation de BMCE Bank, ayant notamment porté sur la SMDC et le CIH. Nonobstant le solde des opérations sur immobilisations financières, le RBE s'inscrit en hausse de 4,7% à MAD 981 millions en 2002.

A fin 2003, la rentabilité opérationnelle brute s'est renforcée de 18,7% à MAD 1 114 millions. Elle enregistre favorablement l'impact de l'allègement des charges générales d'exploitation du groupe, et du redressement du résultat des opérations sur immobilisations financières.

Au terme du premier semestre 2004, le RBE consolidé marque une évolution de +6,3% à MAD 629 millions, redevable principalement à la plus-value réalisée sur la cession d'immobilisations incorporelles au Centre Monétique Interbancaire qui a atteint MAD 41,3 millions. Sa progression est, par ailleurs, atténuée par la constatation de dotations aux provisions pour dépréciation d'immobilisations financières pour MAD 33,7 millions.

Sur la période 2001-2003, les dotations consolidées nettes de reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance ont évolué respectivement de +77,5% et -11,3% à MAD 598 millions et MAD 530 millions. Elles traduisent, d'une part, la politique d'assainissement des créances déclassées mise en œuvre par BMCE Bank et les filiales spécialisées dans le financement à partir de 2001 et, d'autre part, le renforcement des efforts de récupération.

Au 30 juin 2004, la charge nette de risque du groupe a totalisé MAD 252 millions. Elle est en baisse de plus de 55% par rapport au premier semestre 2003, tirant profit des avancées réalisées par le groupe sur le plan de l'assainissement bilantiel au cours des trois exercices antérieurs.

Ainsi, le résultat courant consolidé s'est-il établi à MAD 335 millions en 2002, et à MAD 597 millions en 2003, inscrivant des variations respectives de -49,3% et +78,0%. Au premier semestre 2004, ce solde s'améliore de 20,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent, atteignant MAD 403,1 millions.

Résultat Net

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Résultat courant	660,8	335,2	-49,3%	596,8	78,0%	334,8	403,1	20,4%
Résultat non courant	1,8	3,3	82,8%	-	NS	-5,6	-3,3	NS
Impôt sur les résultats	-224,4	-146,8	-34,6%	-203,4	38,6%	117,1	134,1	14,5%
Résultat MEE	34,8	36,6	5,2%	66,7	82,0%	47,2	55,8	18,3%
Amortissement des écarts d'acquisition	-36,3	-36,7	1,2%	-37,1	1,2%	19,0	17,9	-5,8%
Résultat Net Part du Groupe	436,8	191,7	-56,1%	423,0	120,6%	240,2	303,6	26,4%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

En 2002, le résultat net consolidé part du groupe s'est rétracté de 56,1%, pour s'établir à MAD 192 millions. Il enregistre, d'une part, un essoufflement du résultat courant de 49,3% à MAD 335 millions, légèrement compensé par un allègement de la charge fiscale de MAD 78 millions à MAD 147 millions. D'autre part, il recouvre un résultat des sociétés mises en équivalence en progression de 5,2% à MAD 37 millions. Cette dernière composante inclut une contribution en baisse d'Al Wataniya, qui a continué à subir une baisse prononcée des produits financiers et un renchérissement de la réassurance, mais intègre par ailleurs un résultat de la BDM de l'ordre de MAD 7 millions, et se soulage du résultat d'Interfina (MAD -60,4 millions) qui fait l'objet d'une intégration globale en 2002, en 2003 et au 30 juin 2004.

Le résultat net du groupe a atteint MAD 423 millions au titre de l'exercice 2003, en amélioration de 120,6%. Cette performance combine :

- Une progression de 78,0% du résultat courant consolidé à MAD 597 millions ;
- Une hausse de l'impôt sur les résultats de 38,6% à MAD 203 millions ;
- Un redressement de 82,0% du résultat des sociétés mises en équivalence à MAD 67 millions. Il s'explique notamment par le net relèvement de la contribution d'Al Wataniya, qui passe de K MAD -528 à MAD +28,4 millions.

Au 30/06/2004, la capacité bénéficiaire consolidée a totalisé MAD 304 millions, comparée à MAD 240 millions au premier semestre de l'exercice précédent. Son évolution est redevable à l'appréciation simultanée du résultat courant consolidé qui gagne 20,4%, et de la contribution des sociétés mises en équivalence qui augmente de 18,3%.

ANALYSE DU BILAN

Evolution de l'Actif

Portefeuille Crédits Clientèle

En M MAD)	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	14 124,2	14 247,3	+0,9%	14 388,4	1,0%	14 780,6	14 266,5	-3,5%
Crédits à l'équipement	7 269,1	8 076,8	+11,1%	8 895,0	10,1%	8 814,9	9 467,4	7,4%
Crédits immobiliers	615,8	1 016,2	+65,0%	1 859,4	83,0%	1 363,1	2 459,0	80,4%
Autres crédits	3 684,5	2 853,1	-22,6%	3 523,9	23,5%	3 471,9	3 383,2	-2,6%
Total Crédits Clientèle	25 693,6	26 193,3	+1,9%	28 666,7	9,4%	28 430,6	29 576,1	4,0%

Encours des crédits nets sur la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les crédits consolidés distribués par le groupe BMCE en 2002 ont totalisé MAD 26 193 millions, en progression de +1,9% par rapport à l'exercice 2001, en dépit de l'effritement de l'encours des autres crédits nets (-22,6%) et ce, grâce au développement des crédits à l'équipement (MAD +808 millions) et au renforcement de la production en crédits immobiliers.

Au terme de l'exercice 2003, l'encours global de crédits du groupe s'est fixé à MAD 28 667 millions. Il gagne 9,4%, tiré essentiellement par l'augmentation des crédits immobiliers de BMCE Bank et des crédits à l'équipement de Maghrebail et Salafin, qui se sont respectivement appréciés de 83,0% et 10,1%.

Au 30 juin 2004, l'encours des crédits consolidés a marqué une augmentation de 4,0% à MAD 29 576 millions par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Il est pareillement soutenu par la bonne tenue des encours immobiliers et à l'équipement des établissements de crédit du groupe, lesquels se renforcent de 80,4% et de 7,4% respectivement. L'évolution positive de ces deux composantes atténue le repli accusé par les crédits de trésorerie et à la consommation et par les autres crédits de BMCE Bank.

Structure des Crédits Clientèle

En %	2001	2002	2003	Juin 03	Juin 04
Crédits de trésorerie et à la consommation	55,0%	54,4%	50,2%	52,0%	48,2%
Crédits à l'équipement	28,3%	30,8%	31,0%	31,0%	32,0%
Crédits immobiliers	2,4%	3,9%	6,5%	4,8%	8,3%
Autres crédits	14,3%	10,9%	12,3%	12,2%	11,4%
Total Crédits Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

À l'instar de la banque commerciale, la structure des crédits clientèle du Groupe BMCE est marquée par la prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, à fin juin 2004, 48,2%. A noter que cette composante a vu sa contribution diminuer dans l'encours global depuis l'exercice 2001, où elle atteignait 55,0%. Cette tendance à la baisse se justifie par la recrudescence des risques inhérents à cette catégorie de crédits, incitant les établissements bancaires à une plus grande sélectivité.

Le poids des crédits à l'équipement enregistre, sur la période 2001-juin 2004, un renforcement progressif de leur part, qui passe de 28,3% à 32,0%. Cette appréciation intègre une croissance de cet encours au niveau de la banque commerciale, mais également le développement des activités de filiales spécialisées dans le financement (Maghrebail et Salafin). Enfin, les crédits immobiliers améliorent de manière significative leur contribution dans l'encours global, laquelle s'établit à 8,3% au 30/06/2004 contre 14,3% en 2001.

Qualité du Portefeuille Crédits

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Encours brut de créances en souffrance	2 211,8	2 413,1	9,1%	3 025,4	25,4%	2 641,2	3 166,9	19,9%
Taux de contentieux (%) ²⁷	8,2%	8,7%	+0,5pt	9,9%	1,2pt	8,7%	9,9%	1,2pt

Qualité du Portefeuille – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Entre 2002 et 2003, l'encours des créances en souffrance du Groupe BMCE s'est inscrit en progression de 9,1% et 25,4% successivement à MAD 3 025,4 millions, témoignant du renforcement de la politique d'assainissement bilantiel entreprise par BMCE Bank et ses filiales spécialisées dans le financement, conformément aux directives de la Banque Centrale.

A fin juin 2004, l'encours déclassé a atteint MAD 3 167 millions, contre MAD 2 641 millions à fin juin 2003 marquant un accroissement de 19,9%.

En raison de ces cadences d'évolution au cours de la période sous revue, le taux de contentieux consolidé s'est inscrit dans une tendance haussière, passant de 8,2% en 2001 à 9,9% à fin juin 2004.

En M MAD	2001	2002	2003	Juin 03	Juin 04
Charge de risque nette²⁸ (%)	1,2%	2,1%	1,7%	0,9%	0,7%
Encours provisions pour créances en souffrance (M MAD)	1 438,8	1 685,1	2 012,4	1 771,4	2 256,1
Variation en %	11,0%	17,1%	19,4%	-	27,4%
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%)	65,0%	69,8%	66,5%	67,1%	71,2%
Encours provisions pour créances en souffrance / Encours crédits bruts (%)	5,3%	6,0%	6,6%	5,9%	7,1%

Charge de Risque – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

²⁷ Correspondant au rapport entre l'encours brut de créances en souffrance et les crédits bruts sur la clientèle.

²⁸ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits.

L'effort de provisionnement du Groupe a été parallèlement intensifié, tel qu'en atteste l'accroissement de la charge de risque nette du groupe sur la période 2001 à 2003. Ce ratio est passé de 1,2% en 2001 à 1,7% à fin 2003.

L'encours des provisions pour créances en souffrance s'est ainsi accru de 17,1% en 2002 et de 19,4% en 2003. Cette cadence de couverture, moins importante que celle du déclassement opéré sur la période, a induit une dépréciation de 3,3 points du taux de couverture à 66,5%.

Pour rappel, les méthodes de classification et de provisionnement des créances en souffrance appliquées par le groupe entre 2001 et 2002 correspondent, pour l'activité de banque commerciale, à celles édictées par la Banque Centrale (cf. supra : analyse des états financiers agrégés) et, pour les activités de financement (Maghrebail, Salafin et Maroc Factoring), à des règles spécifiques aux filiales qui s'inspiraient dans une large mesure de la réglementation bancaire alors en vigueur. En tout état de cause, le biais pouvant exister entre ces méthodes et ladite réglementation reste négligeable du fait de la prépondérance des résultats de la banque commerciale dans les résultats consolidés (plus de 90%).

A compter de 2003, l'ensemble des établissements de crédit du groupe se sont alignés sur les dispositions de la circulaire N° 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances en souffrance et à leur couverture par des provisions.

A fin juin 2004, le taux de provisionnement consolidé a été relevé à plus de 71%, sous l'effet de la constatation d'une charge de risque de 0,7%.

Evolution du Passif

Evolution des Dépôts Clientèle de la Banque

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Comptes à vue créditeurs	16 261,3	19 390,6	19,2%	23 254,7	19,9%	19 014,5	22 179,9	16,6%
Comptes d'épargne	6 237,6	6 911,8	10,8%	7 643,5	10,6%	7 149,1	8 069,1	12,9%
Dépôts à terme	11 146,2	10 658,5	-4,4%	11 883,1	11,5%	10 186,7	15 678,2	53,9%
Autres dépôts et comptes créditeurs	4 964,3	4 490,6	-9,5%	5 048,5	12,4%	4 341,6	4 899,3	12,8%
TOTAL	38 609,4	41 451,5	7,4%	47 829,8	15,4%	40 691,9	50 826,5	24,9%

Encours de dépôts de la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les dépôts consolidés collectés par le groupe ont augmenté de 7,4% et 15,4% respectivement en 2002 et 2003, atteignant MAD 47 830 millions. Leur accroissement est redevable à la progression des comptes à vue créditeurs qui gagnent près de MAD 5 milliards sur cette période, et des comptes d'épargne dont l'appréciation a été de MAD 1,4 milliards environ. Les dépôts à terme ont connu une quasi-stagnation entre 2001 et 2003 de leur encours à MAD 11,9 milliards, motivée par le contexte de sur-liquidité du marché.

Les ressources clientèle consolidées ont inscrit une tendance similairement ascendante entre juin 2003 et juin 2004. Elles se sont en effet élevées à MAD 50 827 millions, en hausse de 24,9% sous l'effet de l'augmentation de l'encours des dépôts à terme de 53,9%.

Structure des Dépôts Clientèle

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Dépôts non rémunérés	21 225,6	23 881,2	12,5%	28 303,1	18,5%	23 356,1	27 079,2	15,9%
En %	55,0%	57,6%	-	59,2%	-	57,4%	53,3%	-
Dépôts rémunérés	17 383,8	17 570,3	1,1%	19 526,6	11,1%	17 335,8	23 747,3	37,0%
En %	45,0%	42,4%		40,8%		42,6%	46,7%	-
Total dépôts	38 609,4	41 451,5	7,4%	47 829,8	15,4%	40 691,9	50 826,5	24,9%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Structure des Dépôts Clientèle (en %)	2001	2002	2003	Juin 03	Juin 04
Comptes à vue créditeurs	42,1%	46,8%	48,6%	46,7%	43,6%
Comptes d'épargne	16,2%	16,7%	16,0%	17,6%	15,9%
Dépôts à terme	28,9%	25,7%	24,8%	25,0%	30,8%
Autres dépôts et comptes créditeurs	12,9%	10,8%	10,6%	10,7%	9,6%
Total Dépôts Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

L'évolution susmentionnée des différentes composantes des dépôts consolidés a sensiblement fait varier la structure des ressources clientèle en faveur des dépôts rémunérés, lesquels s'adjugent à fin juin 2004 46,7% de l'encours global, contre 45,0% en 2001.

Les comptes à vue créditeurs se sont attribués une part de 43,6% des ressources clientèle à fin juin 2004, contre 48,6% en 2003 et 46,8% en 2002. L'évolution baissière de cette composante à partir de 2004 s'explique par la montée du poids des dépôts à terme, qui constituent à fin juin 30,1% de l'encours global contre 25,7% en 2002. Les comptes d'épargne ont par ailleurs vu leur poids se stabiliser autour de 16% au terme du premier semestre 2004.

Evolution des Capitaux Propres

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Part du Groupe	5 347,4	5 278,2	-1,3%	5 495,6	4,1%	5 300,0	5 536,3	4,5%
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%	1 587,5	1 587,5	0,0%
Réserves et primes liées au Capital	3 263,0	3 301,1	1,2%	3 401,5	3,0%	3 360,3	3 551,1	5,7%
Réserves consolidées	111,7	214,2	91,7%	96,3	-55,0%	118,9	82,2	-30,9%
Report à nouveau	0,09	0,0	-62,6%	0,0	NS	0,1	22,1	NS
Résultat Net de l'exercice	416,0	178,3	-57,1%	404,1	126,7%	232,1	290,2	25,0%
Écarts de conversion	-30,9	-2,9	NS	6,0	NS	1,1	3,2	190,9%
Intérêts Minoritaires	245,1	246,5	0,6%	291,8	18,4%	237,4	291,2	22,7%
Capitaux Propres	5 592,5	5 524,7	-1,2%	5 787,4	4,7%	5 537,4	5 827,5	5,2%

Capitaux Propres – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Après avoir cédé 1,2% en 2002 suite à l'essoufflement de la capacité bénéficiaire de BMCE Bank (v. supra), les capitaux propres consolidés du groupe se sont inscrits en hausse de +4,7% en 2003 pour s'établir à MAD 5 787 millions. Leur niveau découle de la combinaison entre :

D'une part, une hausse de 126,7% du résultat net consolidé et de 3,0% des réserves et primes liées au capital (MAD +100 millions environ) ;

D'autre part, une diminution de 55,0% des réserves consolidées.

Les capitaux propres part du groupe ont atteint MAD 5 496 millions (+4,1%) en 2003, alors que les intérêts minoritaires se sont accrus de 18,4% à MAD 292 millions, en raison d'un rétrécissement du périmètre de consolidation consécutif, notamment, à l'allègement de la participation dans Maghrebail (v. supra).

A fin juin 2004, le groupe a affiché des capitaux propres consolidés en appréciation de 5,2% par rapport au premier semestre 2003, sous l'effet du renforcement de 25% de la capacité bénéficiaire consolidée et des réserves et primes liées au capital (+5,7%). Les capitaux propres part du groupe se sont, pour leur part, élevés à MAD 5 536 millions, en accroissement de 4,5%. Parallèlement, les intérêts minoritaires se sont montés à MAD 291 millions, contre MAD 237 millions à fin juin 2003, suite à la variation du périmètre de consolidation survenue au second semestre 2003.

Ratio de Transformation

En M MAD	2001	2002	2003	Juin 03	Juin 04
Encours crédits bruts	27 132,4	27 878,5	30 679,1	30 202,0	31 832,2
Encours dépôts	38 609,4	41 451,5	47 829,8	40 691,9	50 826,5
Encours Crédits (bruts) / Encours Dépôts	70,3%	67,3%	64,1%	74,2%	62,6%

Ratio de transformation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Observant un niveau de près de 70% en 2001, le ratio de transformation consolidé des dépôts en crédits s'est réduit de 6,2 points au terme de l'exercice 2003 à 64,1%, sous l'effet d'une hausse plus soutenue de l'encours de dépôts sur cette période (+24%) que celle des crédits bruts (+13%).

Au 30 juin 2004, le ratio de transformation s'est élevé à 62,6%; il cède près de 12 points par rapport au premier semestre 2003 consécutivement au développement important des ressources collectées par BMCE Bank (en hausse de 24,9%).

Structure des Ressources du Groupe

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Fonds propres & assimilés, dont :	5 808,5	5 711,0	-1,7%	6 491,0	13,7%	5 721,1	6 008,2	5,0%
PRG (brute d'impôt)	182,2	178,9	-1,8%	205,7	14,9%	179,1	179,4	0,2%
Dettes subordonnées	-	-	-	500,0	NS	-	500,0	NS
Intérêts minoritaires	245,1	246,5	0,6%	291,8	18,4%	237,4	291,2	22,6%
Capital	1 587,5	1 587,5	0,0%	1 587,5	0,0%	1 587,5	1 587,5	0,0%
Réserves	3 263,0	3 301,1	1,2%	3 401,5	3,0%	3 360,3	3 551,1	5,7%
Réserves consolidées	111,7	214,2	91,7%	96,3	-55,0%	118,9	82,2	-30,9%
Résultat net consolidé	416,0	178,3	-57,1%	404,1	126,6%	232,1	290,2	25,0%
Ressources	41 451,6	46 337,1	11,8%	50 161,6	8,2%	46 391,6	53 966,5	16,3%
Établissements de crédit	5 738,0	7 781,3	35,6%	5 227,6	-32,8%	8 595,4	6 035,8	-29,8%
Comptes à vue	1 265,3	1 056,5	-16,5%	661,1	-37,4%	996,9	699,5	-29,8%
Emprunts trésorerie à terme	4 472,7	6 724,8	50,4%	4 566,4	-32,1%	7 598,5	5 336,2	-29,8%
Clientèle	35 713,6	38 555,8	8,0%	44 934,0	16,5%	37 796,2	47 930,8	26,8%
Trésorerie	-565,5	+137,2	124,3%	-2 861,2	NS	529,7	-2 105,9	NS

Structure des ressources – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au vu de la nature de l'activité des principales filiales consolidées par intégration globale, les ressources du groupe BMCE sont principalement constituées des dépôts de la clientèle qui en représentent plus de 75% en moyenne.

Les fonds propres du groupe ont totalisé à fin 2003 MAD 6 491 millions, enregistrant sur les deux exercices précédents des évolutions respectives de -1,7% et 13,7%. Leur variation a été la conséquence de l'évolution des réserves consolidées et du résultat net consolidé (v. supra).

Les ressources en provenance des établissements de crédit ont varié de 35,6% en 2002 et de -32,8% en 2003, marquant une tendance en ligne avec l'ajustement des interventions de BMCE Bank sur le marché interbancaire en particulier, et – accessoirement – le développement de l'endettement des filiales spécialisées dans le financement (Maghrebail et Salafin).

L'effet conjugué du relèvement du niveau de la réserve monétaire et du recours des filiales spécialisées à des financements bancaires à court terme a été perceptible au niveau de la trésorerie nette consolidée, laquelle a enregistré une hausse importante en 2002 : 124% à MAD 137 millions.

En 2003, la trésorerie nette s'est fixée à MAD -2 861. Cette variation est essentiellement imputable à l'évolution de la trésorerie de l'activité Maroc induite par le relèvement de 14% à 16,5% de la réserve monétaire.

Au 30 juin 2004, la ventilation des ressources du groupe a été conforme à celle décrite précédemment, totalisant MAD 54,0 milliards, soit une hausse de 16,3% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

ANALYSE DU HORS BILAN

En M MAD	2001	2002	Var.	2003	Var.	Juin 03	Juin 04	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	9 087,0	8 737,2	-3,8%	9 522,0	9,0%	8 496,2	9 734,2	14,6%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	4 639,0	3 257,8	-29,8%	2 485,4	-23,7%	2 650,4	2 304,6	-13,0%
TOTAL	13 726,0	11 995,0	-12,6%	12 007,4	0,1%	11 146,6	12 038,8	8,0%

Engagements par signature – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Entre 2001 et 2003, les engagements par signature du groupe ont successivement connu une décélération de 12,6% et une stagnation à MAD 12 007,4 millions, que justifie notamment une baisse continue des engagements consolidés en faveur des intermédiaires financiers.

Au terme du premier semestre 2004, les engagements par signature consolidés se sont élevés à MAD 12 039 millions, en accroissement de +8,0% par rapport à fin juin 2003. Leur structure est caractérisée par la prépondérance des engagements par signature consolidés en faveur de la clientèle, dont la progression s'est établie à 14,6% contre une décélération de 13,0% des engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers.

VI- PERSPECTIVES

6.1 AVERTISSEMENT

« Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de BMCE Bank »

6.2 ORIENTATIONS STRATEGIQUES & PERSPECTIVES

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Face au durcissement de la concurrence et à la récente reconfiguration du secteur bancaire, BMCE Bank poursuivra, en 2005, l'articulation de son développement autour de 5 axes stratégiques majeurs : les Particuliers, les Professionnels, les Marocains Résidant à l'Etranger, les Petites et Moyennes Entreprises et les Corporates.

Si l'année 2004 représente l'aboutissement, sur la région de Casablanca, du projet d'entreprise de grande envergure Cap Client, l'année 2005 sera consacrée à la déclinaison de celui-ci sur tout le Royaume.

Rappelons que Cap Client s'inscrit dans une stratégie de développement du marché des Particuliers et des Professionnels et vise, outre une spécialisation des agences, une amélioration des pratiques managériales et commerciales, une optimisation des filières crédit et recouvrement et, par conséquent, une réduction des risques, et, enfin, une augmentation de la productivité des agences d'une façon générale.

Une attention particulière sera, cette année, de nouveau portée au crédit immobilier, produit phare aussi bien de conquête que de fidélisation de la Clientèle et dont la progression a déjà enregistré une hausse de 74% entre fin 2003 et fin 2004, atteignant MAD 3,22 milliards en 2004 contre MAD 1,85 milliards en 2003.

Par ailleurs et afin de satisfaire l'ensemble des besoins du marché des Particuliers, la gamme de produits de BMCE Bank sera davantage étoffée à travers notamment le financement des projets de court terme (crédits à la consommation et revolving), l'assurance ainsi que la protection des biens et proches, la gestion des budgets par le biais de nouveaux produits monétiques et la valorisation de l'épargne grâce à des produits d'épargne bancaire, financière et de bancassurance.

2005 représentera l'année où les Professionnels seront réellement appréhendés en tant que marché à part entière et, par conséquent, distinctement des Particuliers. D'un point de vue marketing et commercial, cette Clientèle sera donc servie de façon différenciée et ciblée.

Les différents axes de conquête de la clientèle, notamment la prescription par les clients et par le personnel, les synergies entreprises/particuliers, l'ouverture spontanée de comptes ainsi que la prospection à l'extérieur de l'agence seront adaptés à chaque segment de Clientèle.

Quant au Réseau de la Banque, celui-ci fera l'objet d'un ambitieux programme d'extension puisqu'il est prévu d'ouvrir une cinquantaine d'agences dédiées dans l'année. Une telle politique offre donc à BMCE Bank les moyens de renforcer son positionnement dans les régions à fort potentiel de croissance, d'élargir sa base de collecte de dépôts, de poursuivre sa croissance soutenue, l'essor de la Banque de détail et l'amélioration de la qualité de son PNB.

Concernant le marché MRE, capitalisant sur les conclusions d'une étude menée en 2004 ainsi que sur une bonne connaissance de ce marché, BMCE Bank a pour ambition de se positionner en tant qu'acteur financier majeur auprès des Marocains Résidant à l'Etranger. Pour ce faire, une stratégie de conquête différenciée accompagnée de la création de nouveaux produits ciblés sera mise en place en 2005.

La croissance de la part de marché de la Banque passera, en outre, par de nécessaires investissements, en l'occurrence dans le développement de notre Réseau Etranger, le renforcement de notre force commerciale, une rémunération des DAT plus volontariste et une politique de communication davantage agressive.

L'année 2005 sera également marquée par le lancement de Cap Client Entreprises visant une politique commerciale plus offensive et plus adaptée aux PME et aux Corporates ainsi qu'un positionnement plus volontariste vis à vis de ces 2 marchés.

BMCE Bank a pour objectif de consolider ses positions – notamment en matière de crédits et de commerce extérieur -, d'améliorer sa maîtrise des risques et d'aboutir à une progression de sa rentabilité. Des produits novateurs, à destination de l'entreprise, seront, par ailleurs, développés autour des Nouvelles Technologies.

Compte tenu des perspectives de développement de la promotion immobilière, la cellule dédiée à cette activité, poursuivra ses efforts de prospection de nouveaux projets, de formation et de mise en place de produits de financement supplémentaires.

En outre, BMCE Bank, qui dispose aujourd'hui d'une grande expertise en matière de montages financiers et de financements de projets, continuera d'affirmer sa présence à ce niveau.

En termes d'activités de marché, BMCE Capital s'attelle en 2005 à consolider ses acquis à travers le développement d'une culture de l'innovation financière, un renforcement des compétences dans des fonctions pointues et le développement de synergies entre ses différentes lignes métiers, le Réseau BMCE Bank et la Banque Corporate et ce, à travers sa Plate-Forme Commerciale. BMCE Capital s'attachera également à renforcer sa position sur les marchés de l'Afrique subsaharienne.

A l'international, la stratégie de BMCE Internacional Madrid est axée en 2005, entre autres, sur la consolidation des financements à l'exportation et le renforcement de la proximité auprès de la communauté marocaine par l'établissement de nouvelles représentations.

La Succursale Off Shore de Tanger se concentre, quant à elle, sur la hausse du rendement des financements extérieurs confiés par le Siège, le développement des opérations de Trade Finance et l'augmentation des crédits d'investissement à la Clientèle.

Ainsi, la mise en œuvre du projet d'entreprise Cap Client, l'ouverture massive de nouvelles agences, la mise en place de stratégies spécifiques à chaque segment de marché, le lancement de nouveaux produits, le développement des activités de marché et à l'international, l'optimisation de la maîtrise des risques, la promotion du cross selling et le renforcement de synergies potentielles entre les différentes entités de notre Groupe constituent autant de levier puissants de performance escomptés, en 2005, pour BMCE Bank.

PREVISIONS 2005-2006

	2004 Réalisé	2005P	2006P
Dépôts (Fin de Période) (1)	44 620	49 776	56 170
Crédits (Fin de Période) (2)	29 732	36 462	39 116

M MAD	2004 Réalisé	2005P	2006P
Marge sur intérêts	1 398,5	1 693,0	1 887,2
Marge sur commissions	382,8	412,3	452,7
Résultat des opérations de marché	479,7	250,2	261,6
Divers autres produits	110,2	147,7	160,0
Diverses autres charges bancaires	-71,7	-77,8	-88,2
Produit Net Bancaire	2 299,6	2 425,4	2 673,2
Résultat des opérations sur Immobilisations Financières	-213,9	70,0	0,0
Autres produits d'exploitation non bancaires nets	50,7	6,3	8,3
Charges Générales d'Exploitation	-1 260,4	-1 347,4	-1 432,4
Résultat Brut d'exploitation	876,0	1 154,3	1 249,1
Dotations nettes aux provisions/crédits	-224,4	-410,0	-350,0
Résultat Courant	651,6	744,3	899,1
Résultat non courant	0,0	39,0	10,0
Résultat avant impôts	651,6	783,3	909,1
Impôts sur les sociétés	-211,7	-244,3	-292,7
Résultat Net Maroc	439,9	539,1	616,4
Résultat Net de la Succursale de Paris	42,9	50,0	58,0
Résultat Net de la Succursale Off Shore	22,9	23	27,5
Résultat Net Agrégé	505,7	612,1	701,9

Dans le contexte de consolidation du secteur bancaire fin 2003, BMCE Bank a revu son plan 2004-2006, dont les grandes lignes sont présentées ci-après.

Partant d'une analyse du marché, il est proposé de tendre vers une part de marché approchant les 20% aussi bien en dépôts qu'en crédits et ce, grâce à la mise en œuvre de :

- Un développement accéléré du réseau d'agences
- une collecte plus agressive des dépôts à terme
- Une distribution de crédits plus soutenue notamment sur le segment des particuliers
- Un développement du portefeuille de titres de placement
- Une gestion plus restrictive des frais généraux

Il est escompté une évolution macro-économique du marché bancaire conforme à celle observée par le passé, notamment en termes de masse monétaire et de PIB. Les dépôts du secteur bancaire devraient ainsi progresser de 7,6% par an alors que l'évolution annuelle des concours à l'économie se situerait à 5,0%.

Par une politique d'ouvertures d'agences bien ciblée et plus volontariste, BMCE Bank compte drainer une partie du niveau d'activité cible avec un programme d'ouverture progressive d'agences visant à atteindre 150 nouvelles agences à l'issue de l'année 2007.

Ce programme important d'extension intensive du réseau nécessite des moyens humains et matériels conséquents :

- Ressources humaines : Les agences à ouvrir nécessiteront un effectif conséquent induisant une politique active de recrutements de jeunes cadres diplômés.
- Seront également prises en compte les charges additionnelles nécessaires au fonctionnement de ces agences
- Investissements : Les agences programmées sont de taille réduite, destinées à une clientèle de proximité. Une partie des agences sera acquise par leasing immobilier.

La collecte des dépôts, et plus particulièrement les DAT, permettra certainement de consolider la position de BMCE Bank sur le marché. Il est, ainsi, prévu de collecter de manière substantielle des dépôts à terme grâce notamment :

- au renforcement du réseau extérieur et de ses structures commerciales
- à une communication forte, pour les DAT à collecter auprès des MRE
- à un dispositif de pilotage et de motivation adapté.

En termes d'engagements, ce plan a prévu une progression moyenne de +14% l'an portant une part de marché qui avoisinerait les 20% cible en 2006. Une part de ces crédits, chaque année plus importante, est consacrée aux particuliers sous forme de crédit immobilier et à la consommation.

Il est prévu d'accroître le niveau du portefeuille de titres de placement (Bons du trésor notamment) de manière à transformer la quasi totalité des dépôts à terme supplémentaires en titres de placement, selon des conditions fixées permettant de limiter le risque de taux.

Hypothèses	2003	2004Réal	2005P	2006P
Rendement des crédits	6,23%	6,07%	6,00%	6,04%
Coût moyen des ressources	1,62%	1,64%	1,58%	1,64%
Taux comptes sur carnets	2,50%	2,40%	2,27%	2,42%
Taux de sortie DAT	3,75%	3,69%	3,58%	3,50%
Dotations aux provisions/créances (% des Crédits)	2,1%	0,9%	1,3%	1,0%

VII-FACTEURS DE RISQUE

7.1 GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Les engagements de BMCE Bank (activité Maroc) – soit MAD 29,7 milliards au 31 décembre 2004- sont octroyés à hauteur de 77% à la clientèle des entreprises (soit MAD 23 milliards) et 23% à celle des particuliers.

BMCE Bank a la volonté d'élargir son champ d'intervention au segment des PME-PMI, parce qu'il constitue 90% du tissu économique marocain. Plus risqué, certes, il est porteur de meilleures marges et présente un gisement d'opportunités de revenus générés par le conseil en financement et en restructuration, au-delà des seuls concours bancaires.

Dans un contexte de "nouvelle donne économique" au Maroc que représente la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement tarifaire douanier et également dans la perspective d'instauration de zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les États-Unis, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse systémique du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

La Banque a entrepris un effort sensible d'assainissement de son portefeuille de créances clients, effort qu'elle maintient dans le cadre de sa politique de gestion du risque et en conformité avec les règles prudentielles édictées par Bank Al Maghrib.

Pour gérer son risque de crédit, BMCE Bank a défini des règles basées notamment sur des niveaux d'approbation (selon la classification du client, le montant agrégé des facilités proposées au client...) et sur le type d'exposition (entreprises publiques et semi-publiques, exposition aux banques...).

La politique d'engagements de la Banque est menée par une architecture organisationnelle composée, d'une part, du Comité de Direction responsable de fixer les limites de risques agrégés dans le cadre des activités de la banque, validées par le Comité d'Audit et du Contrôle Interne puis par le Conseil d'Administration et, d'autre part, et dans le cadre du Comité de Crédit qui approuve l'ensemble des engagements.

7.2 ANALYSE DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE GLOBAUX

PROCESSUS DE DECISION EN MATIERE DE GESTION ALM

Le Comité ALCO est chargé de superviser la gestion du risque de taux et de liquidité et reçoit régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne examine le cadre de gestion et les principales politiques en matière de taux et liquidité et les soumet à l'approbation du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration approuve le cadre de gestion et est avisé de la position de taux et de liquidité de BMCE Bank.

Au sein du Pôle Financier, le Département ALM veille à l'élaboration de politiques, de stratégies, et de plan d'urgence, en matière de gestion de risques de taux et de liquidité, il recommande et surveille les plafonds s'inscrivant dans ce cadre.

RISQUE DE LIQUIDITE GLOBAL

Le cadre de gestion des liquidités vise à s'assurer que BMCE Bank dispose de sources de liquidités fiables pour satisfaire ses engagements actuels et prospectifs. Les objectifs principaux liés à ce cadre sont le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients, l'accès continu à des ressources diversifiées de financement de marché, et le maintien d'un portefeuille de titres négociables non grevés qui permette un accès immédiat à des liquidités.

La mesure de la position de liquidité se fait en fonction des risques en situation normale et en situation de crise.

La composition actuelle du bilan peut donner lieu à un risque de liquidité en raison des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs.

Le modèle de gap, utilisé pour évaluer la liquidité du bilan, se base sur l'établissement des échéanciers des actifs et passifs permettant d'évaluer la capacité de BMCE Bank à poursuivre ses activités en situation normale.

A fin décembre 2004, le Gap de liquidité sur les 12 prochains mois présentait un excédent cumulé d'environ KMAD 4 200 000. Cette situation s'explique essentiellement par l'excédent des actifs liquides par rapport aux passifs exigibles sur cette période.

Le coefficient de liquidité est une mesure réglementaire déterminée sur la base des remboursements contractuels ou conventionnels dans un mois des éléments d'actifs et de passif .

Ces remboursements sont ensuite pondérés pour tenir compte des risques de crédit et de marché susceptibles d'affecter la valeur des actifs (crédit, marché)

A fin décembre 2004, le coefficient de liquidité s'établissait à 109,68%.

RISQUE DE TAUX GLOBAL

L'objectif est de gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que celles de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau cible.

Des plafonds acceptables sont établis eu égard à la gestion des risques liés à la marge d'intérêt, sur un horizon de 12 mois.

Ces plafonds se basent sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 100 points de base.

A fin décembre 2004, la sensibilité de la marge d'intérêt sur les 12 prochains mois était estimée à KMAD -54 000 pour une baisse de taux de 100pb, représentant 2,27% du PNB prévisionnel 2005 pour une limite plafonnée à 2,5%.

En absence d'outils de couverture, le risque de taux est géré en se basant sur l'optimisation des adossements des actifs et des passifs à travers l'orientation de la stratégie commerciale notamment en matière de dépôts et de crédit.

A cet effet, le comité ALCO approuve les prévisions annuelles de dépôts et de crédits à la lumière des risques ALM et arrête des enveloppes de crédits à taux fixe par produit et par segment clientèle.

7.3 RISQUE DE TAUX ET DE LIQUIDITE (RISQUES DE MARCHE)

ANALYSE DU RISQUE DE LIQUIDITE

Une analyse du risque de liquidité fait apparaître un léger écart en terme de durée moyenne de liquidité entre le passif monétaire et l'actif monétaire. Par ailleurs, 92% de la valeur de l'actif obligataire est composé de Bons de Trésor, ce qui assure une liquidité quasi totale qui peut compenser ce léger écart.

En effet, au 31 décembre 2004, le passif monétaire est de MAD 5 035,7 millions de duration égale à 4,9 jours, tandis que l'actif monétaire est de MAD 5 355,7 millions de duration égale à 6 jours. Soit un coefficient de liquidité directe moyen de 82% par jour. La structure de l'actif obligataire assure une liquidité supplémentaire à hauteur de 92% du total de cette catégorie d'actif qui s'établit à MAD 6 583,7 millions.

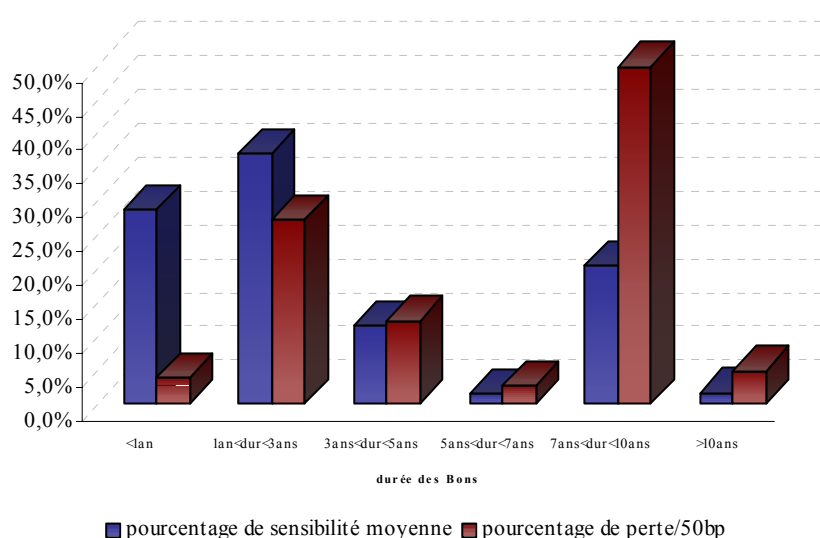
En conclusion, les passifs de marchés exigibles sont très largement couverts par les actifs mobilisables.

ANALYSE DU RISQUE DE TAUX

Les actifs sont essentiellement obligataires, composés de Bons du Trésor, TCN et Obligations à taux fixe. Ces actifs sont essentiellement financés par des passifs courts dont la duration est de 4,95 jours.

Le portefeuille obligataire (au 31 décembre 2004) présente un taux de rendement moyen de 3,96% pour une duration moyenne de 3,21 et une sensibilité moyenne de 3,09. Son encours en valeur de marché est de MAD 7 156,23 millions. Une évolution parallèle des taux d'intérêt de 50 pb entraînerait alors un gain ou une perte de MAD 110,25 millions.

Le spectre des sensibilités ci-dessous présente le choix de ventilation de la sensibilité totale sur les différentes catégories de papiers, et donc le choix de projection du risque de taux sur les différentes bandes de maturités.



7.4 ANALYSE DU RISQUE DE CHANGE

DEVICES	POSITION EN DEVICES EN M MAD (*)	CONTRE-VALEUR EN M MAD	% FONDS PROPRES
EUR	38 670 821	433 403 226	9,2951%
LYD	4 340	28 629	0,0006%
SEK	110 524	137 227	0,0029%
CHF	381 905	2 768 429	0,0594%
TND	-41 264	-284 369	0,0061%
CAD	-87 443	-598 425	0,0128%
DZD	10 451	1 184	0,0000%
KWD	11 369	317 383	0,0068%
SAR	373 247	818 941	0,0176%
AED	-226 202	-506 828	0,0109%
JPY	-285 341	-22 939	0,0005%
DKK	92 756 440	139 770 042	2,9976%
NOK	652 253	887 651	0,0190%
USD	17 539 782	144 342 759	3,0957%
GBP	-145 451	-2 309 107	0,0495%

(*) Actifs – passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme - Données au 31/12/2004.

La somme des positions de change nettes est la suivante :

- Pour les positions longues : MAD 722 475 472, soit 15,49% des fonds propres ;
- Pour les positions courtes : MAD 3 721 669, soit 0,08% des fonds propres.

Le total s'élève à MAD 726 197 140, correspondant à 15,57% des fonds propres.

Le tableau ci-dessus montre que :

- Hormis l'Euro, le Dollar US et le DKK, les positions de la banque restent marginales ;
- BMCE Bank reste dans les limites prudentielles établies par Bank Al Maghrib, et fixées à 10% des fonds propres par devise et à 20% pour l'ensemble des devises.

7.5 RISQUE DU MARCHE ACTIONS

Le portefeuille des participations de BMCE Bank est composé de titres cotés et non cotés, qui totalisent en valeur brute (à l'exclusion des sociétés civiles immobilières et des OPCVM) MAD 3,53 milliards à fin 2004, contre MAD 3,78 milliards en 2003. Ce repli fait suite à la cession d'Interfina et à la dissolution de BEMCOM, qui ont contrebalancé des acquisitions d'un montant de MAD 73 millions.

Toutes les moins-values latentes sur titres cotés sont provisionnées. La valeur des titres non cotés est tributaire de la valeur intrinsèque de l'entreprise et des fluctuations du marché financier, notamment concernant ceux détenus sur les compagnies d'assurance. Le cumul des provisions s'élève au 31/12/2004 à MAD 191 millions, contre MAD 172,9 millions en 2003.

La valeur nette comptable du portefeuille ressort donc à MAD 3,34 milliards à fin décembre 2004.

7.6 RISQUE SUR LA RENTABILITE

Dans le contexte actuel, la baisse généralisée des taux de base bancaire induit un accroissement de la concurrence entre établissements bancaires et un rétrécissement des marges d'intermédiation.

Une augmentation structurelle des ressources rémunérées dans l'ensemble du secteur bancaire implique un renchérissement du coût des dépôts du système bancaire.

VIII- FAITS EXCEPTIONNELS

A la date d'établissement du présent dossier d'information, BMCE Bank ne connaît pas de faits exceptionnels susceptibles d'affecter sa situation financière.

IX- LITIGES ET AFFAIRES CONTENTIEUSES

A la date d'établissement du présent dossier d'information, BMCE Bank ne connaît pas de litiges ou affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative sa situation financière.

X - ANNEXE
DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES
ETATS DE SYNTHESE DE BMCE BANK

SOMMAIRE

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES PAR BMCE BANK

Etats de Synthèse Consolidés

Notes Annexes aux Comptes Consolidés relatives à l'exercice 2003

Notes Annexes aux Comptes Consolidés relatives à l'exercice 2002

Notes Annexes aux Comptes Consolidés relatives à l'exercice 2001

Etats de Synthèse Agrégés

Note de Présentation des Règles, Principes Comptables et Méthodes d'Evaluation Appliquées relative à l'exercice 2004

Note de Présentation des Règles, Principes Comptables et Méthodes d'Evaluation Appliquées relative à l'exercice 2003

Note de Présentation des Règles, Principes Comptables et Méthodes d'Evaluation Appliquées relative à l'exercice 2002

Etats de Changement de Méthodes

Etat de Changement de Méthodes au 31 décembre 2003

ETATS DE SYNTHESE

Etats de synthèse consolidés au 30 juin 2004

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Etats de synthèse consolidés au 31 décembre 2003

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Liste des entreprises consolidées

Liste des entreprises entrées et sorties du périmètre de consolidation

Liste des entreprises laissées en dehors du périmètre de consolidation

Titres mis en équivalence

Etats de synthèse consolidés au 31 décembre 2002

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Liste des entreprises consolidées

Liste des entreprises entrées et sorties du périmètre de consolidation

Liste des entreprises laissées en dehors du périmètre de consolidation

Titres mis en équivalence

Etats de synthèse consolidés au 31 décembre 2001

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Liste des entreprises consolidées

Liste des entreprises laissées en dehors du périmètre de consolidation

Titres mis en équivalence

Etats de synthèse agrégés au 31 décembre 2004

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Tableau des Flux de Trésorerie

Principales méthodes d'évaluation appliquées (A1),

Etat des dérogations (A2),

Etat des changements de méthodes (A3),

Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1),
Tableau des créances sur la clientèle (B2)
Tableau des titres de participation et empris assimilés (B6)
Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9),
Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B9 bis),
Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10),
Tableau des dépôts de la clientèle (B11),
Tableau des provisions (B14)
Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B21),
Tableau de répartition du capital (C1),
Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des 3 derniers exercices (C2),
Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos (C4)

Etats de synthèse agrégés au 31 décembre 2003

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Tableau des Flux de Trésorerie

Principales méthodes d'évaluation appliquées (A1),

Etat des dérogations (A2),

Etat des changements de méthodes (A3),

Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1),

Tableau des créances sur la clientèle (B2)

Tableau des titres de participation et empris assimilés (B6)

Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9),

Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B9 bis),

Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10),

Tableau des dépôts de la clientèle (B11),

Tableau des provisions (B14)

Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B21),

Tableau de répartition du capital (C1),

Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des 3 derniers exercices (C2),

Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos (C4)

Etats de synthèse agrégés au 31 décembre 2002

Bilan

Hors Bilan

Compte de Produits et Charges

Etat des Soldes de Gestion

Tableau des Flux de Trésorerie

Principales méthodes d'évaluation appliquées (A1),

Etat des dérogations (A2),

Etat des changements de méthodes (A3),

Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1),

Tableau des créances sur la clientèle (B2)

Tableau des titres de participation et empris assimilés (B6)

Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9),

Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B9 bis),

Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10),

Tableau des dépôts de la clientèle (B11),

Tableau des provisions (B14)

Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B21),

Tableau de répartition du capital (C1),

Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours des 3 derniers exercices (C2),

Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos (C4)

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES PAR BMCE BANK
Etats de Synthèse Consolidés

Notes Annexes aux Comptes Consolidés de BMCE Bank relatifs à l'exercice 2003

Notes annexes aux comptes consolidés

NOTES 1

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés du groupe BMCE BANK relatifs à l'exercice 2003 ont été établis conformément aux dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit « PCEC ».

Ils regroupent les comptes de BMCE BANK et ceux des principales filiales marocaines et étrangères composant le groupe BMCE BANK. Les comptes des filiales marocaines sont établis selon les règles et méthodes d'évaluation du PCEC. Les comptes des filiales étrangères BMCE INTERNATIONAL et LA BANQUE DU DEVELOPPEMENT DU MALI ayant été établis d'après les règles comptables du pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe BMCE BANK (cf. note de présentation des comptes individuels).

Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de BMCE BANK (comptes agrégés regroupant les comptes de l'activité Maroc ainsi que ceux de la succursale de Paris et de la banque off-shore) et filiales contrôlées par celle-ci ou sur lesquelles le groupe exerce une influence notable.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Intégration globale :

Cette méthode est appliquée aux entreprises contrôlées de manière exclusive et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale.

Le contrôle est présumé dès lors que BMCE BANK détient plus de 40 % des droits de vote de la filiale et qu'aucun autre associé ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne et ce, conformément aux seuils préconisés par le Code Général de Normalisation Comptable « CGNC ».

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires. L'influence dominante existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

Mise en équivalence

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 40 %, sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

Certaines participations, répondant aux critères définis ci-dessus, et dont l'importance par rapport aux comptes consolidés n'est pas significative, n'ont pas été consolidées.(cf Note 2).

Méthode de conversion des comptes en devises étrangères

Exprimés en EURO, le bilan et le hors bilan BMCE INTERNATIONAL sont convertis sur la base du cours de clôture. Les postes du comptes Produits et Charges sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. Les capitaux propres sont valorisés aux cours historiques. La différence de conversion entre le taux de clôture et le taux historique constitue un écart de conversion inscrit dans les capitaux propres consolidés.

Principaux retraitements

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

Ecarts d'acquisition

Le poste Ecarts d'acquisition figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de la situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de l'activité de la société acquise, des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'AL WATANIYA en 2000 avait dégagé un écart de première consolidation de 542 MDH dont un écart d'évaluation estimé selon le rapport d'expertise à 455 MDH.

Faute d'identification de cet écart, la totalité est constatée en écart d'acquisition.

Toutefois, en raison du but stratégique de l'opération, l'ensemble de cet écart a fait l'objet d'amortissements sur une période de 20 ans.

Opérations de crédit-bail et de location

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilée au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir, sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Elimination des écritures intra-groupe

Toutes les opérations entre les sociétés de l'ensemble consolidé par intégration globale et qui ont une incidence significative sur le bilan, le hors bilan et le compte de Produits et Charges ont été éliminées.

Ces éliminations portent sur deux catégories d'opérations :

- Celles qui affectent le résultat consolidé ou les réserves consolidées (notamment les dividendes internes).
- et celles qui ne l'affectent pas (comptes réciproques du bilan et du CPC).

Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour chaque filiale consolidée, l'ensemble des provisions ayant pour but de diminuer la charge fiscale (opérations en sursis d'imposition) ont été éliminées, exemple : provisions pour investissement, pour logement de personnel, et amortissement dérogatoire.

Charges fiscales

- Impôts courants :

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les établissements de Crédit est de 39.6 % sur le résultat réalisé au Maroc Hors la banque off-shore. L'activité de cette dernière a été exonérée d'impôt jusqu'au 31/12/2001. A partir du 1^{er} janvier 2002, cette entité obéit au régime applicable aux banques off shore soit une imposition forfaitaire de 25.000 USD.

La Succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal d'I/S est de 33.33 %.

Pour ce qui est de l'imposition des autres filiales, outre les assurances dont le taux est identique au secteur bancaire, le taux de l'I/S est de 35 %.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition et compte tenu de la conception étendue. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

Engagements sociaux

Les congés payés qui ne sont pas provisionnés dans les comptes individuels, sont retraités dans les comptes consolidés.

NOTES 2

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2003

Les comptes consolidés au 31/12/2003 regroupent les comptes individuels de BMCE BANK et de ses filiales les plus significatives, à savoir les huit filiales suivantes que BMCE BANK contrôle de manière exclusive :

- MAROC FACTORING
- SALAFIN
- MAGHREBAIL
- BMCE CAPITAL
- BMCE INTERNATIONAL
- BMCE CAPITAL BOURSE
- BMCE CAPITAL GESTION
- INTERFINA

Ainsi que les quatre filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- AL WATANIYA
- CASA F.MARKET
- ACMAR
- BDM
- RMI

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés ci-dessus, exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui figure à l'actif du bilan du groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du groupe.

- Les variations du périmètre :
 - Entrée dans le périmètre de consolidation du Radio Méditerranée Internationale.
 - Diminution de la participation dans le capital de Maghrébail de 46.83% à 35%.
 - Diminution de la participation dans le capital de SALAFIN de 100% à 97.09%.
- Exclusion du périmètre : Sont exclus également du périmètre les trois filiales suivantes :
 - BEMCOM
 - RANCH ADDAROCH
 - ARTEMIS CONSEIL
 - G N S
 - SICODEX
 - DOCUPRINT
 - M@FINANCE

Pour les raisons ci énumérées .

<u>BEMCOM :</u>	filiale détenue à concurrence de 75 % (25 % revenant à la Commune de Sidi Belyout). La situation juridique de cette filiale est encours de régularisation, l'opération de dissolution est en cours de finalisation.
<u>RANCH ADDAROCH :</u>	détenu à hauteur de 50 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable.
<u>ARTEMIS CONSEIL :</u>	détenu à hauteur de 80 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable
<u>G N S :</u>	détenu à hauteur de 20 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable
<u>SICODEX :</u>	détenu à hauteur de 74.02 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable
<u>DOCUPRINT :</u>	filiale détenue à hauteur de 100 %. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable
<u>M@FINANCE.COM :</u>	filiale détenue à hauteur de 20 %. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable

Notes Annexes aux Comptes Consolidés de BMCE Bank relatifs à l'exercice 2002

Notes annexes aux comptes consolidés

NOTES 1

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

La présentation des comptes consolidés du groupe BMCE BANK relatifs à l'exercice 2002 a été établie conformément aux dispositions préconisées par le « PCEC » Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Ces comptes consolidés regroupent les comptes de BMCE BANK et ceux des principales filiales marocaines et étrangères composant le groupe BMCE BANK. Les comptes des filiales marocaines sont établis selon les règles et méthodes d'évaluation du PCEC. Les comptes de la filiale étrangère BMCE INTERNATIONAL ayant été établis d'après les règles comptables du pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe BMCE BANK (cf. note de présentation des comptes individuels).

Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de BMCE BANK (comptes agrégés regroupant les comptes de l'activité Maroc ainsi que ceux de la succursale de Paris et de la banque off-shore) et filiales contrôlées par celle-ci ou sur lesquelles le groupe exerce une influence notable.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Intégration globale :

Cette méthode appliquée aux entreprises contrôlées de manière exclusive et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale.

Le contrôle est présumé dès lors que BMCE BANK détient plus de 40 % des droits de vote de la filiale et qu'aucun autre associé ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne et ce, conformément aux seuils préconisés par le CGNC.

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires. L'influence dominante existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

Mise en équivalence

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 40 % sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

Certaines participations, répondant aux critères définis ci-dessus, et dont l'importance par rapport aux comptes consolidés n'est pas significative n'ont pas été consolidées.(cf Note 2).

Méthode de conversion des comptes en devises étrangères

Exprimés en EURO, le bilan et le hors bilan BMCE INTERNATIONAL sont convertis sur la base du cours de clôture. Les postes du comptes Produits et Charges sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. Les capitaux propres sont valorisés aux cours historiques. La différence de conversion entre le taux de clôture et le taux historique constitue un écart de conversion inscrit dans les capitaux propres consolidés.

Principaux retraitements

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

Ecarts d'acquisition

Le poste Ecarts d'acquisition figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de la situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de l'activité de la société acquise, des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'AL WATANIYA en 2000 avait dégagé un écart de première consolidation de 542 MDH dont un écart d'évaluation estimé selon le rapport d'expertise à 455 MDH.

Faute d'identification de cet écart, la totalité est constatée en écart d'acquisition.

Toutefois, en raison du but stratégique de l'opération, l'ensemble de cet écart a fait l'objet d'amortissements sur une période de 20 ans.

Opérations de crédit-bail et de location

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilée au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Elimination des écritures intra-groupe

Toutes les opérations entre les sociétés de l'ensemble consolidé par intégration globale et qui ont une incidence significative sur le bilan, le hors bilan et le compte de Produits et Charges ont été éliminées.

Ces éliminations portent sur deux catégories d'opérations :

- Celles qui affectent le résultat consolidé ou les réserves consolidées (notamment les dividendes internes).
- et celles qui ne l'affectent pas (comptes réciproques du bilan et du CPC).

Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour chaque filiale consolidée, l'ensemble des provisions ayant pour but de diminuer la charge fiscale (opérations en sursis d'imposition) ont été éliminées, exemple : provisions pour investissement, pour logement de personnel, et amortissement dérogatoire.

Charges fiscales

- Impôts courants :

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 39.6 % sur le résultat réalisé au Maroc Hors la banque off-shore. L'activité de cette dernière a été exonérée d'impôt jusqu'au 31/12/2001. A partir du 1^{er} janvier 2002, cette entité obéit au régime applicable aux banques off shore soit un forfait de 25.000 USD.

La Succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal d'I/S est de 33.33 %.

Pour ce qui est de l'imposition des filiales, outre les assurances dont le taux est identique au secteur bancaire, le taux de l'I/S est de 35 %.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition et compte tenu de la conception étendue. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

Engagements sociaux

Les congés payés qui ne sont pas provisionnés dans les comptes individuels, sont retraités dans les comptes consolidés.

NOTES 2

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2002

Les comptes consolidés au 31/12/2002 regroupent les comptes individuels de BMCE BANK et de ses filiales les plus significatives, à savoir les huit filiales suivantes que BMCE BANK contrôle de manière exclusive :

- MAROC FACTORING
- SALAFIN
- MAGHREBAIL
- BMCE CAPITAL
- BMCE INTERNATIONAL
- M.I.T.
- MARFIN
- INTERFINA

Ainsi que les quatre filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- AL WATANIYA
- CASA F.MARKET
- ACMAR
- BDM

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés ci-dessus, exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui figure à l'actif du bilan du groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du groupe.

- Variation du périmètre : Entrée dans le périmètre de consolidation de la banque de développement du Mali, augmentation de la participation dans le capital Maghrébail de 45.85% à 46.83%, changement de méthode de consolidation d'Interfina, intégration globale au lieu de la mise en équivalence
- Exclusion du périmètre : Sont exclus également du périmètre les trois filiales suivantes :
 - BEMCOM
 - RANCH ADDAROCH
 - ARTEMIS CONSEIL

Pour les raisons ci énumérées .

BEMCOM :

filiale détenue à concurrence de 75 % (25 % revenant à la Commune de Sidi Belyout).

La situation juridique de cette filiale est encours de régularisation, l'opération de dissolution est entamée et aboutira avant le 31/08/2003

RANCH ADDAROCH :

détenu à hauteur de 50 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est de 50 % de 33.000.000 égale à la valeur nette comptable et inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable.

ARTEMIS CONSEIL :

détenu à hauteur de 80 % indirectement par le biais d'INTERFINA. La part dans la situation nette est de 12.009.120 égale à la valeur nette comptable et inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable

NOTES 3 : Dérogations

- Au niveau des comptes sociaux de la BMCE BANK, certains titres de placement ont été reclassés en titres de transaction et évalués en tant que tels à leur valeur de marché au 31 décembre 2002.

Ce reclassement justifié a eu pour impact une prise en compte d'une plus-value d'environ 58 millions de dirhams.

- Le Tableau de Flux de Trésorerie n'est pas établi.

Notes Annexes aux Comptes Consolidés de BMCE Bank relatifs à l'exercice 2001

Notes annexes aux comptes consolidés

NOTES 1

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

La présentation des comptes consolidés du groupe BMCE BANK relatifs à l'exercice 2001 a été établie conformément aux dispositions préconisées par le nouveau « PCEC » Plan Comptable des Etablissements de Crédit, à l'exception du tableau des flux de trésorerie.

Ces comptes consolidés regroupent les comptes de BMCE BANK et ceux des principales filiales marocaines et étrangères composant le groupe BMCE BANK. Les comptes de la filiale étrangère BMCE INTERNATIONAL ayant été établis d'après les règles comptables du pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe BMCE BANK (cf. note de présentation des comptes individuels).

Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de BMCE BANK (comptes agrégés regroupant les comptes de l'activité Maroc ainsi que ceux des agences de Paris et de Tanger Zone Franche) et filiales contrôlées par celle-ci ou sur lesquelles le groupe exerce une influence notable.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Intégration globale :

Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire. Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale.

Le contrôle est présumé dès lors que BMCE BANK détient plus de 40 % des droits de vote de la filiale et qu'aucun autre associé ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne et ce, conformément aux seuils préconisés par le CGNC.

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires. L'influence dominante existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

Mise en équivalence

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20 % et 40 % sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

Certaines participations, répondant aux critères définis ci-dessus, et dont l'importance par rapport aux comptes consolidés n'est pas significative n'ont pas été consolidées.(cf Note 2).

Méthode de conversion des comptes en devises étrangères

Exprimés en Pesetas espagnoles, le bilan et le hors bilan BMCE INTERNATIONAL sont convertis sur la base du cours de clôture. Les postes du comptes Produits et Charges sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. Les capitaux propres sont valorisés aux cours historiques. La différence de conversion entre le taux de clôture et le taux historique constitue un écart de conversion inscrit dans les capitaux propres consolidés.

Principaux retraitements

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

Ecarts d'acquisition

Le poste Ecarts d'acquisition figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de la situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de l'activité de la société acquise, des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'AL WATANIYA en 2000 avait dégagé un écart de première consolidation de 542 MDH dont un écart d'évaluation estimé selon le rapport d'expertise à 455 MDH.

Faute d'identification de cet écart, la totalité est constatée en écart d'acquisition.

Toutefois, en raison du but stratégique de l'opération, l'ensemble de cet écart a fait l'objet d'amortissements sur une période de 20 ans.

Opérations de crédit-bail et de location

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilée au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Elimination des écritures intra-groupe

Toutes les opérations entre les sociétés de l'ensemble consolidé par intégration globale et qui ont une incidence significative sur le bilan, le hors bilan et le compte de Produits et Charges ont été éliminées.

Ces éliminations portent sur deux catégories d'opérations :

- Celles qui affectent le résultat consolidé ou les réserves consolidées (notamment les dividendes internes).
- et celles qui ne l'affectent pas (comptes réciproques du bilan et du CPC).

Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour chaque filiale consolidée, l'ensemble des provisions ayant pour but de diminuer la charge fiscale (opérations en sursis d'imposition) ont été éliminées, exemple : provisions pour investissement, pour logement de personnel, et amortissement dérogatoire.

Charges fiscales

- Impôts courants :

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 39.6 % sur le résultat réalisé au Maroc Hors Tanger Zone Franche. L'activité de cette dernière est exonérée d'impôt jusqu'au 31/12/2001. A partir du 1^{er} janvier 2002, cette entité obéira au régime applicable aux banques off shore.

La Succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal d'I/S est de 33.33 %.

Pour ce qui est de l'imposition des filiales, outre les assurances dont le taux est identique au secteur bancaire, le taux de l'I/S est de 35 %.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition et compte tenu de la conception étendue. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

Engagements sociaux

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans les comptes individuels, toutefois, leur estimation est mentionnée au niveau de l'ETIC.

NOTES 2

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2001

Les comptes consolidés au 31/12/2001 regroupent les comptes individuels de BMCE BANK et de ses filiales les plus significatives, à savoir les sept filiales suivantes que BMCE BANK contrôle de manière exclusive :

- MAROC FACTORING
- SALAFIN
- MAGHREBAIL
- BMCE CAPITAL
- BMCE INTERNATIONAL
- M.I.T.
- MARFIN

Ainsi que les quatre filiales sur lesquelles BMCE BANK exerce une influence notable :

- AL WATANIYA
- INTERFINA
- CASA F.MARKET
- ACMAR

A noter que la part dans le capital de cette dernière a été ramenée courant 2001 de 35 % à 20 %, alors que notre participation dans le capital de BMCE INTERNATIONAL a été portée courant 2001 à 75 %.

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés ci-dessus, exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui figure à l'actif du bilan du groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du groupe.

Sont exclus également du périmètre les trois filiales présentées dans l'état A3.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES PAR BMCE BANK
Etats de Synthèse Agrégés

Notes de Présentation des Règles, Principes Comptables et
Méthodes d'Evaluation Appliquées relatifs à l'exercice 2004

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES,

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

1 - PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

1.1 - Les établissements de crédit doivent établir à la fin de chaque exercice comptable les états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.

1.2 - La représentation d'une image fidèle repose nécessairement sur le respect des 7 principes comptables fondamentaux.

1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.

1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.

1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger. Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.

1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus sont au nombre de sept.

Principe de continuité d'exploitation.

Principe de permanence des méthodes.

Principe du coût historique.

Principe de spécialisation des exercices.

Principe de prudence.

Principe de clarté.

Principe d'importance significative.

2.1. Présentation

Les états de synthèse comprennent :

- les comptes du Siège central
- les comptes des agences établies au Maroc
- les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (Paris, et Tanger off Shore).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

2.2 Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCE BANK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit .

2.3 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

· Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

· Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

· Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)

· Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

· Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

· Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses , douteuses ou compromises,

- Après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont, provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

· Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.

· Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

· Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet .(évolution favorable , remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Portefeuilles de titres

2.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

2.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance (détention inférieure ou égale à 6 mois).

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

2.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru exclu.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

2.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

2.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation
- Participations dans les entreprises liées
- Titres de l'activité du portefeuille et
- Autres emplois assimilés

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

2.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

2.6 Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

2.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du " taux de clôture ".

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste "écart de conversion".

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

2.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

2.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

<u>Nature</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
Immobilisations en recherche et développement	1 an
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

<u>Nature</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrain	Non amortissable
<u>Immeubles d'exploitation :</u>	
Construits avant 1986	20 ans
Construits après 1986	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	Non amortissable

2.10 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.11 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.12 Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges **Intérêts**

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base " flat " et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.13 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.14 Engagements de retraite

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

Notes de Présentation des Règles, Principes Comptables et
Méthodes d'Evaluation Appliquées relatifs à l'exercice 2003

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES.

1.1. Présentation

BMCE BANK est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1959. Les états de synthèse comprennent :

- les comptes du Siège central
- les comptes des agences établies au Maroc
- les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (Paris, et Tanger zone franche).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

1.2 Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCE BANK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit .

1.3 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle) .
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses , douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet. (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 Portefeuilles de titres

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance (détenition inférieure ou égale à 6 mois).

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru exclu.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation
- Participations dans les entreprises liées
- Titres de l'activité du portefeuille et
- Autres emplois assimilés

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis ; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture – cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

1.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

Une provision pour risques généraux de l'ordre de 150 millions de dirhams, dotée par prélèvement sur le résultat après impôts au titre de l'exercice 1999, qui avait le caractère de réserve, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait cette provision ne revêt plus le caractère de fonds propres.

1.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Droit au bail	Non amortissable
- Brevets et marques	Durée de protection des brevets
- Immobilisations en recherche et développement	1 an
- Logiciels informatiques	5 ans
- Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Terrain	Non amortissable
- Immeubles d'exploitation	Construits avant 1986 : 20 ans Construits après 1986 : 40 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel informatique	5 ans
- Matériel roulant	5 ans
- Agencements, aménagements et installations	10 ans
- Parts des sociétés civiles	Non amortissable

1.10 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.11 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.12 Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.13 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.14 Engagements de retraite

Les engagements de retraites (wissam al choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

Notes de Présentation des Règles, Principes Comptables et
Méthodes d'Evaluation Appliquées relatifs à l'exercice 2002

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES.

1.1. Présentation

BMCE BANK est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1959. Les états de synthèse comprennent :

- les comptes du Siège central
- les comptes des agences établies au Maroc
- les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (Paris, et Tanger zone franche).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

1.2 Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCE BANK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit .

1.3 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle) .
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses , douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet. (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 Portefeuilles de titres

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance (détenition inférieure ou égale à 6 mois).

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru exclu.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation
- Participations dans les entreprises liées
- Titres de l'activité du portefeuille et
- Autres emplois assimilés

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis ; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture – cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

1.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

Une provision pour risques généraux de l'ordre de 150 millions de dirhams, dotée par prélèvement sur le résultat après impôts au titre de l'exercice 1999, qui avait le caractère de réserve, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait cette provision ne revêt plus le caractère de fonds propres.

1.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Droit au bail	Non amortissable
- Brevets et marques	Durée de protection des brevets
- Immobilisations en recherche et développement	1 an
- Logiciels informatiques	5 ans
- Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Terrain	Non amortissable
- Immeubles d'exploitation	Construits avant 1986 : 20 ans Construits après 1986 : 40 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel informatique	5 ans
- Matériel roulant	5 ans
- Agencements, aménagements et installations	10 ans
- Parts des sociétés civiles	Non amortissable

1.10 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.11 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.12 Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.13 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES PAR BMCE BANK
Etats de Changement de Méthodes

**ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
AU 31 DECEMBRE 2003**

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESUSLTATS
I -Changements affectant les méthodes d'évaluation Comptabilisation en devises des titres de participation libellés en monnaies étrangères,	Traduction de l'image fidèle au niveau des immobilisations financières	1) Au niveau du bilan : - Ecart de conversion passif de l'ordre de 94 532 128,17 dh - Ecart de conversion actif de l'ordre de 19 297 548,89 dh, 2) Au niveau des résultats: Dotation d'une provision pour risque de change de l'ordre de 9 648 774,45 dh en couverture de l'écart de conversion actif
II - Changement affectant les règles de présentation		

ÉTATS DE SYNTHÈSE
Etats de Synthèse Consolidés au 30 juin 2004

BILAN CONSOLIDE
AU 30 JUIN 2004

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

ACTIF	30/06/2004	30/06/2003
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	6 346 302	3 363 957
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 246 019	7 117 328
. A vue	823 742	406 920
. A terme	8 422 277	6 710 408
Créances sur la clientèle	29 576 110	28 430 597
. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 266 510	14 780 625
. Crédits à l'équipement	9 467 361	8 814 900
. Crédits immobiliers	2 459 030	1 363 125
. Autres crédits	3 383 209	3 471 947
Créances acquises par affacturage	572 784	509 969
Titres de transaction et de placement	13 794 202	10 891 711
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 255 471	6 940 010
. Autres titres de créances	1 953 974	2 542 336
. Titres de propriété	4 584 757	1 409 365
Autres actifs	1 607 920	1 890 930
Titres d'investissement	604 120	609 304
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	29	29
. Autres titres de créance	604 091	609 275
Titres de participation de filiales non consolidées	2 419 278	2 541 554
Participation dans sociétés mises en équivalence	700 046	646 088
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	76 936	63 408
Immobilisations corporelles	1 094 664	1 049 979
Ecart d'acquisitions	445 121	486 121
Total de l'Actif	66 483 502	57 600 946

PASSIF	30/06/2004	30/06/2003
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 035 764	8 595 370
. A vue	699 527	996 858
. A terme	5 336 237	7 598 512
Dépôts de la clientèle	50 826 531	40 691 942
. Comptes à vue créditeurs	22 179 917	19 014 514
. Comptes d'épargne	8 069 119	7 149 132
. Dépôts à terme	15 678 177	10 186 676
. Autres comptes créditeurs	4 899 318	4 341 620
Titres de créance émis	999 804	751 085
. Titres de créance négociables	999 804	751 085
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 055 300	1 840 265
Provisions pour risques et charges	179 443	179 133
Provisions réglementées	54 682	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	4 476	5 681
Dettes subordonnées	500 000	-
Intérêts minoritaires	291 198	237 443
Part dans les réserves	277 743	229 393
Part dans le résultat	13 455	8 050
Ecart de réévaluation	-	-
Capital	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	3 551 116	3 360 267
Réserves consolidées	82 202	118 904
Report à nouveau	22 101	91
Résultat net de l'exercice	290 161	232 105
Ecart de conversion	3 210	1 146
Total du Passif	66 483 502	57 600 946

HORS BILAN	30/06/2004	30/06/2003
ENGAGEMENTS DONNES	12 038 808	11 146 604
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	478 248	809 098
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 281 815	3 389 045
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 826 367	1 841 296
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 452 378	5 107 165
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENT RECUS	1 674 998	1 100 135
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	414 669	186 687
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 227 064	874 224
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	33 265	39 224
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

PASSIF	30/06/2004	30/06/2003
Part du groupe	5 536 304	5 300 027
Part des intérêts minoritaires	291 198	237 443

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 30 JUIN 2004

(en milliers de Dhs)

	30/06/2004	30/06/2003		30/06/2004	30/06/2003
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 242 519	2 148 279	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	- 299 053	- 609 154
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	59 535	177 180	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 234 535	- 318 096
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 055 833	914 618	Pertes sur créances irrécouvrables	- 17 271	- 240 681
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	269 916	259 696	Autres dotations aux provisions	- 47 247	- 50 377
Produits sur titres de propriété	35 810	30 629			
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	43 538	354 336
Commissions sur prestations de service	209 735	144 189	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	24 401	274 860
Autres produits bancaires	611 690	621 967	Récupérations sur créances amorties	5 208	14 384
			Autres reprises de provisions	13 929	65 092
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	- 904 598	- 907 853	RESULTAT COURANT	403 127	334 784
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	- 76 990	- 127 090	Produits non courants	-	318 609
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	- 393 448	- 323 751	Charges non courantes	- 3 277	- 324 245
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	- 29 954	- 13 854	RESULTAT AVANT IMPOT	399 850	329 148
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	Impôt	- 134 130	- 117 147
Autres charges bancaires	- 404 206	- 443 158	Résultat MEE	- 55 801	- 47 157
			Amortissement des écarts d'acquisition	- 17 905	- 19 003
PRODUIT NET BANCAIRE	1 337 921	1 240 426	BENEFICE NET DE L'EXERCICE	303 616	240 155
Produits d'exploitation non bancaire	56 311	9 771	dont part groupe	290 161	232 105
Charges d'exploitation non bancaire	- 10 128	- 5 593	dont part minoritaire	13 455	8 050
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	- 725 462	- 655 002			
Charges de personnel	- 406 540	- 365 303			
Impôts et taxes	- 22 382	- 17 297			
Charges externes	- 222 804	- 204 492			
Autres charges générales d'exploitation	- 7 754	- 4 751			
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	- 65 982	- 63 159			

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 30 JUIN 2004

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	30/06/2004	30/06/2003
+ Intérêts et produits assimilés	1 382 719	1 349 425
- Intérêts et charges assimilées	503 305	464 695
MARGE D'INTERET	879 414	884 730
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	246 025	178 541
- Commissions servies	25 163	19 558
Marge sur commissions	220 862	158 983
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
-		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	174 437	126 338
-		
+ Résultat des opérations de change	69 150	31 136
-		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	12 440	1 084
Résultat des opérations de marché	231 147	158 558
+ Divers autres produits bancaires	36 294	41 444
- Divers autres charges bancaires	29 796	3 289
PRODUIT NET BANCAIRE	1 337 921	1 240 426
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	29 223	1 850
-		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	55 832	9 771
- Autres charges d'exploitation non bancaire	10 124	5 262
- Charges générales d'exploitation	725 462	655 002
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	628 944	591 783
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances		
-		
et engagements par signature en souffrance	212 278	279 996
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	13 539	22 998
RESULTAT COURANT	403 127	334 785
RESULTAT NON COURANT	3 277	5 636
- Impôt	134 130	117 148
Résultat MEE	55 801	47 157
Amortissement des écarts d'acquisition	17 905	19 003
		-
RESULTAT NET DE L EXERCICE	303 616	240 155

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(en milliers de Dhs)

	30/06/2004	30/06/2003
+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	303 616	240 155
-		
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	65 981	63 157
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	33 680	42 725
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées	1 927	3 589
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	3 667	36 647
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	41 253	854
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 211	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	145	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	6 018
- Reprises de subventions d'investissement recues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	364 350	318 143
-		
- Bénéfices distribués	-	-
+ AUTOFINANCEMENT	364 350	318 143
-		

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Consolidés au 31 décembre 2003

BILAN CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2003

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

ACTIF	31/12/2003	31/12/2002
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 612 727	3 554 069
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 869 961	7 736 241
. A vue	2 032 996	433 902
. A terme	6 836 965	7 302 339
Créances sur la clientèle	28 666 733	26 193 337
. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 388 416	14 247 283
. Crédits à l'équipement	8 894 950	8 076 763
. Crédits immobiliers	1 859 434	1 016 236
. Autres crédits	3 523 933	2 853 055
Créances acquises par affacturage	474 167	502 294
Titres de transaction et de placement	11 326 896	12 625 246
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 246 167	6 553 502
. Autres titres de créances	2 183 527	2 514 167
. Titres de propriété	897 202	3 557 577
Autres actifs	1 422 875	860 701
Titres d'investissement	638 488	558 618
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	29	29
. Autres titres de créance	638 459	558 589
Titres de participation de filiales non consolidées	2 481 663	2 554 461
Participation dans sociétés mises en équivalence	694 494	630 922
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	71 086	64 615
Immobilisations corporelles	1 061 098	1 024 285
Ecarts d'acquisitions	463 024	499 741
Total de l'Actif	61 783 212	56 804 530

PASSIF	31/12/2003	31/12/2002
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 227 554	7 781 320
. A vue	661 147	1 056 494
. A terme	4 566 407	6 724 826
Dépôts de la clientèle	47 829 768	41 451 517
. Comptes à vue créditeurs	23 254 685	19 390 648
. Comptes d'épargne	7 643 524	6 911 842
. Dépôts à terme	11 883 100	10 658 452
. Autres comptes créditeurs	5 048 459	4 490 575
Titres de créance émis	723 881	663 287
. Titres de créance négociables	723 881	663 287
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 505 029	1 200 336
Provisions pour risques et charges	205 659	178 874
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	3 958	4 522
Dettes subordonnées	500 000	-
Intérêts minoritaires	291 810	246 477
Part dans les réserves	272 913	233 007
Part dans le résultat	18 897	13 470
Ecarts de réévaluation	-	-
Capital	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	3 401 510	3 301 138
Réserves consolidées	96 326	214 160
Report à nouveau	91	34
Résultat net de l'exercice	404 109	178 263
Ecarts de conversion	6 003	2 912
Total du Passif	61 283 212	56 804 530

HORS BILAN	31/12/2003	31/12/2002
ENGAGEMENTS DONNES	12 007 383	11 994 990
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	802 694	1 478 721
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 088 107	3 847 710
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 682 706	1 779 101
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 433 876	4 889 458
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENT RECUS	1 290 920	1 240 695
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	119 642	75 897
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 135 777	1 123 296
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	35 501	41 502
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2003

(en milliers de Dhs)

	31/12/2003	31/12/2002		31/12/2003	31/12/2002
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 323 189	3 902 376	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 068 324	1 062 638
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	176 751	414 251	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	690 656	626 213
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 026 609	1 795 696	Pertes sur créances irrécouvrables	284 581	349 030
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	523 515	541 951	Autres dotations aux provisions	93 087	87 395
Produits sur titres de propriété	38 762	27 728			
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	566 946	418 105
Commissions sur prestations de service	384 756	359 557	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	410 428	362 745
Autres produits bancaires	1 172 796	763 193	Récupérations sur créances amorties	34 380	14 238
			Autres reprises de provisions	122 138	41 122
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 857 775	1 527 600			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	206 393	223 219	RESULTAT COURANT	596 802	335 211
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	689 975	788 649	Produits non courants	-	276 194
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	44 122	14 763	Charges non courantes	-	272 852
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-			
Autres charges bancaires	917 285	500 969	RESULTAT AVANT IMPOT	596 802	338 553
			Impôt	203 360	146 771
PRODUIT NET BANCAIRE	2 465 414	2 374 776	Résultat MEE	66 684	36 647
Produits d'exploitation non bancaire	73 939	31 144	Amortissement des écarts d'acquisition	37 120	36 696
Charges d'exploitation non bancaire	42 103	6 055			
			BENEFICE NET DE L'EXERCICE	423 006	191 733
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 399 070	1 420 121	dont part groupe	404 109	178 263
Charges de personnel	785 293	881 062	dont part minoritaire	18 897	13 470
Impôts et taxes	24 639	31 759			
Charges externes	445 252	368 516			
Autres charges générales d'exploitation	9 422	11 514			
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	134 464	127 270			

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2003

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/2003	31/12/2002
+ Intérêts et produits assimilés	2 724 011	2 751 898
- Intérêts et charges assimilées	- 942 049	- 1 026 631
MARGE D'INTERET	1 781 962	1 725 267
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	464 113	433 967
- Commissions servies	- 49 835	- 34 058
Marge sur commissions	414 278	399 909
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	42	42 753
-		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	208 320	133 823
-		
+ Résultat des opérations de change	89 765	141 904
-		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 15 620	- 10 246
Résultat des opérations de marché	282 507	222 728
+ Divers autres produits bancaires	48 700	99 148
- Divers autres charges bancaires	- 62 033	- 72 276
PRODUIT NET BANCAIRE	2 465 414	2 374 776
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	34 431	42 347
-		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	25 852	31 144
- Autres charges d'exploitation non bancaire	- 12 225	- 4 945
- Charges générales d'exploitation	- 1 399 070	- 1 420 121
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 114 402	938 507
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances		
-		
et engagements par signature en souffrance	- 530 428	- 598 260
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	12 828	5 036
RESULTAT COURANT	596 802	335 211
RESULTAT NON COURANT	-	3 342
- Impôt	- 203 360	- 146 771
Résultat MEE	66 684	36 647
Amortissement des écarts d'acquisition	- 37 120	- 36 696
RESULTAT NET DE L EXERCICE	423 006	191 733

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(en milliers de Dhs)

	31/12/2003	31/12/2002
+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	423 006	191 733
-		
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	132 640	127 270
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	49 901	73 147
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées	7 489	2 593
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	- 71 551	- 6 237
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 4 211	- 1 617
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 060	1 487
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	- 49 395	- 3 744
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	29 862	1 108
- Reprises de subventions d'investissement recues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	519 801	385 740
-		
- Bénéfices distribués	- 261 664	- 249 274
+ AUTOFINANCEMENT	258 137	136 466
-		

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES
AU 31 DECEMBRE 2003

Etat A.1

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
MAROC FACTORING	243, Bld Mohammed V Casablanca	15 000 000	95,00%	95,00%	5 437	I.G.
SALAFIN	ZENITH MILLENIUM Immeuble 8 Sidi Maarouf Casablanca	103 000 000	97,09%	97,09%	32 630	I.G.
MAGHREBAIL	45, b/c My Youssef Casablanca	102 532 000	35,00%	35,00%	-719	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	MADRID ESPAGNE	Ptas3 000 000 000	75,00%	75,00%	4 654	I.G.
BMCE CAPITAL	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	100 000 000	100,00%	100,00%	5 837	I.G.
BMCE Capital Bourse	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	10 000 000	100,00%	100,00%	3 672	I.G.
BMCE Capital Gestion	140, Avenue Hassan IICasablanca	5 000 000	100,00%	100,00%	12 112	I.G.
INTERFINA	5, Bld Abdellatif Ben Kaddour Casablanca	210 000 000	100,00%	100,00%	-43 486	I.G.
AL WATANIYA	83, Av. des FAR Casablanca	1 105 450 000	21,85%	21,85%	28 367	M E E
CFM	5/7 Rue Ibnou Toufail Casablanca	114 862 500	33,33%	33,33%	2 290	M E E
ACMAR	243, Bld Mohammed V Casablanca	50 000 000	20,00%	20,00%	-1 028	M E E
BDM	BAMAKO MALI	Fcfa 3 759 560 000	20,73%	20,73%	8 468	M E E
RMI	3/5 Rue Emsallah Tanger	11 000 000	23,18%	23,18%	1553	M E E

LISTE DES ENTREPRISES ENTREES ET DES ENTREPRISES SORTIES
DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

DU 01/01/2003 AU 31/12/2003.

Dénomination	Adresse
Entreprises entrées - Radio Méditerranée Internationale S.A - - - - - Entreprises sorties - - - - - - -	3/5 Rue Emsallah Tanger

Commentaires:

LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2003

DENOMINATION	ADRESSE	MONTANT DES CAPITAUX PROPRES	VALEUR COMPTABLE NETTE DES TITRES DETENUS	% DE CONTROLE	% D'INTERETS	MONTANT DU RESULTAT DU DERNIER EXERCICE	MOTIFS JUSTIFIANT L'EXCLUSION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION
B E M C O M	140 AVENUE HASSAN II CASABLANCA	94 000 000	70 500 000	75%	75%	- 18 280 572	DISSOLUTION EN COURS BIENS MAINTENUS EN STOCK EN ATTENDANT LEUR AFFECTATION JURIDIQUE DANS LA COMMUNE DE SIDI BELYOUT
RANCH ADDAROUCHE	27 AVENUE D'ALGER RABAT	29 653 635	33 000 000	50%	50%	3 485 159	SITUATION NETTE INFÉRIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTRÉE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION
ARTEMIS CONSEIL	4 RUE MOLIERE BOULEVARD D'ANFA CASABLANCA	10 457 824	13 944 645	80%	80%	- 3 643 481	SITUATION NETTE INFÉRIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTRÉE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A cette liste, s'ajoute 7 autres participations (Martko, Eurochèque, M@Finance.com, Consultitres et Sitva) dont les capitaux propres ne sont pas significatifs eu égard au seuil de consolidation.

**TITRES MIS EN EQUIVALENCE
AU 31/12/2003**

TITRES	% DE DETENTION	VALEUR NETTE COMPTABLE	VALEUR MEE
AL WATANIYA	21,85%	958 510	549 787
ACMAR	20,00%	10 001	9 842
BDM	20,73%	68 571	68 394
RMI	23,18%	2 500	24 250
CASA FINANCE MARKET	33,33%	38 420	42 222
TOTAL		1 078 002	694 495

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Consolidés au 31 décembre 2002

BILAN CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2002

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

ACTIF	31/12/2002	31/12/2001
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 554 069	506 813
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 736 241	10 785 036
. A vue	433 902	1 324 014
. A terme	7 302 339	9 461 022
Créances sur la clientèle	26 193 337	25 693 626
. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 247 283	14 124 203
. Crédits à l'équipement	8 076 763	7 269 140
. Crédits immobiliers	1 016 236	615 776
. Autres crédits	2 853 055	3 684 507
Créances acquises par affacturage	502 294	428 508
Titres de transaction et de placement	12 625 246	8 728 312
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 553 502	6 792 404
. Autres titres de créances	2 514 167	1 755 882
. Titres de propriété	3 557 577	180 026
Autres actifs	860 701	784 106
Titres d'investissement	558 618	242 654
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	29	242 654
. Autres titres de créance	558 589	
Titres de participation de filiales non consolidées	2 554 461	1 943 384
Participation dans sociétés mises en équivalence	630 922	796 012
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	64 615	51 835
Immobilisations corporelles	1 024 285	1 054 427
Ecarts d'acquisitions	499 741	533 443
Total de l'Actif	56 804 530	51 548 156

PASSIF	31/12/2002	31/12/2001
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 781 320	5 737 998
. A vue	1 056 494	1 265 316
. A terme	6 724 826	4 472 682
Dépôts de la clientèle	41 451 517	38 609 385
. Comptes à vue créditeurs	19 390 648	16 261 278
. Comptes d'épargne	6 911 842	6 237 573
. Dépôts à terme	10 658 452	11 146 227
. Autres comptes créditeurs	4 490 575	4 964 307
Titres de créance émis	663 287	387 177
. Titres de créance négociables	663 287	387 177
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 200 336	1 035 972
Provisions pour risques et charges	178 874	182 233
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	4 522	2 818
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts minoritaires	246 477	245 115
Part dans les réserves	233 007	224 309
Part dans le résultat	13 470	20 806
Ecarts de réévaluation	-	-
Capital	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	3 301 138	3 263 049
Réserves consolidées	214 160	111 716
Report à nouveau	34	91
Résultat net de l'exercice	178 263	416 005
Ecarts de conversion	2 912	30 917
Total du Passif	56 804 530	51 548 156

HORS BILAN	31/12/2002	31/12/2001
ENGAGEMENTS DONNES	11 994 990	13 725 931
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	1 478 721	2 598 788
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 847 710	4 492 098
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 779 101	2 040 189
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 889 458	4 594 856
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENT RECUS	1 240 695	1 088 371
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	75 897	129 625
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 123 296	910 540
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	41 502	48 206
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2002

(en milliers de Dhs)

	31/12/2002	31/12/2001		31/12/2002	31/12/2001
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 902 376	4 186 890	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 062 638	679 691
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	414 251	451 187	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	626 213	410 336
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 795 696	1 895 977	Pertes sur créances irrécouvrables	349 030	248 175
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	541 951	537 204	Autres dotations aux provisions	87 395	21 180
Produits sur titres de propriété	27 728	52 677			
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	418 105	368 513
Commissions sur prestations de service	359 557	270 309	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	362 745	300 410
Autres produits bancaires	763 193	979 536	Récupérations sur créances amorties	14 238	21 115
			Autres reprises de provisions	41 122	46 988
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 527 600	1 890 608			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	223 219	255 570	RESULTAT COURANT	335 211	660 844
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	788 649	918 297	Produits non courants	276 194	1 938
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	14 763	19 003	Charges non courantes	272 852	110
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-			
Autres charges bancaires	500 969	697 738	RESULTAT AVANT IMPOT	338 553	662 672
			Impôt	146 771	224 403
PRODUIT NET BANCAIRE	2 374 776	2 296 282	Résultat MEE	36 647	34 820
Produits d'exploitation non bancaire	31 144	55 997	Amortissement des écarts d'acquisition	36 696	36 278
Charges d'exploitation non bancaire	6 055	10 139			
			BENEFICE NET DE L'EXERCICE	191 733	436 811
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 420 121	1 370 118	dont part groupe	178 263	416 005
Charges de personnel	881 062	720 602	dont part minoritaire	13 470	20 806
Impôts et taxes	31 759	24 371			
Charges externes	368 516	505 684			
Autres charges générales d'exploitation	11 514	1 420			
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	127 270	118 041			

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2002

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/2002	31/12/2001
+ Intérêts et produits assimilés	2 751 898	2 884 362
- Intérêts et charges assimilées	- 1 026 631	- 1 192 870
MARGE D'INTERET	1 725 267	1 691 492
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	433 967	362 949
- Commissions servies	- 34 058	- 31 886
Marge sur commissions	399 909	331 063
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	- 42 753	
-		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	133 823	39 923
-		
+ Résultat des opérations de change	141 904	154 110
-		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 10 246	- 2 409
Résultat des opérations de marché	222 728	191 624
+ Divers autres produits bancaires	99 148	102 500
- Divers autres charges bancaires	- 72 276	- 20 397
PRODUIT NET BANCAIRE	2 374 776	2 296 282
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	- 42 347	36 346
-		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	31 144	21 131
- Autres charges d'exploitation non bancaire	- 4 945	- 10 139
- Charges générales d'exploitation	- 1 420 121	- 1 370 115
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	938 507	973 505
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances		
-		
et engagements par signature en souffrance	- 598 260	- 336 986
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 5 036	24 325
RESULTAT COURANT	335 211	660 844
RESULTAT NON COURANT	3 342	1 828
- Impôt	- 146 771	- 224 403
Résultat MEE	36 647	34 820
Amortissement des écarts d'acquisition	- 36 696	- 36 278
RESULTAT NET DE L EXERCICE	191 733	436 811

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(en milliers de Dhs)

	31/12/2002	31/12/2001
+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	191 733	436 811
-		
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	127 270	118 058
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	73 147	24 637
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées	2 593	1 199
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	- 6 237	- 54 802
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 1 617	- 2 240
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 487	3 353
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	- 3 744	- 35 373
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	1 108	
- Reprises de subventions d'investissement recues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	385 740	491 643
-		
- Bénéfices distribués	- 249 274	- 227 626
+ AUTOFINANCEMENT	136 466	264 017
-		

**LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES
AU 31 DECEMBRE 2002**

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
MAROC FACTORING	243, Bld Mohammed V Casablanca	15 000 000	95,00%	95,00%	5 261	I.G.
SALAFIN	Im.lman centre 9ème étage Casablanca	100 000 000	100,00%	100,00%	22 463	I.G.
MAGHREBAIL	45, blc My Youssef Casablanca	102 532 000	46,83%	46,83%	4 995	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	MADRID ESPAGNE	Ptas3 000 000 000	75,00%	75,00%	6 857	I.G.
BMCE CAPITAL	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	100 000 000	100,00%	100,00%	-6 608	I.G.
MIT	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	10 000 000	67,50%	67,50%	-4 707	I.G.
MARFIN	140, Avenue Hassan IICasablanca	5 000 000	100,00%	100,00%	11 646	I.G.
INTERFINA	5, Bld Abdellatif Ben Kaddour Casablanca	210 000 000	100,00%	100,00%	-64 142	I.G.
AL WATANIYA	83, Av. des FAR Casablanca	1 105 450 000	21,85%	21,85%	-528	M E E
CFM	5/7 Rue Ibnou Toufail Casablanca	114 862 500	33,33%	33,33%	3 676	M E E
ACMAR	243, Bld Mohammed V Casablanca	25 000 000	20,00%	20,00%	248	M E E
BDM	BAMAKO MALI	Fcfa 3 759 560 000	20,73%	20,73%	6 988	M E E

LISTE DES ENTREPRISES ENTREES ET DES ENTREPRISES SORTIES
DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

DU 01/01/2002 AU 31/12/2002.

Dénomination	Adresse
Entreprises entrées - Banque de développement du Mali-SA - - - - - Entreprises sorties - - - - - - -	Avenue MODIBO KEITA - BAMAKO - MALI

Commentaires:

LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2002

DENOMINATION	ADRESSE	MONTANT DES CAPITAUX PROPRES	VALEUR COMPTABLE NETTE DES TITRES DETENUS	% DE CONTROLE	% D'INTERETS	MONTANT DU RESULTAT DU DERNIER EXERCICE	MOTIFS JUSTIFIANT L'EXCLUSION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION
B E M C O M	140 AVENUE HASSAN II CASABLANCA	94 000 000	70 500 000	75%	75%	- 18 280 572	BIENS MAINTENUS EN STOCK EN ATTENDANT LEUR AFFECTATION JURIDIQUE AVEC LA COMMUNE DE SIDI BEL YOUT
RANCH ADDAROUCHE	27 AVENUE D'ALGER RABAT	29 653 635	33 000 000	50%	50%	3 485 159	SITUATION NETTE INFERIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTREE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION
ARTEMIS CONSEIL	4 RUE MOLIERE BOULEVARD D'ANFA CASABLANCA	10 457 824	13 944 645	80%	80%	- 3 643 481	SITUATION NETTE INFERIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTREE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

A cette liste, s'ajoute 7 autres participations (Martko, Eurochèque, Conseil Ingénierie et développement, Eumagex, M@Finance.com, Consultitres et Sitva) dont les capitaux propres ne sont pas significatifs eu égard au seuil de consolidation.

**TITRES MIS EN EQUIVALENCE
AU 31/12/2002**

TITRES	% DE DETENTION	VALEUR NETTE COMPTABLE	VALEUR MEE
AL WATANIYA	21,85%	958 510	521 945
ACMAR	20,00%	5 000	5 952
BDM	20,73%	58 342	60 031
CASA FINANCE MARKET	33,33%	38 420	42 994
TOTAL		1 060 272	630 922

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Consolidés au 31 décembre 2001

BILAN CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2001

(en milliers de Dhs) (en milliers de Dhs)

ACTIF	31/12/2001	31/12/2000
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	506 813	1 634 486
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	10 785 036	9 430 300
. A vue	1 324 014	1 275 070
. A terme	9 461 022	8 155 230
Créances sur la clientèle	25 693 626	24 537 529
. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 124 203	13 757 483
. Crédits à l'équipement	7 269 140	6 683 090
. Crédits immobiliers	615 776	874 145
. Autres crédits	3 684 507	3 222 811
Créances acquises par affacturage	428 508	536 888
Titres de transaction et de placement	8 728 312	6 254 610
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 792 404	4 846 205
. Autres titres de créances	1 755 882	1 272 133
. Titres de propriété	180 026	134 476
Autres actifs	784 106	599 393
Titres d'investissement	242 654	2 476 314
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	242 654	2 475 917
. Autres titres de créance		397
Titres de participation de filiales non consolidées	1 943 384	1 324 672
Participation dans sociétés mises en équivalence	796 012	806 864
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	51 835	33 207
Immobilisations corporelles	1 054 427	917 292
Ecart d'acquisitions	533 443	569 340
Total de l'Actif	51 548 156	49 120 895

PASSIF	31/12/2001	31/12/2000
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 737 998	5 175 905
. A vue	1 265 316	1 139 024
. A terme	4 472 682	4 036 881
Dépôts de la clientèle	38 609 385	37 332 561
. Comptes à vue créditeurs	16 261 278	14 284 310
. Comptes d'épargne	6 237 573	5 306 951
. Dépôts à terme	11 146 227	12 489 575
. Autres comptes créditeurs	4 964 307	5 251 725
Titres de créance émis	387 177	170 752
. Titres de créance négociables	387 177	170 752
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	1 035 972	851 459
Provisions pour risques et charges	182 233	186 513
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	2 818	1 596
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts minoritaires	245 115	244 485
Part dans les réserves	224 309	225 790
Part dans le résultat	20 806	18 695
Ecart de réévaluation	-	-
Capital	1 587 514	1 587 514
Réserves et primes liées au capital	3 263 049	2 967 312
Réserves consolidées	111 716	83 097
Report à nouveau	91	9 196
Résultat net de l'exercice	416 005	585 509
Ecart de conversion	- 30 917	- 56 613
Total du Passif	51 548 156	49 120 895

HORS BILAN	31/12/2001	31/12/2000
ENGAGEMENTS DONNES	13 725 931	13 324 320
Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	2 598 788	3 722 639
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 492 098	3 733 698
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 040 189	1 623 761
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 594 856	4 244 222
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENT RECUS	1 088 371	499 263
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	129 625	38 526
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	910 540	406 992
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	48 206	53 745
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2001

(en milliers de Dhs)

	31/12/2001	31/12/2000		31/12/2001	31/12/2000
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 186 890	3 423 621	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	679 691	656 055
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	451 187	282 870	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	410 336	357 826
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 895 977	2 029 412	Pertes sur créances irrécouvrables	248 175	173 948
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	537 204	422 355	Autres dotations aux provisions	21 180	124 280
Produits sur titres de propriété	52 677	46 403			
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location			REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	368 513	251 313
Commissions sur prestations de service	270 309	253 364	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	300 410	227 791
Autres produits bancaires	979 536	389 217	Récupérations sur créances amorties	21 115	21 542
			Autres reprises de provisions	46 988	1 980
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 890 608	1 374 845			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	255 570	285 227	RESULTAT COURANT	660 844	716 558
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	918 297	833 075	Produits non courants	1 938	688
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	19 003	10 421	Charges non courantes	110	300
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-			
Autres charges bancaires	697 738	246 122	RESULTAT AVANT IMPOT	662 672	716 946
			Impôt	224 403	162 506
PRODUIT NET BANCAIRE	2 296 282	2 048 776	Résultat MEE	34 820	86 123
Produits d'exploitation non bancaire	55 997	347 782	Amortissement des écarts d'acquisition	36 278	36 359
Charges d'exploitation non bancaire	10 139	29 156			
			BENEFICE NET DE L'EXERCICE	436 811	604 204
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 370 118	1 246 102	dont part groupe	416 005	585 509
Charges de personnel	720 602	711 176	dont part minoritaire	20 806	18 695
Impôts et taxes	24 371	22 011			
Charges externes	505 684	388 742			
Autres charges générales d'exploitation	1 420	7 820			
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	118 041	116 352			

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2001

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	31/12/2001	31/12/2000
+ Intérêts et produits assimilés	2 884 362	2 734 665
- Intérêts et charges assimilées	- 1 192 870	- 1 128 723
MARGE D'INTERET	1 691 492	1 605 942
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	362 949	325 227
- Commissions servies	- 31 886	- 33 822
Marge sur commissions	331 063	291 405
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
-		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	39 923	21 676
-		
+ Résultat des opérations de change	154 110	141 118
-		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 2 409	- 473
Résultat des opérations de marché	191 624	162 321
+ Divers autres produits bancaires	102 500	64 389
- Divers autres charges bancaires	- 20 397	- 75 281
PRODUIT NET BANCAIRE	2 296 282	2 048 776
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	36 346	180 972
-		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	21 131	28 886
- Autres charges d'exploitation non bancaire	- 10 139	- 21 190
- Charges générales d'exploitation	- 1 370 115	- 1 246 102
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	973 505	991 342
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances		
-		
et engagements par signature en souffrance	- 336 986	- 281 322
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	24 325	6 538
RESULTAT COURANT	660 844	716 558
RESULTAT NON COURANT	1 828	388
- Impôt	- 224 403	- 162 506
Résultat MEE	34 820	86 123
Amortissement des écarts d'acquisition	- 36 278	- 36 359
RESULTAT NET DE L EXERCICE	436 811	604 204

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(en milliers de Dhs)

	31/12/2001	31/12/2000
+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	436 811	604 204
-		
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	118 058	116 352
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	24 637	105 245
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations au provisions réglementées	1 199	176
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	- 54 802	- 787
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 2 240	- 2 383
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	3 353	852
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	- 35 373	- 318 588
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		7 966
- Reprises de subventions d'investissement recues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	491 643	513 037
-		
- Bénéfices distribués	- 227 626	- 309 002
+ AUTOFINANCEMENT	264 017	204 035
-		

**LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES
AU 31 DECEMBRE 2001**

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
MAROC FACTORING	243, Bld Mohammed V Casablanca	15 000 000	95%	95%	4 385	I.G.
SALAFIN	Im.lman centre 9ème étage Casablanca	100 000 000	100%	100%	20 236	I.G.
MAGHREBAIL	45, blc My Youssef Casablanca	102 532 000	45,85%	45,85%	8 643	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	MADRID ESPAGNE	Ptas3 000 000 000	75,00%	75,00%	8 875	I.G.
BMCE CAPITAL	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	100 000 000	100%	100%	42 276	I.G.
MIT	Tour BMCE BANK RP Hassan II Casa	10 000 000	67,50%	67,50%	-226	I.G.
MARFIN	140, Avenue Hassan IICasablanca	5 000 000	100%	100%	10 370	I.G.
INTERFINA	5, Bld Abdellatif Ben Kaddour Casablanca	210 000 000	100%	100%	-20 786	M E E
AL WATANIYA	83, Av. des FAR Casablanca	1 105 450 000	21,85%	21,85%	22 776	M E E
CFM	5/7 Rue Ibnou Toufail Casablanca	114 862 500	33,40%	33,40%	3 035	M E E
ACMAR	243, Bld Mohammed V Casablanca	25 000 000	20%	20%	-5	M E E

LISTE DES ENTREPRISES LAISSEES EN DEHORS DE LA CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2001

DENOMINATION	ADRESSE	MONTANT DES CAPITAUX PROPRES	VALEUR COMPTABLE NETTE DES TITRES DETENUS	% DE CONTROLE	% D'INTERETS	MONTANT DU RESULTAT DU DERNIER EXERCICE	MOTIFS JUSTIFIANT L'EXCLUSION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION
B E M C O M	140 AVENUE HASSAN II CASABLANCA	94 000 000	70 500 000	75%	75%	- 29 753	BIENS MAINTENUS EN STOCK EN ATTENDANT LEUR AFFECTATION JURIDIQUE AVEC LA COMMUNE DE SIDI BELYOUT
RANCH ADDAROUCHE	27 AVENUE D'ALGER RABAT	29 653 635	33 000 000	50%	50%	3 485 159	SITUATION NETTE INFÉRIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTRÉE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION
ARTEMIS CONSEIL	4 RUE MOLIERE BOULEVARD D'ANFA CASABLANCA	10 013 312	12 009 000	80%	80%	265 139	SITUATION NETTE INFÉRIEURE AU SEUIL FIXE POUR L'ENTRÉE DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

TITRES MIS EN EQUIVALENCE
AU 31/12/2001

TITRES	% DE DETENTION	VALEUR NETTE COMPTABLE	VALEUR MEE
AL WATANIYA	21,85%	958 510	522 997
ACMAR	20%	5 000	5 703
INTERFINA	100%	252 917	224 783
CASA FINANCE MARKET	33,34%	38 420	42 529
TOTAL		1 254 847	796 012

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Agrégés au 31 décembre 2004

BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2004

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

0 1 1	31	12	2004	0 4 0	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	ACTIF	31/12/2004	31/12/2003
A110	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 391 337	5 607 500
A210	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	11 606 497	9 707 284
A211	. A vue	1 978 509	2 300 268
A212	. A terme	9 627 988	7 407 016
B110	Créances sur la clientèle	26 426 804	24 461 765
B111	. Crédits de trésorerie et à la consommation	14 499 573	13 970 628
B112	. Crédits à l'équipement	5 885 428	5 136 121
B113	. Crédits immobiliers	3 224 957	1 852 470
B119	. Autres crédits	2 816 846	3 502 546
B230	Créances acquises par affacturage		-
D110	Titres de transaction et de placement	14 530 881	11 420 080
D111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 542 115	8 246 167
D112	. Autres titres de créances	2 237 044	2 333 515
D113	. Titres de propriété	3 751 722	840 398
E110	Autres actifs	1 268 976	1 119 005
F110	Titres d'investissement	509 661	638 459
F111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
F112	. Autres titres de créance	509 661	638 459
F210	Titres de participation et emplois assimilés	3 508 954	3 858 501
F310	Créances subordonnées	-	-
F410	Immobilisations données en crédit-bail et en location		-
F510	Immobilisations incorporelles	70 808	64 537
F610	Immobilisations corporelles	1 211 813	971 232
T001	Total de l'Actif	64 525 731	57 848 363

BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2004

0 1 1	31	12	2004	0 4 0	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	PASSIF	31/12/2004	31/12/2003
G110	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
G210	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 418 937	3 796 508
G211	. A vue	619 217	509 916
G212	. A terme	2 799 720	3 286 592
J110	Dépôts de la clientèle	53 263 833	47 305 065
J111	. Comptes à vue créditeurs	23 321 974	23 191 558
J112	. Comptes d'épargne	8 540 900	7 636 825
J113	. Dépôts à terme	16 674 861	11 865 898
J119	. Autres comptes créditeurs	4 726 098	4 610 784
k110	Titres de créance émis	-	-
K111	. Titres de créance négociables	-	-
K112	. Emprunts obligataires	-	-
K119	. Autres titres de créance émis	-	-
L110	Autres passifs	1 420 012	639 155
M 110	Provisions pour risques et charges	216 009	195 416
M210	Provisions réglementées	54 682	-
M310	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
M410	Dettes subordonnées	500 000	500 000
M510	Ecart de réévaluation	-	-
M530	Réserves et primes liées au capital	3 536 934	3 401 510
M610	Capital	1 587 514	1 587 514
M710	Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
M810	Report à nouveau (+/-)	22 100	91
M850	Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	15 304
M910	Résultat net de l'exercice (+/-)	505 710	407 800
T002	Total du Passif	64 525 731	57 848 363

HORS BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2004

0 1 1	31	12	2004	40	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	HORS BILAN	31/12/2004	31/12/2003
H010	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	11 053 099	10 832 160
H011	Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	584 296	997 032
H012	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 179 956	3 755 870
H015	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 953 234	1 676 793
H016	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 335 613	4 402 465
H017	Titres achetés à réméré		
H018	Autres titres à livrer		
H020	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	465 976	665 596
H021	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
H025	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	432 809	630 095
H026	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	33 167	35 501
H027	Titres vendus à réméré		
H028	Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ACTIVITEE AGREGEE

AU 31/12/2004

Nom de l'établissement :

BMCE BANK

11	31	12	2004	0 4 1	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2004	31/12/2003
P000	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 970 165	3 965 430
P100	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	206 223	222 014
P200	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 683 333	1 651 741
P310	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	505 957	522 689
P340	Produits sur titres de propriété	110 203	96 372
P400	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
P500	Commissions sur prestations de service	350 494	328 633
P600	Autres produits bancaires	1 113 955	1 143 981
C 000	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 528 644	1 736 554
C 100	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	80 805	133 063
C 200	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	786 032	686 521
C 300	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
C 400	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
C 600	Autres charges bancaires	661 807	916 970
T003	PRODUIT NET BANCAIRE	2 441 521	2 228 876
P700	Produits d'exploitation non bancaire	69 671	76 634
C 700	Charges d'exploitation non bancaire	132 445	24 835
C 800	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 316 441	1 241 963
C 810	Charges de personnel	699 931	676 124
C 820	Impôts et taxes	35 136	21 490
C 830	Charges externes	454 438	415 493
C 840	Autres charges générales d'exploitation	4 987	6 715
C 850	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	121 949	122 141

0 1 1	31	12	2004	0 4 1	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Code monnaie

Code ligne		31/12/2004	31/12/2003
C 910	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	673 926	973 258
C 911	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	359 080	629 740
C 912	Pertes sur créances irrécouvrables	175 167	284 395
C 919	Autres dotations aux provisions	139 679	59 123
P 910	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	352 844	496 891
P 911	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	308 044	400 559
P 912	Récupérations sur créances amorties	34 561	33 780
P 919	Autres reprises de provisions	10 239	62 552
T 004	RESULTAT COURANT	741 224	562 345
P 950	Produits non courants		
C 950	Charges non courantes		
T 005	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	741 224	562 345
C 970	Impôts sur les résultats	235 514	154 545
T 006	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	505 710	407 800

**ETAT DES SOLDES DE GESTION ACTIVITE AGREGEE
AU 31 DEC 2004**

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

0 1 1	31	1 2	2004	0 4 2	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2004	31/12/2003
P011	+ Intérêts et produits assimilés	2 402 098	2 398 348
C011	- Intérêts et charges assimilées	872 907	821 143
T007	MARGE D'INTERET	1 529 191	1 577 205
P013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
C013	- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
P015	+ Commissions perçues	427 118	403 233
C015	- Commissions servies	55 445	48 124
T009	Marge sur commissions	371 673	355 109
T010	+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	42
T011	+ Résultat des opérations sur titres de placement	383 097	202 803
T012	+ Résultat des opérations de change	125 584	80 387
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 23 064	- 15 620
T014	Résultat des opérations de marché	485 617	267 612
P017	+ Divers autres produits bancaires	151 363	96 875
C017	- Divers autres charges bancaires	96 323	67 925
T015	PRODUIT NET BANCAIRE	2 441 521	2 228 876
T016	+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	- 213 852	40 721
P019	+ Autres produits d'exploitation non bancaire	67 428	28 563
C019	- Autres charges d'exploitation non bancaire	14 527	7 732
C021	- Charges générales d'exploitation	1 316 441	1 241 963
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	964 129	1 048 465
T018	+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 191 635	- 479 795
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 31 270	- 6 325
T020	RESULTAT COURANT	741 224	562 345
T021	RESULTAT NON COURANT		
C023	- Impôts sur les résultats	235 514	154 545
T022	RESULTAT NET DE L EXERCICE	505 710	407 800

0 1 1	31	1 2	2004	0 4 2	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Code monnaie

Code ligne		31/12/2004	31/12/2003
T023	+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	505 710	407 800
	-		
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	121 949	121 917
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	98 178	23 374
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
C031	+ Dotations aux provisions réglementées		
C033	+ Dotations non courantes		
P025	- Reprises de provisions	-	33 132
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	41 886	4 172
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 268	2 060
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières	2 243	48 070
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	117 918	17 103
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues		
T024	+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	803 894	486 880
T025	- Bénéfices distribués	216 040	220 667
T026	+ AUTOFINANCEMENT	587 854	266 213

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE ACTIVITÉ AGRÉGÉE
DU 1ER JANVIER 2004 AU 31 DECEMBRE 2004**

en milliers de DH

	31 12 2004	31 12 2003
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	3 785 650	3 805 887
2. (+) Récupérations sur créances amorties	34 561	33 780
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	114 202	76 634
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	1 763 915	2 250 130
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	132 445	24 835
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	1 252 921	1 364 104
7. (-) Impôts sur les résultats versés	235 514	154 545
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	549 618	122 687
Variation des :	-	
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 2 268 066	- 939 657
9. (+) Créances sur la clientèle	- 1 966 057	- 1 595 116
10. (+) Titres de créances et de placement	- 3 110 801	757 213
11. (+) Autres actifs	118 111	- 218 633
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 133 295	- 2 751 493
14. (+) Dépôts de la clientèle	5 986 200	6 390 768
15. (+) Titres de créance émis	-	-
16. (+) Autres passifs	1 018 716	50 598
II, Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 355 192	1 693 680
III, FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	194 426	1 816 367
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	75 757	401 421
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	84 448	7 628
19. (-) Acquisitions d'immobilisations financières	140 075	259 394
20. (-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	408 262	280 624
21. (+) Intérêts perçus	88 631	70 046
22. (+) Dividendes perçus	104 952	88 467
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	- 194 549	27 544
Variation des :	-	
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	
24. (+) Émissions de dettes subordonnées	-	500 000
25. (+) Émissions d'actions	-	
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	
27. (-) Intérêts versés	-	
28. (-) Dividendes versés	216 040	220 667
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	- 216 040	279 333
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	- 216 163	2 123 244
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 607 500	3 484 256
VIII . TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	5 391 337	5 607 500

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES
AU 31 DECEMBRE 2004**

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK
Application des méthodes d'évaluation prévues par le PCEC Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES DEROGATIONS
AU 31 DECEMBRE 2004**

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I -Dérrogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	(*)
II - Dérrogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	(*)
II - Dérrogations aux règles d'établissement et de présenation des états de synthèse	NEANT	(*)

(*) Application des dispositions particulières spécifiques aux établissements de crédit prévues par le PCEC
cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
AU 31 DECEMBRE 2004**

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESUSLTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	
II - Changement affectant les règles de présentation	NEANT	

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2004

En milliers de Dhs

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2004	Total 31/12/2003
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	5 370 481	314	198 195	538 533	6 107 523	6 557 019
VALEURS RECUES EN PENSION		426 982			426 982	664 345
- au jour le jour					0	172 712
- à terme		426 982			426 982	491 633
PRETS DE TRESORERIE	1 100 000	100 000	710 218	2 560 171	4 470 389	2 849 272
- au jour le jour	1 100 000	100 000			1 200 000	1 008 190
- à terme			710 218	2 560 171	3 270 389	1 841 082
PRETS FINANCIERS			2 461 065		2 461 065	2 220 055
AUTRES CREANCES	2 895 759	39 816		591 404	3 526 979	3 021 902
INTERETS COURUS A RECEVOIR		4 897			4 897	2 191
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	9 366 240	572 009	3 369 478	3 690 108	16 997 835	15 314 784

Commentaires :

_ LA PL 480 DE MDH : 2 895 759 EST COMPRISE DANS LA LIGNE " AUTRES CREANCES "

CREANCES SUR LA CLIENTELE
31 decembre 2004

En milliers de Dhs

C R E A N C E S	Secteur public	S e c t e u r p r i v é			Total 31/12/2004	Total 31/12/2003
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	1 771 630	706 284	9 356 593	788 816	12 623 323	12 563 916
- Comptes à vue débiteurs	1 752 525	706 284	4 080 935	731 291	7 271 035	7 127 630
- Créances commerciales sur le Maroc	320		1 255 900		1 256 220	1 380 419
- Crédits à l'exportation	910		333 423		334 333	1 478 055
- Autres crédits de trésorerie	17 875		3 686 335	57 525	3 761 735	2 577 812
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 656 656	1 656 656	1 406 682
CREDITS A L'EQUIPEMENT	442 012		4 941 958	472 113	5 856 083	5 136 121
CREDITS IMMOBILIERS			52 747	3 170 399	3 223 146	1 852 670
AUTRES CREDITS	44 499	629 994	951 214	313 792	1 939 499	2 434 864
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				250 750	250 750	253 895
CREANCES EN SOUFFRANCE	25 212	9 047	547 875	295 213	877 347	813 617
- Créances pré-douteuses		0	4 797	1	4 798	74 295
- Créances douteuses		8 940	47 473	3 999	60 412	8 116
- Créances compromises	25 212	107	495 605	291 213	812 137	731 206
TOTAL	2 283 353	1 345 325	15 797 640	6 947 739	26 426 804	24 461 765

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2004

ETAT B 06 AGREGÉ

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette	Produits inscrits au CPC de l'exercice (en KDH)
TITRES DE PARTICIPATION							
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	114 862 500	33,40	38 420 083,75		38 420 083,75	2 010 099,00
CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	Organisme financier	100 000 000	16,59	13 009 501,00	13 009 501,00	0,00	
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	600 000 000 USD	20,00	970 638,00	970 638,00	0,00	
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONAL	Audiovisuel	11 000 000	25,50	5 050 000,00		5 050 000,00	
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	5 000 000	28,72	143 900,00		143 900,00	
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	18 772 000	19,53	2 000 000,00		2 000 000,00	183 340,00
STE RECOURS	Sté de recouvrement	2 500 000	15,00	375 000,00		375 000,00	30 000,00
COMANAV	Transport maritime	677 320 000	11,62	86 373 585,00		86 373 585,00	
ACMAR	Assurances et service	50 000 000	20,00	10 001 000,00		10 001 000,00	
STE IPE	Edition et impression	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00	
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	105 000 000	12,86	13 500 000,00		13 500 000,00	
RMA WATANIYA	Assurances	1 774 400 800	19,25	1 347 916 542,06		1 347 916 542,06	63 230 940,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	3 759 560 000 CFA	20,73	70 514 052,35		70 514 052,35	2 911 513,00
CONGOLAISE DES BANQUES	Ets de crédit étranger	1 525 000	25,00	17 091 437,50		17 091 437,50	
INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTION	Traitement de l'information	26 500 000	10,00	2 650 000,00		2 650 000,00	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	98 200 000	11,20	11 000 000,00		11 000 000,00	
M@FINANCE.COM	Sté holding	30 000 000	20,00	6 000 000,00		6 000 000,00	
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.im.techno parc	46 000 000	12,28	5 650 000,00		5 650 000,00	
				1 631 065 739,66	13 980 139,00	1 617 085 600,66	
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	18 030 000 EUR	75,00	156 545 450,62		156 545 450,62	
MAGHREBAIL	Crédit bail	102 532 000	35,00	129 926 465,63		129 926 465,63	7 177 240,00
MAROC FACTORING	Factoring	15 000 000	95,00	16 208 700,00		16 208 700,00	855 000,00
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA	PF INVESTISSEMENT	10 000 000	50,00	5 000 000,00		5 000 000,00	
STE ATTACHYID OUAL MABANI	SCI	10 000 000	100,000	10 000 000,00	7 279 270,73	2 720 729,27	
DOCUPRINT	Sté de service	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00	846 627,00
MAROC INTER TITRES	Sté de bourse	10 000 000	67,50	6 750 000,00		6 750 000,00	
STE MARFIN	Gestion OPCDVM	5 000 000	100,00	6 442 928,01		6 442 928,01	12 000 000,00
STE CONSULTITRES	Gestion OPCDVM	1 000 000	50,00	500 000,00		500 000,00	
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	103 000 000	97,09	100 000 000,00		100 000 000,00	7 766 602,00
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000 000	100,00	100 000 000,00		100 000 000,00	
				535 373 544,26	7 279 270,73	528 094 273,53	
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	146 440 000 USD	0,21	2 468 835,00		2 468 835,00	32 252,00
PROPARGO	Ets crédit multi-national	142 560 000 EUR	2,50	39 770 683,23		39 770 683,23	81 763,00
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	260 400 000 EUR	1,79	153 828 329,65		153 828 329,65	3 052 501,00
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	479 086 000 EUR	1,48	154 476 482,80		154 476 482,80	601 053,00
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	110 000 000 EUR	4,82	74 242 343,79		74 242 343,79	0,00
STE CIVILE FIN FUND	Prise de participation	100 000	50,00	50 000,00		50 000,00	
FONDS D INVESTISSEMENT CAPITAL MOROCCO	Fonds d'investissement	25 000 000 USD	12,00	21 105 897,60		21 105 897,60	
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	7 401 000 EUR	2,63	33 622 500,00		33 622 500,00	
FINAFUND USA	Fonds d'investissement	81 525 000 USD	17,50	83 940 390,00		83 940 390,00	
FINAFUND EUROPE	Fonds d'investissement	40 000 000 EUR	17,50	49 922 688,00		49 922 688,00	
				613 428 150,07	0,00	613 428 150,07	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
MEDITELECOM	Télécommunication	8 333 368 000	5,00	441 503 300,00		441 503 300,00	
C.I.H.	Ets de crédit	3 323 363 000	4,65	197 277 478,00	156 329 669,81	40 947 808,19	
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Ets de crédit	588 805 000	2,99	87 230 275,14		87 230 275,14	3 724 820,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	500 000 000	0,19	971 000,00		971 000,00	
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCIN	Ets financier	500 000 000 USD	0,05	2 468 835,00		2 468 835,00	36 038,00
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	650 484 000	0,81	3 393 433,00		3 393 433,00	
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	20 000 000	0,32	8 500,00		8 500,00	
C.M.K.D.	Sté holding	661 989 000	1,02	7 062 374,99		7 062 374,99	
SIDET	Sté holding	11 325 000	1,68	1 268 300,00	413 846,29	854 453,71	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	60 429 000	1,65	1 000 000,00		1 000 000,00	
RISMA	Tourisme	489 077 000	5,42	29 950 000,00		29 950 000,00	
SMAEX	Assurances et service	30 000 000	5,63	1 690 000,00		1 690 000,00	
GECOTEX	Industrie	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00	
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	2 646 363 000	0,19	5 000 000,00	1 010 800,00	3 989 200,00	
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	75 000 000	0,64	480 500,00		480 500,00	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	19 005 000	6,67	1 267 000,00		1 267 000,00	
CASA WORLD TRADE CENTER	Immobilier	3 500 000	2,73	95 500,00		95 500,00	
FRUMAT	Agro-alimentaire	13 000 000	3,08	1 450 000,00	1 450 000,00	0,00	
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000 000	4,02	803 000,00		803 000,00	
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	20 000 000	2,20	500 000,00	500 000,00	0,00	
SINCOMAR	Agro-alimentaire	37 440 000	0,13	49 400,00		49 400,00	
Banque Populaire Maroc Centre africaine	Ets financier	2 Milliards FCFA	7,50	1 708 572,39		1 708 572,39	
SWIFT	Sté de service	434 020 000 EUR	0,01	24 170,88		24 170,88	
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	500 000 000	0,05	240 250,00		240 250,00	
				785 941 889,40	159 704 316,10	626 237 573,30	
COMPTES COURANTS ASSOCIES							
MEDITELECOM				126 160 282,55	2 052 000,00	124 108 282,55	
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA				18 000 000,00		18 000 000,00	
MAGHREBAIL				2 500 000,00		2 500 000,00	
MARTCO				1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	
Siège G.P.B.M.				1 446 419,60		1 446 419,60	
ALLICOM MAROC				552 000,00	552 000,00	0,00	
WORLD TRADE CENTER				54 500,00		54 500,00	
				3 691 969 605,94	183 015 725,83	3 508 953 880,11	104 539 788,00

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

AU 31 DECEMBRE 2004

en milliers de DH

code ligne	Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
F001	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	92 524	20 539	0	113 063	27 987	14 268	-	42 255	70 808
F004	- Droit au bail	27 148	1 310		28 458					28 458
F006	- Immobilisations en recherche et développement				-	-				-
F007	- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	65 376	19 229		84 605	27 987	14 268	-	42 255	42 350
F008	- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
F010	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 302 311	390 901	53 945	2 640 264	1 331 079	108 796	11 422	1 428 453	1 211 811
F011	- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	464 039	235 005	7 625	691 419	120 287	13 690	106	133 871	557 548
F012	. Terrain d'exploitation	61 164	31 982		93 146					
F013	. Immeubles d'exploitation. Bureaux	402 875	203 023	7 625	598 273	120 287	13 690	106	133 871	464 402
F014	. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
F015	- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	890 947	65 922	8 179	949 687	714 948	51 301	6 825	759 424	190 263
F016	. Mobilier de bureau d'exploitation	204 097	11 251	616	215 348	149 962	11 713	616	161 059	54 289
F017	. Matériel de bureau d'exploitation	146 811	6 476	381	153 287	125 248	8 062	381	132 929	20 358
F018	. Matériel Informatique	485 801	44 097	2 854	527 044	392 060	26 621	1 610	417 071	109 973
F019	. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	24 164	1 716	4 328	21 552	20 584	1 759	4 218	18 125	3 427
F020	. Autres matériels d'exploitation	30 074	2 382		32 456	27 094	3 146		30 240	2 216
F021	- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	712 303	28 460	1 715	739 048	454 134	36 125	1 715	488 544	250 504
F022	- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	235 022	61 514	36 426	260 110	41 710	7 680	2 776	46 614	213 496
F023	. Terrains hors exploitation	40 988	17 458	33	58 413				-	58 413
F024	. Immeubles hors exploitation	118 659	38 762	34 186	123 235	24 756	5 030	637	29 149	94 086
F025	. Mobilier et matériel hors exploitation	18 740	2 505	151	21 094	10 076	1 764	121	11 719	9 375
F026	. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	56 635	2 789	2 056	57 368	6 878	886	2 018	5 746	51 622
T039	Total	2 394 835	411 440	53 945	2 753 327	1 359 066	123 064	11 422	1 470 708	1 282 619

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAIT D' IMMOBILISATIONS DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004

Immobilisations cédées	Valeur comptable brute	Cumul des amortissements	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	690,00	107	583,00	644,00	61,00	
MATERIEL INFORMATIQUE	2 854,00	1 610,00	1 244,00	38 188,00	37 728,00	785,00
MATERIEL ROULANT " PARC-AUTOS"	4 280,00	4 170,00	110,00	353,00	326,00	83,00
MATERIEL" PARC-CYCLES "	48,00	48,00	0,00	2,00	2,00	
IMMEUBLES HORS EXPLOITATION	13 109,00	2 609,00	10 500,00	10 500,00	3 400,00	3 400,00
Mouvement des comptes courants SCI hors exploitation	23 149,00		23 149,00	23 149,00		
Mouvement des comptes courants SCI rattachés à l'exploitation	6 935,00		6 935,00	6 935,00		
Total	51 065,00	8 544,00	42 521,00	79 771,00	41 517,00	4 268,00

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2004

en milliers de DHS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2004	Total 31/12/2003
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		194 313	7 204	170 091	371 608	295 917
VALEURS DONNEES EN PENSION	227 266	-	182 000		409 266	1 313 726
- au jour le jour		-	182 000		182 000	2 000
- à terme	227 266				227 266	1 311 726
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	1 315 177	1 315 177	1 151 245
- au jour le jour					-	138 550
- à terme	-			1 315 177	1 315 177	1 012 695
EMPRUNTS FINANCIERS	111 365	528 789	68 473	123 170	831 797	920 917
AUTRES DETTES		83 451		401 841	485 292	95 748
INTERETS COURUS A PAYER					5 797	18 955
TOTAL	338 631	806 553	257 677	2 010 279	3 418 937	3 796 508

DEPOTS DE LA CLIENTELE
31 decembre 2004

en milliers de DHS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2004	Total 31/12/2003
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 536 274	1 461 383	5 266 829	14 834 705	23 099 191	23 191 558
COMPTES D'EPARGNE				8 540 900	8 540 900	7 636 825
DEPOTS A TERME	2 169 203	4 371	1 224 284	8 501 691	11 899 549	11 024 834
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 942 374	4 577 613	1 345 282	571 754	9 437 023	5 277 128
INTERETS COURUS A PAYER					287 170	174 720
TOTAL	6 647 851	6 043 367	7 836 395	32 449 050	53 263 833	47 305 065

Commentaires:

(*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

PROVISIONS

ETAT B 14

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2003	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2004
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 912 765	473 237	170 531	157 009	2 058 462
créances sur les établissements de crédit et assimilés					-
créances sur la clientèle	1 752 863	359 075	150 367	157 307	1 804 264
agios réservés	33 118	-	1 667		31 451
titres de placement	20 064	-	18 497		1 567
titres de participation et emplois assimilés	106 720	114 162	-	- 298	221 180
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	195 416	81 173	10 221	4 323	270 691
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	17 511	8 574		- 13 060	13 025
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux (1)	168 256	997	10 221	17 383	176 415
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges (E.C)	9 649	16 920	-		26 569
Provisions réglementées		54 682			54 682
<u>TOTAL GENERAL</u>	2 108 181	554 410	180 752	161 332	2 329 153

Commentaire :

(1) : Dont 150 000 KDH de provision constitué en 1999 après IS, elle a été affectée durant 2002 et 2003 à la couverture de certains risques identifiés. Ces derniers étant couverts comptablement durant l'exercice 2004 la dite provision se trouve libérée et revêt dorénavant le caractère de réserve.

(2) : Provision constitué après IS en 2003 afférente à l'engagement de réinvestissement du produit de cession de certaines immobilisations financières et non financières

ETAT B21**VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE****AU 31 DECEMBRE 2004**

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 056 976	Bons du trésor reçus en pension	1 056 976
Autres titres	-	T C N reçus en pension	-
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	1 056 976		1 056 976

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	409 266	Bons du trésor donnés en pension	409 266
Autres titres		Effets donnés en pension	
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	409 266		409 266

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2004

ETAT C 01 AGREGE

CAPITAL : 1.587.513.900 DIRHAMS NOMBRE D'ACTIONS : 15.875.139		Valeur nominale : 100DH	Nombre de titres détenus		
Raison sociale	Siège social	Activité	Exercice précédent	Exercice actuel	% du Capital détenu
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS					
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR- Casablanca	Cie d'assurances	4 981 826	4 391 826	27,66%
BMCE BANK	140, Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	1 499 525	1 078 957	6,80%
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	Sré Financière	169 083	167 515	1,06%
INTERFINA	67-69 avenue des FAR- Casablanca	Sré Financière	87 915	73 204	0,46%
FINANCE.COM	69 Avenue des FAR- Casablanca	Holding	1 599 224	1 393 879	8,78%
SICAVENIR	TOUR BMCE rond point Hassan II casa	Gestion portefeuille	0	22 400	0,14%
MAROC VALEURS	TOUR BMCE rond point Hassan II casa	Gestion portefeuille	48 500	32 740	0,21%
BMCE CAPITAL BOURSE	TOUR BMCE rond point Hassan II casa	Gestion portefeuille	75 869	138 633	0,87%
C.I.M.R.	100, Bb.Abdelmoumen-Casablanca	caisse de retraite	884 209	884 209	5,57%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane- Rabat	Cie d'assurances	589 808	1 214 759	7,65%
STE CENTRALE DE REASSURANCE	Place Zellaqa- Casablanca	Cie d'assurances	74 800	74 800	0,47%
PERSONNEL BMCE			831 302	826 725	5,21%
SBVC ET DIVERS			3 616 585	2 887 389	18,19%
TOTAL (1)			14 458 646	13 187 036	
B-ACTIONNAIRES ETRANGERS					
COMMERZBANK	Neue MAINZER Strasse-Frankfurt Main 1	Banque	792 169	0	0,00%
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	440 124	440 124	2,77%
UNION BANCAIRE PRIVEE	96-98 Rue du Rhône-1211 Geneve	Banque	184 200	184 211	1,16%
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	6 Rue du Provence 75009 Paris France	Banque	0	1 587 514	10,00%
MORGAN STANLEY		Banque	0	476 254	3,00%
TOTAL			15 875 139	15 875 139	100,00%

**AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE
AU 31 DECEMBRE 2004**

en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision du.....			
Report à nouveau	91	Réserve légale	18 503
Résultats nets en instance d'affectation	15 304	Dividendes	238 127
Résultat net de l'exercice	407 800	Autres affectations	166 565
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	423 195	TOTAL B	423 195

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	31 décembre 2004
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	11 mars 2005
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

**II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON
RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION
EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE**

Dates	Indications des événements
	. Favorables N E A N T
	. Défavorables N E A N T

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Agrégés au 31 décembre 2003

BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2003

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

0 1 1	31	12	2003	0 4 0	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	ACTIF	31/12/2003	31/12/2002
A110	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 607 500	3 545 617
A210	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 707 284	8 767 627
A211	. A vue	2 300 268	1 052 439
A212	. A terme	7 407 016	7 715 188
B110	Créances sur la clientèle	24 461 765	22 866 649
B111	. Crédits de trésorerie et à la consommation	13 970 628	13 870 889
B112	. Crédits à l'équipement	5 136 121	5 164 968
B113	. Crédits immobiliers	1 852 470	1 010 707
B119	. Autres crédits	3 502 546	2 820 085
B230	Créances acquises par affacturage		
D110	Titres de transaction et de placement	11 420 080	12 177 293
D111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 246 167	6 553 502
D112	. Autres titres de créances	2 333 515	2 483 780
D113	. Titres de propriété	840 398	3 140 011
E110	Autres actifs	1 119 005	557 250
F110	Titres d'investissement	638 459	555 940
F111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
F112	. Autres titres de créance	638 459	555 940
F210	Titres de participation et emplois assimilés	3 858 501	3 964 995
F310	Créances subordonnées		
F410	Immobilisations données en crédit-bail et en location		
F510	Immobilisations incorporelles	64 537	60 567
F610	Immobilisations corporelles	971 232	950 627
T001	Total de l'Actif	57 848 363	53 446 565

BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2003

0 1 1	31	12	2003	0 4 0	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	PASSIF	31/12/2003	31/12/2002
G110	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
G210	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 796 508	6 548 001
G211	. A vue	509 916	871 717
G212	. A terme	3 286 592	5 676 284
J110	Dépôts de la clientèle	47 305 065	40 914 297
J111	. Comptes à vue créditeurs	23 191 558	19 335 195
J112	. Comptes d'épargne	7 636 825	6 904 628
J113	. Dépôts à terme	11 865 898	10 623 276
J119	. Autres comptes créditeurs	4 610 784	4 051 198
k110	Titres de créance émis		
K111	. Titres de créance négociables		
K112	. Emprunts obligataires		
K119	. Autres titres de créance émis		
L110	Autres passifs	639 155	588 557
M 110	Provisions pour risques et charges	195 416	168 730
M210	Provisions réglementées	-	
M310	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
M410	Dettes subordonnées	500 000	
M510	Ecarts de réévaluation		
M530	Réserves et primes liées au capital	3 401 510	3 301 138
M610	Capital	1 587 514	1 587 514
M710	Actionnaires. Capital non versé (-)		
M810	Report à nouveau (+/-)	91	34
M850	Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	15 304	55 953
M910	Résultat net de l'exercice (+/-)	407 800	282 341
T002	Total du Passif	57 848 363	53 446 565

HORS BILAN ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2003

0 1 1	31	12	2003	40	3	3
<i>Code établissement</i>	<i>Date</i>	<i>Mois</i>	<i>An</i>	<i>Code document</i>	<i>Code monnaie</i>	<i>Folio</i>

en milliers de DH

Code ligne	HORS BILAN	31/12/2003	31/12/2002
H010	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	10 832 160	10 970 480
H011	Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	997 032	1 485 847
H012	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 755 870	3 604 830
H015	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 676 793	1 783 785
H016	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 402 465	4 096 018
H017	Titres achetés à réméré		
H018	Autres titres à livrer		
H020	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	665 596	587 931
H021	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
H025	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	630 095	546 429
H026	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	35 501	41 502
H027	Titres vendus à réméré		
H028	Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

AU 31 DECEMBRE 2003

Nom de l'établissement : **B M C E BANK ACTIVITE AGREGEE**

11	31	12	2003	0 4 1	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2003	31/12/2002
P000	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 965 430	3 656 479
P100	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	222 014	210 180
P200	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 651 741	1 653 077
P310	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	522 689	541 949
P340	Produits sur titres de propriété	96 372	102 184
P400	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
P500	Commissions sur prestations de service	328 633	350 656
P600	Autres produits bancaires	1 143 981	798 433
C 000	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 736 554	1 431 907
C 100	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	133 063	135 677
C 200	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	686 521	784 494
C 300	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	1 830
C 400	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
C 600	Autres charges bancaires	916 970	509 906
T003	PRODUIT NET BANCAIRE	2 228 876	2 224 572
P700	Produits d'exploitation non bancaire	76 634	28 261
C 700	Charges d'exploitation non bancaire	24 835	6 038
C 800	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 241 963	1 290 990
C 810	Charges de personnel	676 124	789 887
C 820	Impôts et taxes	21 490	25 903
C 830	Charges externes	415 493	345 205
C 840	Autres charges générales d'exploitation	6 715	11 044
C 850	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	122 141	118 951

0 1 1	3 1	1 2	2003	0 4 1	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2003	31/12/2002
C 910	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	973 258	980 098
C 911	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	629 740	583 783
C 912	Pertes sur créances irrécouvrables	284 395	349 030
C 919	Autres dotations aux provisions	59 123	47 285
P 910	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	496 891	416 542
P 911	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	400 559	361 667
P 912	Récupérations sur créances amorties	33 780	14 237
P 919	Autres reprises de provisions	62 552	40 638
T 004	RESULTAT COURANT	562 345	392 249
P 950	Produits non courants		
C 950	Charges non courantes		
T 005	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	562 345	392 249
C 970	Impôts sur les résultats	154 545	109 908
T 006	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	407 800	282 341

ETAT DES SOLDES DE GESTION ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DECEMBRE 2003

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

0 1 1	31	12	2003	0 4 2	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2003	31/12/2002
P011	+ Intérêts et produits assimilés	2 398 348	2 405 215
C011	- Intérêts et charges assimilées	821 143	922 001
T007	MARGE D'INTERET	1 577 205	1 483 214
P013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
C013	- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
P015	+ Commissions perçues	403 233	424 895
C015	- Commissions servies	48 124	33 137
T009	Marge sur commissions	355 109	391 758
T010	+ Résultat des opérations sur titres de transaction	42	57 852
T011	+ Résultat des opérations sur titres de placement	202 803	131 886
T012	+ Résultat des opérations de change	80 387	129 901
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 15 620	- 10 246
T014	Résultat des opérations de marché	267 612	309 393
P017	+ Divers autres produits bancaires	96 875	102 341
C017	- Divers autres charges bancaires	67 925	62 134
T015	PRODUIT NET BANCAIRE	2 228 876	2 224 572
T016	+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	40 721	- 42 347
P019	+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 563	28 261
C019	- Autres charges d'exploitation non bancaire	7 732	4 930
C021	- Charges générales d'exploitation	1 241 963	1 290 990
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 048 465	914 566
T018	+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 479 795	- 556 908
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 6 325	34 591
T020	RESULTAT COURANT	562 345	392 249
T021	RESULTAT NON COURANT		
C023	- Impôts sur les résultats	154 545	109 908
T022	RESULTAT NET DE L EXERCICE	407 800	282 341

0 1 1	• 31	2003	0 4 2	3	2	
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2003	31/12/2002
T023	+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	407 800	282 341
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	121 917	118 951
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	23 374	43 381
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
C031	+ Dotations aux provisions réglementées		
C033	+ Dotations non courantes		
P025	- Reprises de provisions	33 132	4 611
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 172	1 607
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 060	1 449
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières	48 070	
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	17 103	1 108
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues		
T024	+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	486 880	441 012
T025	- Bénéfices distribués	220 667	238 127
T026	+ AUTOFINANCEMENT	266 213	202 885

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ACTIVITE AGREEE
DU 1ER JANVIER 2003 AU 31 DECEMBRE 2003**

en milliers de DH

	31 12 2003	31 12 2002
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	3 805 887	3 484 932
2. (+) Récupérations sur créances amorties	33 780	14 237
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	76 634	28 261
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	2 250 130	2 001 223
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	24 835	6 038
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	1 364 104	1 172 039
7. (-) Impôts sur les résultats versés	154 545	109 908
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	122 687	238 222
<u>Variation des :</u>		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 939 657	- 5 334
9. (+) Créances sur la clientèle	- 1 595 116	402
10. (+) Titres de créances et de placement	757 213	- 3 522 513
11. (+) Autres actifs	- 218 633	- 154 386
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 2 751 493	2 222 791
14. (+) Dépôts de la clientèle	6 390 768	2 795 183
15. (+) Titres de créance émis	-	- 100 000
16. (+) Autres passifs	50 598	- 286 457
II, Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	1 693 680	949 686
III, FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 816 367	1 187 908
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	401 421	40 122
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7 628	5 183
19. (-) Aquisitions d'immobilisations financières	259 394	231 600
20. (-) Aquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	280 624	25 721
21. (+) Intérêts perçus	70 046	69 906
22. (+) Dividendes perçus	88 467	101 641
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	27 544	- 40 469
<u>Variation des :</u>		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	
24. (+) Emissions de dettes subordonnées	500 000	
25. (+) Emissions d'actions	-	
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	
27. (-) Intérêts versés	-	- 1 830
28. (-) Dividendes versés	- 220 667	- 238 128
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	279 333	- 239 958
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	2 123 244	907 481
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 484 256	2 576 775
VIII . TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	5 607 500	3 484 256

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES
AU 31 DECEMBRE 2003**

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK
Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES DEROGATIONS
AU 31 DECEMBRE 2003**

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I -Dérrogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	(*)
II - Dérrogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	(*)
II - Dérrogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	(*)

(*) Application des dispositions particulières spécifiques aux
établissements de crédit prévues par le PCEC
cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
AU 31 DECEMBRE 2003**

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESUSLTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation Comptabilisation en devises des titres de participation libellés en monnaies étrangères,	Traduction de l'image fidèle au niveau des immobilisations financières	1) Au niveau du bilan : - Ecart de conversion passif de l'ordre de 94 532 128,17 dh - Ecart de conversion actif de l'ordre de 19 297 548,89 dh, 2) Au niveau des résultats: Dotation d'une provision pour risque de change de l'ordre de 9 648 774,45 dh en couverture de l'écart de conversion actif
II - Changement affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2003

En milliers de Dhs

C R E A N C E S	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	5 574 198	663 663	256 802	62 356	6 557 019	3 773 938
VALEURS RECUES EN PENSION		664 345			664 345	
- au jour le jour		172 712			172 712	
- à terme		491 633			491 633	
PRETS DE TRESORERIE	1 000 000	726 852	1 122 420		2 849 272	3 107 830
- au jour le jour	1 000 000	8 190			1 008 190	19 355
- à terme		718 662	1 122 420		1 841 082	3 088 475
PRETS FINANCIERS			2 220 055		2 220 055	1 955 516
AUTRES CREANCES	2 895 759	92 841		33 302	3 021 902	3 468 416
INTERETS COURUS A RECEVOIR		2 191			2 191	7 544
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	9 469 957	2 149 892	3 599 277	95 658	15 314 784	12 313 244

Commentaires :

_ LA PL 480 DE MDH : 2 895 759 EST COMPRISE DANS LA LIGNE " AUTRES CREANCES "

CREANCES SUR LA CLIENTELE
31 decembre 2003

En milliers de Dhs

C R E A N C E S	Secteur public	S e c t e u r p r i v é			Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	1 419 953	248 186	9 602 896	1 292 881	12 563 916	12 553 104
- Comptes à vue débiteurs	1 152 678	248 186	4 654 539	1 072 227	7 127 630	8 081 827
- Créances commerciales sur le Maroc	39		1 380 380		1 380 419	2 045 212
- Crédits à l'exportation	10 704		1 467 351		1 478 055	311 712
- Autres crédits de trésorerie	256 532		2 100 626	220 654	2 577 812	2 114 353
CREDITS A LA CONSOMMATION			2 072	1 404 610	1 406 682	988 252
CREDITS A L'EQUIPEMENT	459 219		4 047 756	629 146	5 136 121	5 164 966
CREDITS IMMOBILIERS				1 852 670	1 852 670	1 010 707
AUTRES CREDITS	14 650	1 218 321	1 042 152	159 741	2 434 864	2 153 651
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				253 895	253 895	329 533
CREANCES EN SOUFFRANCE	97 701	3 615	441 731	270 570	813 617	666 436
- Créances pré-douteuses			74 294	1	74 295	2 723
- Créances douteuses	1		8 008	107	8 116	21 739
- Créances compromises	97 700	3 615	359 429	270 462	731 206	641 974
TOTAL	1 991 523	1 470 122	15 136 607	5 863 513	24 461 765	22 866 649

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2003

ETAT B 06 AGREGÉ

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participa tion au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice (en KDH)
							Date de clôture de l'exercice	Situation nette (K D H)	Résultat net (KDH)	
TITRES DE PARTICIPATION										
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Ets de crédit	114 862 500	33,00	38 420 083,75		38 420 083,75	31/12/2003	126 679	6 872	3 063 008,00
CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	Société de financement	100 000 000	16,59	13 009 501,00		13 009 501,00	31/12/2003	-8 207	-93 953	
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C")	Ets financier	600 000 000 USD	20,00	970 638,00	970 638,00	0,00				
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONAL	Audiovisuel	11 000 000	23,18	2 550 000,00		2 550 000,00	31/12/2003	104 614	6 700	
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	5 000 000	28,72	143 900,00		143 900,00				
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	18 772 000	19,53	2 000 000,00		2 000 000,00	31/12/2003	31 669	3 525	
STE RECOURS	Sté de recouvrement	2 500 000	15,00	375 000,00		375 000,00	31/12/2003	5 660	647	37 500,00
COMANAV	Transport maritime	677 320 000	11,62	86 373 585,00		86 373 585,00	31/12/2003	161 696	61 183	
ACMAR	Assurances et service	50 000 000	20,00	10 001 000,00		10 001 000,00	31/12/2003	46 848	-5 489	
STE IPE	Edition et impression	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00				
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	105 000 000	12,86	13 500 000,00		13 500 000,00				
AL WATANIYA	Assurances	1 105 450 000	21,85	958 509 942,06		958 509 942,06	31/12/2003	2 259 149	235 038	26 575 008,90
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	3 759 560 000 CFA	20,73	68 570 760,83		68 570 760,83				2 874 481,73
INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTION	Traitement de l'information	26 500 000	10,00	2 650 000,00		2 650 000,00				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	98 200 000	11,20	11 000 000,00		11 000 000,00				
M@FINANCE.COM	Sté holding	30 000 000	20,00	6 000 000,00		6 000 000,00				
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	46 000 000	12,28	5 650 000,00		5 650 000,00	31/12/2003	35 620	-1 233	
				1 220 124 410,64	970 638,00	1 219 153 772,64		2 763 728,00	213 290,00	
TITRES DES ENTREPRISES LIEES										
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	18 030 000 EUR	75,00	154 415 343,00		154 415 343,00	31/12/2003	252 198	6 545	
MAGHREBAIL	Crédit bail	102 532 000	35,00	129 926 465,63		129 926 465,63	31/12/2003	343 961	27 192	10 064 000,00
MAROC FACTORING	Factoring	15 000 000	95,00	16 208 700,00		16 208 700,00	31/12/2003	65 960	6 629	3 000 000,00
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA	PF INVESTISSEMENT	10 000 000	50,00	5 000 000,00		5 000 000,00	31/12/2003	12 736	-68	
STE ATTACHYID OUAL MABANI	SCI	10 000 000	100,000	10 000 000,00	7 279 270,73	2 720 729,27				
STE BEMCOM	SCI	94 000 000	75,00	70 500 000,00		70 500 000,00				
INTERFINA	PF INVESTISSEMENT	210 000 000	100,00	252 916 718,42		252 916 718,42				
DOCUPRINT	Sté de service	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00	31/12/2003	5 324	1 587	
MAROC INTER TITRES	Sté de bourse	10 000 000	67,50	6 750 000,00		6 750 000,00				
STE MARFIN	Gestion OPCVM	5 000 000	100,00	6 442 928,01		6 442 928,01				11 000 000,00
STE CONSULTITRES	Gestion OPCVM	1 000 000	50,00	500 000,00		500 000,00				
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	103 000 000	97,09	100 000 000,00		100 000 000,00	31/12/2003	152 763	18 877	6 999 650,00
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000 000	100,00	100 000 000,00		100 000 000,00				
SITVA	Club BMCE	600 000	95,00	1 711 431,29		1 711 431,29				
				858 371 586,35	7 279 270,73	851 092 315,62				
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE										
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	146 440 000 USD	0,20	2 624 985,00		2 624 985,00				30 945,59
PROPAPARCO	Ets crédit multi-national	142 560 000 EUR	2,50	39 229 525,15		39 229 525,15	31/12/2003	1 710 894	14 360	404 740,58
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	260 400 000 EUR	1,79	151 735 193,78		151 735 193,78	31/12/2003	931 937	396 875	
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	479 086 000 EUR	1,48	152 374 527,54		152 374 527,54				
Banco Bilbao Viscaya										234 495,72
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	110 000 000 EUR	4,82	73 232 131,21		73 232 131,21				1 960 777,09
STE CIVILE FIN FUND	Prise de participation	100 000	50,00	50 000,00		50 000,00				
FONDS D INVESTISSEMENT CAPITAL MOROCCO	Fonds d'investissement	25 000 000 USD	12,00	22 440 813,02		22 440 813,02				
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	7 401 000 EUR	2,63	33 165 000,00		33 165 000,00				
FINAFUND USA	Fonds d'investissement	80 000 000 USD	17,50	64 749 630,00		64 749 630,00				
FINAFUND EUROPE	Fonds d'investissement	40 000 000 EUR	17,50	18 731 592,00		18 731 592,00				
				558 333 397,70	0,00	558 333 397,70				
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION										
MEDITELECOM	Télécommunication	8 333 368 000	5,00	441 503 300,00		441 503 300,00	31/12/2003	1 379 611	-1 350 084	
ROYAL MAROCAINE D ASSURANCES	Assurances	1 108 000 000	9,90	389 406 600,00		389 406 600,00				17 550 720,00
C.I.H.	Ets de crédit	3 323 363 000	4,65	197 277 478,00	71 161 396,00	126 116 082,00	31/12/2003	490 785	-558 878	
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Ets de crédit	588 805 000	3,16	92 098 092,00		92 098 092,00				2 421 133,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	500 000 000	0,19	971 000,00		971 000,00	31/12/2003	592 246	-11 727	
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGR	Ets financier	500 000 000 USD	0,05	2 624 985,00		2 624 985,00				50 535,09
Brasseries du Maroc										797 598,48
CTM/ LN	Transport	122 598 000				0,00				926 535,00
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	650 484 000	0,81	3 393 433,00		3 393 433,00				
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	20 000 000	0,32	8 500,00		8 500,00				
C.M.K.D.	Sté holding	661 989 000	1,02	7 062 374,99		7 062 374,99				
SIDET	Sté holding	75 500 000	1,68	1 268 300,00	413 846,29	854 453,71	31/10/2003	11 678	-9 453	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	60 429 000	1,65	1 000 000,00		1 000 000,00	31/12/2003	60 737	321	
RISMA	Tourisme	489 077 000	5,42	29 950 000,00		29 950 000,00	31/12/2003	434 917	-44 048	
SOMED	Sté holding	950 000 000				0,00				475 620,00
SMAEX	Assurances et service	30 000 000	5,63	1 690 000,00		1 690 000,00	31/12/2003	58 967	1 077	
GECOTEX	Industrie	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00	31/12/2003	10 343	250	
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	2 226 363 000	0,22	5 000 000,00	1 010 800,00	3 989 200,00	31/12/2003	1 483 986	56 201	
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	75 000 000	0,64	480 500,00		480 500,00	31/12/2003	157 652	-23 568	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	19 005 000	6,67	1 267 000,00		1 267 000,00	30/09/2003	-96 985	-27 197	
CASA WORLD TRADE CENTER	Immobilier	3 500 000	2,73	95 500,00		95 500,00				
FRUMAT	Agro-alimentaire	13 000 000	3,08	1 450 000,00	1 450 000,00	0,00				
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000 000	4,02	803 000,00		803 000,00				
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	20 000 000		500 000,00	500 000,00	0,00				
SINCOMAR	Agro-alimentaire	37 440 000	0,13	49 400,00		49 400,00				
Banque Populaire Maroc Centre africaine	Ets financier	2 Milliards FCFA	7,50	1 685 323,92		1 685 323,92				
SWIFT	Sté de service	434 020 000 EUR		23 841,99		23 841,99				
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	500 000 000	0,05	240 250,00		240 250,00				
				1 180 348 878,90	74 536 042,29	1 105 812 836,61		4 583 937,00	-1 967 106,00	
COMPTES COURANTS ASSOCIES				126 160 282,55	2 052 000,00	124 108 282,55		-	-	
MEDITELECOM				102 107 362,95		102 107 362,95				
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA				18 000 000,00		18 000 000,00				
MAGHREBAIL				2 500 000,00		2 500 000,00				
MARTCO				1 500 000,00	1 500 000,00	-				
Siège G.P.B.M.				1 446 419,60		1 446 419,60				
ALLICOM MAROC				552 000,00	552 000,00	-				
WORLD TRADE CENTER				54 500,00		54 500,00				
				3 943 338 556,14	84 837 951,02	3 858 500 605,12				88 466 749,18

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003**

en milliers de DHS

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortisseme nts et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortisseme nts sur immobilisatio ns sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	81 380	12 675	1 531	92 524	19 281	8 706	-	27 987	64 537
- Droit au bail	27 148	-	-	27 148	-	-	-	-	27 148
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	54 232	12 675	1 531	65 376	19 281	8 706	-	27 987	37 389
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 177 005	267 949	142 643	2 302 311	1 227 910	113 435	10 266	1 331 079	971 232
- Immeubles d'exploitation	545 551	4 824	86 336	464 039	109 834	10 628	175	120 287	343 752
. Terrain d'exploitation	77 675	300	16 811	61 164	-	-	-	-	61 164
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	467 876	4 524	69 525	402 875	109 834	10 628	175	120 287	282 588
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mobilier et matériel d'exploitation	814 495	105 136	28 684	890 947	673 472	48 907	7 431	714 948	175 999
. Mobilier de bureau d'exploitation	211 057	5 871	12 831	204 097	138 350	12 025	413	149 962	54 135
. Matériel de bureau d'exploitation	138 782	12 869	4 840	146 811	122 553	7 535	4 840	125 248	21 563
. Matériel Informatique	402 332	83 469	-	485 801	368 645	23 415	-	392 060	93 741
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26 529	1 282	3 647	24 164	20 321	2 441	2 178	20 584	3 580
. Autres matériels d'exploitation	35 795	1 645	7 366	30 074	23 603	3 491	-	27 094	2 980
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	611 478	100 825	-	712 303	406 300	47 834	-	454 134	258 169
- Immobilisations corporelles hors exploitation	205 481	57 164	27 623	235 022	38 304	6 066	2 660	41 710	193 312
. Terrains hors exploitation	35 869	6 398	1 279	40 988	-	-	-	-	40 988
. Immeubles hors exploitation	86 654	37 807	5 802	118 659	22 950	4 110	2 304	24 756	93 903
. Mobiliers et matériel hors exploitation	16 649	2 111	20	18 740	8 701	1 386	11	10 076	8 664
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	66 309	10 848	20 522	56 635	6 653	570	345	6 878	49 757
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 258 385	280 624	144 174	2 394 835	1 247 191	122 141	10 266	1 359 066	1 035 769

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAIT D'IMMOBILISATIONS DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003

Date de cession ou de retrait	Immobilisations cédées	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
04/04/2003	Imm. Hors exploitation	121 664,60	102 044,60	19 620,00	800 000,00	780 380,00	
11/04/2003	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	169 054,00	169 054,00	0,00	6 000,00	6 000,00	
11/04/2003	Matériel de bureau d'exploitation	838 000,00	838 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00	
11/04/2003	Matériel roulant de service rattaché à l'exploitation	690 000,00	327 750,00	362 250,00	400 000,00	37 750,00	
15/04/2003	Parc-cycles	7 612,50	7 612,50	0,00	500,00	500,00	
04/09/2003	Mobilier de bureau d'exploitation	25 200,00	25 200,00	0,00	25 200,00	25 200,00	
02/10/2003	Imm. Hors exploitation	6 000 000,00	1 940 000,00	4 060 000,00	2 000 000,00		-2 060 000,00
31/10/2003	Imm. Hors exploitation	661 475,87	593 742,52	67 733,35	2 500 000,00	2 432 266,65	
31/10/2003	Parc-cycles	9 385,24	9 385,24	0,00	500,00	500,00	
28/11/2003	Matériel de bureau d'exploitation	450 000,00	450 000,00	0,00	500,00	500,00	
28/11/2003	Matériel de bureau d'exploitation	15 500,00	15 500,00	0,00	500,00	500,00	
28/11/2003	Imm. D'exploitation	636 000,00	79 720,48	556 279,52	604 200,00	47 920,48	
02/10/2003	Imm. D'exploitation	503 439,64	59 960,06	443 479,58	500 000,00	56 520,42	
31/12/2003	Matériel de bureau	3 536 400,00	3 536 400,00	0,00	582 839,67	582 839,67	
31/12/2003	Mobilier de bureau	387 900,00	387 900,00	0,00	57 000,00	57 000,00	
31/12/2003	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	320 034,06	320 034,06	0,00	0,00	0,00	
16/12/2003	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 019 194,54	1 019 194,54	0,00	95 500,00	95 500,00	
16/12/2003	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	164 054,00	157 491,84	6 562,16	15 000,00	8 437,84	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2003

en milliers de DHS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		162 764	109 630	23 523	295 917	334 256
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 271 726	40 000	2 000		1 313 726	1 157 794
- au jour le jour			2 000		2 000	
- à terme	1 271 726	40 000			1 311 726	1 157 794
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	286 465	864 780	-	1 151 245	3 781 360
- au jour le jour		138 550			138 550	490 000
- à terme		147 915	864 780		1 012 695	3 291 360
EMPRUNTS FINANCIERS	111 365	303 798	505 754		920 917	1 045 525
AUTRES DETTES		3 065		92 683	95 748	110 817
INTERETS COURUS A PAYER					18 955	118 249
TOTAL	1 383 091	796 092	1 482 164	116 206	3 796 508	6 548 001

DEPOTS DE LA CLIENTELE
31 decembre 2003

en milliers de DHS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2003	Total 31/12/2002
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	3 258 748	1 251 491	4 124 493	14 556 826	23 191 558	19 335 195
COMPTES D'EPARGNE				7 636 825	7 636 825	6 904 628
DEPOTS A TERME	1 610 206	500	1 192 273	8 221 855	11 024 834	8 579 011
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 899 593	974 099	885 128	518 308	5 277 128	6 054 153
INTERETS COURUS A PAYER				174 720	174 720	41 310
TOTAL	7 768 547	2 226 090	6 201 894	31 108 534	47 305 065	40 914 297

Commentaires:

(*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

PROVISIONS

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003

en milliers de DH					
PROVISIONS	Encours 31/12/2002	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2003
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 708 469	658 952	193 131	261 525	1 912 767
créances sur les établissements de crédit et assimilés					-
créances sur la clientèle	1 521 578	629 741	136 931	261 525	1 752 863
agios réservés	43 136	-	10 018	(2)	33 120
titres de placement	14 231	5 833	-		20 064
titres de participation et emplois assimilés	129 524	23 378	46 182		106 720
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	168 730	35 745	29 420	20 361	195 416
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux (1)	168 730	26 096	29 420	20 361	185 767
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges (E.C)	-	9 649	-		9 649
Provisions réglementées					-
<u>TOTAL GENERAL</u>	1 877 199	694 697	222 551	281 886	2 108 183

Commentaires :

(1) dont KDH 150 000, provision ayant supporté l'impôt, constituée en 1999 qui avait le caractère de réserve libre, est désormais considérée comme couvrant différents risques identifiés. De ce fait, cette provision n'a plus le caractère de fonds propres.

(2) y compris les reprises de provisions utilisées.

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31 DECEMBRE 2003

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 704 351	Bons du trésor reçus en pension	1 704 351
Autres titres	178 315	T C N reçus en pension	178 315
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	1 882 666		1 882 666

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 426 577	Bons du trésor donnés en pension	2 426 577
Autres titres		Effets donnés en pension	
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	2 426 577		2 426 577

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2003

ETAT C 01 AGREGE

CAPITAL : 1.587.513.900 DIRHAMS NOMBRE D'ACTIONS : 15.875.139		Valeur nominale : 100DH	Nombre de titres détenus		
Raison sociale	Siège social	Activité	Exercice précédent	Exercice actuel	% du Capital détenu
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS					
ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES	67 Avenue des FAR- Casablanca	Cie d'assurances	3 492 904	3 209 488	20,22%
AL WATANIYA	83 Avenue des FAR- Casablanca	Cie d'assurances	1 313 689	1 772 338	11,16%
BMCE BANK	140, Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	100 058	1 499 525	9,45%
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	Sré Financière	0	169 083	1,07%
INTERFINA	67-69 avenue des FAR- Casablanca	Sré Financière	792 330	87 915	0,55%
FINANCE.COM	69 Avenue des FAR- Casablanca	Holding	771 907	1 599 224	10,07%
MAROC VALEURS	69 Rue Othmanr B.Affane- casablanca	Gestion portefeuille	41 705	48 500	0,31%
BMCE CAPITAL BOURSE	TOUR BMCE rond point Hassan II casa	Gestion portefeuille	87 995	75 869	0,48%
C.I.M.R.	100, Bb.Abdelmoumen-Casablanca	caisse de retraite	968 909	884 209	5,57%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane- Rabat	Cie d'assurances	576 002	589 808	3,72%
STE CENTRALE DE REASSURANCE	Place Zellaqa- Casablanca	Cie d'assurances	74 800	74 800	0,47%
PERSONNEL BMCE			0	831 302	5,24%
SBVC ET DIVERS			4 643 024	3 616 585	22,78%
TOTAL (1)			12 863 323	14 458 646	
B-ACTIONNAIRES ETRANGERS					
COMMERZBANK	Neue MAINZER Strasse-Frankfurt Main 1	Banque	2 387 503	792 169	4,99%
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	440 124	440 124	2,77%
UNION BANCAIRE PRIVEE	96-98 Rue du Rhône-1211 Geneve	Banque	184 189	184 200	1,16%
TOTAL			15 875 139	15 875 139	100,00%

**AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE
AU 31 DECEMBRE 2003**

en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision du.....			
Report à nouveau	34	Réserve légale	11 796
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	220 667
Résultat net de l'exercice	235 920	Autres affectations	3 491
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	235 954	TOTAL B	235 954

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**I. DATATION**

. Date de clôture (1)	31 décembre 2003
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	24 mars 2003
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

**II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON
RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION
EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE**

Dates	Indications des événements
. Favorables	N E A N T
. Défavorables	N E A N T

ETATS DE SYNTHESE
Etats de Synthèse Agrégés au 31 décembre 2002

B I L A N

AU 31/12/2002

Nom de l'établissement : **B M C E BANK ACTIVITE AGREEE**

I 0 1 1	3 1	12	2002	0 4 0	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	ACTIF	31/12/2002	31/12/2001
A110	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 545 617	500 775
A210	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 767 627	10 899 654
A211	. A vue	1 052 439	1 521 564
A212	. A terme	7 715 188	9 378 090
B110	Créances sur la clientèle	22 866 649	22 867 051
B111	. Crédits de trésorerie et à la consommation	13 870 889	13 780 251
B112	. Crédits à l'équipement	5 164 968	4 953 829
B113	. Crédits immobiliers	1 010 707	604 078
B119	. Autres crédits	2 820 085	3 528 893
B230	Créances acquises par affacturage		
D110	Titres de transaction et de placement	12 177 293	8 654 780
D111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 553 502	6 792 404
D112	. Autres titres de créances	2 483 780	1 745 608
D113	. Titres de propriété	3 140 011	116 768
E110	Autres actifs	557 250	650 582
F110	Titres d'investissement	555 940	242 625
F111	. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
F112	. Autres titres de créance	555 940	242 625
F210	Titres de participation et emplois assimilés	3 964 995	3 733 396
F310	Créances subordonnées		
F410	Immobilisations données en crédit-bail et en location		
F510	Immobilisations incorporelles	60 567	48 473
F610	Immobilisations corporelles	950 627	943 261
T001	Total de l'Actif	53 446 565	48 540 597

B I L A N

AU 31/12/2002

0 1 1	3 1	12	2002	0 4 0	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	PASSIF	31/12/2002	31/12/2001
G110	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
G210	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 548 001	4 325 210
G211	. A vue	871 717	1 003 186
G212	. A terme	5 676 284	3 322 024
J110	Dépôts de la clientèle	40 914 297	38 119 114
J111	. Comptes à vue créditeurs	19 335 195	16 185 779
J112	. Comptes d'épargne	6 904 628	6 231 782
J113	. Dépôts à terme	10 623 276	11 100 127
J119	. Autres comptes créditeurs	4 051 198	4 601 426
k110	Titres de créance émis	-	100 000
K111	. Titres de créance négociables		100 000
K112	. Emprunts obligataires		
K119	. Autres titres de créance émis		
L110	Autres passifs	588 557	627 296
M 110	Provisions pour risques et charges	168 730	172 929
M210	Provisions réglementées		382
M310	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
M410	Dettes subordonnées		
M510	Ecart de réévaluation		
M530	Réserves et primes liées au capital	3 301 138	3 250 609
M610	Capital	1 587 514	1 587 514
M710	Actionnaires. Capital non versé (-)		
M810	Report à nouveau (+/-)	34	91
M850	Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	55 953	
M910	Résultat net de l'exercice (+/-)	282 341	357 452
T002	Total du Passif	53 446 565	48 540 597

HORS BILAN

AU 31/12/2002

0 1 1	3 1	12	2002	40	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	HORS BILAN	31/12/2002	31/12/2001
H010	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	10 970 480	13 209 232
H011	Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	1 485 847	2 694 001
H012	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 604 830	4 156 885
H015	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 783 785	2 013 166
H016	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 096 018	4 345 180
H017	Titres achetés à réméré		
H018	Autres titres à livrer		
H020	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	587 931	582 489
H021	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
H025	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	546 429	534 283
H026	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	41 502	48 206
H027	Titres vendus à réméré		
H028	Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES**AU 31/12/2002****Nom de l'établissement : B M C E BANK ACTIVITE AGREGEE**

11	3 1	1 2	2002	0 4 1	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2002	31/12/2001
P000	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 656 479	3 835 401
P100	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	210 180	255 440
P200	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 653 077	1 771 956
P310	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	541 949	537 202
P340	Produits sur titres de propriété	102 184	49 836
P400	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
P500	Commissions sur prestations de service	350 656	263 894
P600	Autres produits bancaires	798 433	957 073
C 000	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 431 907	1 812 752
C 100	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	135 677	162 950
C 200	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	784 494	914 656
C 300	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	1 830	3 486
C 400	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
C 600	Autres charges bancaires	509 906	731 660
T003	PRODUIT NET BANCAIRE	2 224 572	2 022 649
P700	Produits d'exploitation non bancaire	28 261	54 515
C 700	Charges d'exploitation non bancaire	6 038	10 088
C 800	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 290 990	1 253 519
C 810	Charges de personnel	789 887	665 667
C 820	Impôts et taxes	25 903	21 050
C 830	Charges externes	345 205	456 288
C 840	Autres charges générales d'exploitation	11 044	
C 850	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	118 951	110 514

AU 31/12/2002

Nom de l'établissement : B M C E BANK ACTIVITE AGREEE

0 1 1	3 1	1 2	2002	0 4 1	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2002	31/12/2001
C 910	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	980 098	661 027
C 911	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	583 783	389 369
C 912	Pertes sur créances irrécouvrables	349 030	244 953
C 919	Autres dotations aux provisions	47 285	26 705
P 910	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	416 542	385 296
P 911	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	361 667	295 905
P 912	Récupérations sur créances amorties	14 237	21 115
P 919	Autres reprises de provisions	40 638	68 276
T 004	RESULTAT COURANT	392 249	537 826
P 950	Produits non courants		
C 950	Charges non courantes		
T 005	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	392 249	537 826
C 970	Impôts sur les résultats	109 908	180 374
T 006	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	282 341	357 452

Nom de l'établissement : **B M C E BANK ACTIVITE AGREEE**
ETAT DES SOLDES DE GESTION
AU 31/12/2002

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

0 1 1	3 1	1 2	2 0 0 2	0 4 2	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2002	31/12/2001
P011 C011	+ Intérêts et produits assimilés - Intérêts et charges assimilées	2 405 215 922 001	2 564 592 1 081 091
T007	MARGE D'INTERET	1 483 214	1 483 501
P013 C013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
P015 C015	+ Commissions perçues - Commissions servies	424 895 33 137	356 534 31 211
T009	Marge sur commissions	391 758	325 323
T010	+ Résultat des opérations sur titres de transaction	57 852	
T011	+ Résultat des opérations sur titres de placement	131 886	37 714
T012	+ Résultat des opérations de change	129 901	154 106
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés	- 10 246	- 2 409
T014	Résultat des opérations de marché	309 393	189 411
P017 C017	+ Divers autres produits bancaires - Divers autres charges bancaires	102 341 62 134	80 403 55 989
T015	PRODUIT NET BANCAIRE	2 224 572	2 022 649
T016	+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	- 42 347	36 855
P019 C019 C021	+ Autres produits d'exploitation non bancaire - Autres charges d'exploitation non bancaire - Charges générales d'exploitation	28 261 4 930 1 290 990	19 141 10 088 1 253 517
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	914 566	815 040
T018	+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 556 908	- 317 302
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	34 591	40 088
T020	RESULTAT COURANT	392 249	537 826
T021	RESULTAT NON COURANT		
C023	- Impôts sur les résultats	109 908	180 374
T022	RESULTAT NET DE L EXERCICE	282 341	357 452

Nom de l'établissement : B M C E BANK ACTIVITE AGREEE
ETAT DES SOLDES DE GESTION
AU 31/12/2002

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

0 1 1	3 1	1 2	2 0 0 2	0 4 2	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2002	31/12/2001
T023	+ RESULTAT NET DE L EXERCICE	282 341	357 452
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	118 951	110 514
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	43 381	23 518
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
C031	+ Dotations au provisions réglementées		
C033	+ Dotations non courantes		
P025	- Reprises de provisions	4 611	53 800
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 607	2 128
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 449	3 353
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières		35 373
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	1 108	
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues		
T024	+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	441 012	403 536
T025	- Bénéfices distribués	238 127	238 127
T026	+ AUTOFINANCEMENT	202 885	165 409

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ACTIVITE AGREEE
DU 1ER JANVIER 2002 AU 31 DECEMBRE 2002

en milliers de DH

	31 12 2002	31 12 2001
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	3 484 932	3 771 899
2. (+) Récupérations sur créances amorties	14 237	21 115
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	28 261	54 515
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	2 001 223	2 147 684
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	6 038	10 088
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	1 172 039	1 143 005
7. (-) Impôts sur les résultats versés	109 908	180 374
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	238 222	366 378
<u>Variation des :</u>		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 5 334	1 084 211
9. (±) Créances sur la clientèle	402	- 680 852
10. (±) Titres de créances et de placement	- 3 522 513	16 946
11. (±) Autres actifs	- 154 386	- 225 913
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 222 791	- 5 047
14. (±) Dépôts de la clientèle	2 795 183	1 392 565
15. (±) Titres de créance émis	- 100 000	100 000
16. (±) Autres passifs	- 286 457	213 474
II, Solde des variations des actifs et passifs d'xploitation	949 686	1 895 384
III, FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	1 187 908	2 261 762
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	40 122	104 201
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 183	11 501
19. (-) Aquisitions d'immobilisations financières	231 600	- 1 059 155
20. (-) Aquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	25 721	- 196 114
21. (+) Intérêts perçus	69 906	13 950
22. (+) Dividendes perçus	101 641	49 552
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 40 469	- 1 076 065
<u>Variation des :</u>		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus		
24. (+) Emissions de dettes subordonnées		
25. (+) Emissions d'actions		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	- 1 830	- 3 485
28. (-) Dividendes versés	- 238 128	- 238 128
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 239 958	- 241 613
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	907 481	944 084
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 576 775	1 632 691
VIII . TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3 484 256	2 576 775

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES
AU 31 DECEMBRE 2002**

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK
Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES DEROGATIONS
AU 31 DECEMBRE 2002**

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I -Dérégations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	(*)
II - Dérégations aux méthodes d'évaluation	NEANT	(*)
II - Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	(*)

(*) Application des dispositions particulières spécifiques aux établissements de crédit prévues par le PCEC
cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

**ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
AU 31 DECEMBRE 2002**

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESUSLTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation Reclassement de certains titres de placement (OPCVM) en titres de transaction.	Traduire l'intention de réalisation dans un court délai (inférieur à 6 mois).	1) Au niveau du bilan : Reclassement des titres de placement en titres de transaction (KDH : 2 928 480) 2) Au niveau des résultats: Prise en compte d'une plus value latente de l'ordre de KDH : 57 852.
II - Changement affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2002

En milliers de Dhs

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2002	Total 31/12/2001
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	3 083 729	289	405 035	284 885	3 773 938	3 036 497
VALEURS RECUES EN PENSION		-			-	209 866
- au jour le jour						
- à terme					-	209 866
PRETS DE TRESORERIE	-	99 355	618 102	2 390 373	3 107 830	3 221 399
- au jour le jour		19 355			19 355	429 297
- à terme		80 000	618 102	2 390 373	3 088 475	2 792 102
PRETS FINANCIERS			1 955 516		1 955 516	1 697 892
AUTRES CREANCES	3 297 274	28 946		142 196	3 468 416	3 230 943
INTERETS COURUS A RECEVOIR		6 552	992		7 544	3 832
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	6 381 003	135 142	2 979 645	2 817 454	12 313 244	11 400 429

Commentaires :

_ LA PL 480 DE MDH : 2 895 759 EST COMPRISE DANS LA LIGNE " AUTRES CREANCES "

CREANCES SUR LA CLIENTELE

31 decembre 2002

En milliers de Dhs

C R E A N C E S	Secteur public	S e c t e u r p r i v é			Total 31/12/2002	Total 31/12/2001
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	1 470 913	867 622	8 176 638	2 037 931	12 553 104	12 674 136
- Comptes à vue débiteurs	1 310 348	867 622	4 350 426	1 553 431	8 081 827	7 845 679
- Créances commerciales sur le Maroc			2 044 586	626	2 045 212	1 199 445
- Crédits à l'exportation	6 293		253 445	51 974	311 712	957 771
- Autres crédits de trésorerie	154 272		1 528 181	431 900	2 114 353	2 671 241
CREDITS A LA CONSOMMATION				988 252	988 252	936 684
CREDITS A L'EQUIPEMENT	797 284	28 014	3 720 297	619 371	5 164 966	4 953 830
CREDITS IMMOBILIERS				1 010 707	1 010 707	604 078
AUTRES CREDITS	134	157 769	1 538 042	457 706	2 153 651	2 553 125
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				329 533	329 533	372 155
CREANCES EN SOUFFRANCE	29 684		415 068	221 684	666 436	773 043
- Créances pré-douteuses			1 289	1 434	2 723	1 847
- Créances douteuses			9 490	12 249	21 739	2 554
- Créances compromises	29 684		404 289	208 001	641 974	768 642
TOTAL	2 298 015	1 053 405	13 850 045	5 665 184	22 866 649	22 867 051

TABEAU DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES
AU 31 DECEMBRE 2002

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette	Produits inscrits au CPC de l'exercice (EN DH)
TITRES DE PARTICIPATION							
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	114 862 500	33,40	38 420 083,75		38 420 083,75	2 373 831,20
CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	Organisme financier	100 000 000	16,59	13 009 501,00		13 009 501,00	
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	600 000 USD	20,00	970 638,00	970 638,00	0,00	
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONAL	Audiovisuel	18 000 000	14,17	2 550 000,00		2 550 000,00	
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	500 000	28,78	143 900,00		143 900,00	
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	10 000 000	20,00	2 000 000,00		2 000 000,00	
STE RECOURS	Sté de recouvrement	5 000 000	15,00	375 000,00		375 000,00	75 000,00
EUMAGEX	Assurances et service	2 000 000	25,00	400 000,00		400 000,00	
ACMAR	Assurances et service	25 000 000	20,00	5 000 000,00		5 000 000,00	
STE IPE	Edition et impression	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00	
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	90 000 000	15,00	13 500 000,00		13 500 000,00	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	60 000 000	15,00	1 000 000,00		1 000 000,00	
AL WATANIYA	Assurances	1 105 450 000	21,85	958 509 942,06		958 509 942,06	26 575 010,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	3,8 Milliards FCFA	20,73	58 342 005,48		58 342 005,48	1 188 188,87
INFORMATION TECHNOLOGY SOLUTION	Traitement de l'information	26 500 000	10,00	2 650 000,00		2 650 000,00	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	10 000 000	11,00	11 000 000,00		11 000 000,00	
M@FINANCE.COM	Sté holding	30 000 000	20,00	6 000 000,00		6 000 000,00	
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	46 000 000	12,30	5 650 000,00		5 650 000,00	
RISMA	Tourisme	263 000 000	11,38	29 950 000,00		29 950 000,00	
				1 149 871 070,29	970 638,00	1 148 900 432,29	
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	3 Milliards Ptas	75,00	154 859 410,00		154 859 410,00	
MAGHREBAIL	Crédit bail	102 532 000	46,83	173 128 434,00		173 128 434,00	9 404 000,00
MAROC FACTORING	Factoring	15 000 000	95,00	16 208 700,00		16 208 700,00	855 000,00
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA	PF INVESTISSEMENT	10 000 000	50,00	5 000 000,00		5 000 000,00	
STE ATTACHYID OUAL MABANI	SCI	10 000 000	100,000	10 000 000,00	7 279 270,73	2 720 729,27	
STE BEMCOM	SCI	94 000 000	75,00	70 500 000,00		70 500 000,00	
INTERFINA	PF INVESTISSEMENT	210 000 000	100,00	252 916 718,42		252 916 718,42	
DOCUPRINT	Sté de service	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00	
MAROC INTER TITRES	Sté de bourse	10 000 000	67,50	6 750 000,00		6 750 000,00	
STE MARFIN	Gestion OPCVM	5 000 000	100,00	6 442 928,01		6 442 928,01	40 000 000,00
STE CONSULTITRES	Gestion OPCVM	1 000 000	50,00	500 000,00		500 000,00	1 100 000,00
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	100 000 000	100,00	100 000 000,00		100 000 000,00	
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000 000	100,00	100 000 000,00		100 000 000,00	
SITVA	Club BMCE	600 000	95,00	1 711 431,29		1 711 431,29	
				902 017 621,72	7 279 270,73	894 738 350,99	
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	750 000 000 USD	0,04	2 889 630,00		2 889 630,00	34 672,99
PROPARCO	Ets crédit multi-national	142 560 000 euros	2,50	35 973 921,33		35 973 921,33	396 351,31
BANCO BILBAO VISCAYA	Ets crédit multi-national	62 Milliards Ptas	0,01	6 367 746,00		6 367 746,00	331 657,63
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger			134 972 950,00		134 972 950,00	3 922 660,94
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger			135 541 656,25		135 541 656,25	1 466 060,48
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	110 000 000 Euros		66 697 904,00		66 697 904,00	
STE CIVILE FIN FUND	Prise de participation	100 000	50,00	50 000,00		50 000,00	
FONDS D INVESTISSEMENT CAPITAL MOROCCO	Fonds d'investissement	Fonds variable		11 402 415,54		11 402 415,54	
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	Fonds variable		28 979 477,83		28 979 477,83	
FINAFUND USA	Fonds d'investissement	Fonds variable		51 873 928,00		51 873 928,00	
FINAFUND EUROPE	Fonds d'investissement	Fonds variable		15 470 998,20		15 470 998,20	
				490 220 627,15		490 220 627,15	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
MEDITELECOM	Télécommunication	6 475 000 000	7,80	685 318 000,00		685 318 000,00	
ROYAL MAROCAINE D ASSURANCES	Assurances	1 108 000 000	9,90	389 406 600,00		389 406 600,00	10 969 200,00
CREDIT DU MAROC	Ets de crédit	833 817 000	0,00	4 450,00	985,00	3 465,00	
C.I.H.	Ets de crédit	3 326 650 000	1,64	197 277 478,00	83 513 676,00	113 763 802,00	
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Ets de crédit	575 529 000	2,00	92 098 162,40		92 098 162,40	716 638,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	500 000 000	0,20	971 000,00		971 000,00	
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM	Ets financier	500 000 000 USD	0,06	2 031 425,00		2 031 425,00	115 717,36
S.N.I.	Sté holding	1 090 000 000	0,00	3 520 303,00	726 583,00	2 793 720,00	99 132,00
O.N.A.	Sté holding	1 720 056 950	0,00	1 155,00	158,00	997,00	
BRASSERIES DU MAROC	Agro-alimentaire	282 625 000	0,00	15 986 850,00	7 169 520,00	8 817 330,00	484 450,00
CTM/ LN	Transport	125 597 800	5,00	27 363 667,00	10 068 347,00	17 295 320,00	926 535,00
COMANAV	Transport maritime	274 500 000	5,00	1 373 505,00		1 373 505,00	
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	450 351 000	1,97	3 393 433,00		3 393 433,00	
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	20 000 000	0,04	8 500,00		8 500,00	12 800,00
C.M.K.D.	Sté holding	315 000 000	2,14	7 062 374,99		7 062 374,99	
SIDET	Sté holding	75 500 000	2,00	1 268 300,00	413 846,29	854 453,71	
SOMED	Sté holding	300 000 000	2,64	7 927 000,00		7 927 000,00	475 620,00
SMAEX	Assurances et service	30 000 000	5,63	1 690 000,00		1 690 000,00	118 300,00
GECOTEX	Industrie	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00	
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	120 000 000	4,17	5 000 000,00	1 010 800,00	3 989 200,00	
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	25 000 000	0,96	480 500,00		480 500,00	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	19 005 000	8,08	1 267 000,00		1 267 000,00	
CASA WORLD TRADE CENTER	Immobilier	3 500 000	2,70	95 500,00		95 500,00	
FRUMAT	Agro-alimentaire	171 058 800	8,50	14 500 000,00	13 004 000,00	1 496 000,00	
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000 000	4,00	803 000,00		803 000,00	
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	20 000 000	2,50	500 000,00	500 000,00	0,00	
CIE IMMOBILIERE DES ETUDIANTS	Immobilier			0,01		0,01	
SINCOMAR	Agro-alimentaire	37 440 000		49 400,00		49 400,00	
SWIFT	Sté de service	434 020 000 BEF	0,00	21 962,28		21 962,28	
BANQUE POPULAIRE MARROCO CENTRAFRICAINE	Ets financier	2 Milliards FCFA	5,00	2 814 120,00	2 814 120,00	0,00	
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	500 000 000	0,05	240 250,00		240 250,00	
				1 462 973 935,68	119 222 035,29	1 343 751 900,39	
COMPTES COURANTS ASSOCIES							
MEDITELECOM				89 435 085,31	2 052 000,00	87 383 085,31	
ISTITMAR WA MOUSSAHAMA				65 382 165,71		65 382 165,71	
MAGHREBAIL				18 000 000,00		18 000 000,00	
MARTCO				2 500 000,00		2 500 000,00	
Siège G.P.B.M.				1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	
ALLICOM MAROC				1 446 419,60		1 446 419,60	
WORLD TRADE CENTER				552 000,00	552 000,00	0,00	
				54 500,00		54 500,00	
				4 094 518 340,15	129 523 944,02	3 964 994 396,13	101 640 825,78

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2002**

en milliers de DHS

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortisseme nts et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortisseme nts sur immobilisati ons sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	63 048	18 332	-	81 380	13 043	6 238	-	19 281	62 099
- Droit au bail	26 798	350		27 148				-	27 148
- Immobilisations en recherche et développement				-				-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	36 250	17 982		54 232	13 043	6 238		19 281	34 951
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 103 371	118 448	44 814	2 177 005	1 117 369	112 346	1 805	1 227 910	949 095
- Immeubles d'exploitation	499 603	48 787	2 839	545 551	99 699	10 135	-	109 834	435 717
. Terrain d'exploitation	68 577	9 098		77 675					77 675
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	431 026	39 689	2 839	467 876	99 699	10 135		109 834	358 042
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									-
- Mobilier et matériel d'exploitation	818 077	33 240	36 822	814 495	619 892	54 686	1 106	673 472	141 023
. Mobilier de bureau d'exploitation	205 725	5 332		211 057	124 576	13 774		138 350	72 707
. Matériel de bureau d'exploitation	133 124	5 862	204	138 782	113 951	8 807	205	122 553	16 229
. Matériel Informatique	421 406	16 880	35 954	402 332	341 664	27 221	240	368 645	33 687
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	27 138	55	664	26 529	17 715	3 267	661	20 321	6 208
. Autres matériels d'exploitation	30 684	5 111		35 795	21 986	1 617		23 603	12 192
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	585 076	26 402		611 478	363 773	42 527		406 300	205 178
- Immobilisations corporelles hors exploitation	200 615	10 019	5 153	205 481	34 005	4 998	699	38 304	167 177
. Terrains hors exploitation	40 040	127	4 298	35 869				-	35 869
. Immeubles hors exploitation	79 412	7 393	151	86 654	19 642	3 459	151	22 950	63 704
. Mobiliers et matériel hors exploitation	15 451	1 211	13	16 649	7 524	1 190	13	8 701	7 948
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	65 712	1 288	691	66 309	6 839	349	535	6 653	59 656
TOTAL	2 166 419	136 780	44 814	2 258 385	1 130 412	118 584	1 805	1 247 191	1 011 194

**PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS
DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2002**

en milliers de DHS

Date de cession ou de retrait	Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
01/04/2002	Matériel roulant rattaché à l'exploitation	624	624	-	40	40	
01/04/2002	Parc-cycles	8	8	-	-		
20/05/2002	Matériel informatique (don)	239	239	-			
27/06/2002	Terrains hors exploitation	4 265		4 265	2 818		1 447
21/06/2002	Parc-cycles	17	17	-	800	800	
21/06/2002	Parc-cycles	15	12	3	1		2
28/06/2002	Matériel d'exploitation	4	4	-	1	1	
17/08/2002	Immeubles hors exploitation	889	699	190	1 500	1 310	
24/12/2002	Matériel d'exploitation	200	200	-	23	23	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

en milliers de DHS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2002	Total 31/12/2001
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		162 321	19 284	152 651	334 256	567 792
VALEURS DONNEES EN PENSION	708 720	449 074			1 157 794	111 950
- au jour le jour						
- à terme	708 720	449 074			1 157 794	111 950
					-	
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	490 000	889 595	2 401 765	3 781 360	2 282 979
- au jour le jour		490 000			490 000	220 000
- à terme			889 595	2 401 765	3 291 360	2 062 979
EMPRUNTS FINANCIERS	111 365			934 160	1 045 525	836 114
					-	
AUTRES DETTES	9 627	47 905	1 823	51 462	110 817	510 965
INTERETS COURUS A PAYER					118 249	15 410
TOTAL	829 712	1 149 300	910 702	3 540 038	6 548 001	4 325 210

DEPOTS DE LA CLIENTELE

en milliers de DHS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2002	Total 31/12/2001
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	966 062	1 259 820	4 916 537	12 192 776	19 335 195	16 120 814
COMPTES D'EPARGNE				6 904 628	6 904 628	6 231 782
DEPOTS A TERME	180 295	500	701 221	7 696 995	8 579 011	10 766 678
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	3 061 663	2 165 795	539 463	287 232	6 054 153	4 777 813
INTERETS COURUS A PAYER				41 310	41 310	222 027
TOTAL	4 208 020	3 426 115	6 157 221	27 122 941	40 914 297	38 119 114

Commentaires:

(*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

P R O V I S I O N S

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2002

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2001	Dotations	Reprises (2)	Autres variations	Encours 31/12/2002
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 550 954	637 673	463 053	17 105	1 708 469
créances sur les établissements de crédit et assimilés					-
créances sur la clientèle	1 316 567	583 783	361 667	17 105	1 521 578
agios réservés	53 373		10 237		43 136
titres de placement	22 298	10 509	18 576		14 231
titres de participation et emplois assimilés	158 716	43 381	72 573		129 524
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	173 311	-	4 581		168 730
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	22 929		4 199		18 730
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges					-
Provisions réglementées	382		382		-
Provisions pour risques généraux affectées (1)	150 000				150 000
<u>TOTAL GENERAL</u>	1 724 265	637 673	467 634	17 105	1 877 199

Commentaires:

(1) DONT MDH : 150 000 , PROVISION AYANT SUPPORTE L' IMPÔT, CONSTITUEE EN 1999 QUI AVAIT LE CARACTERE DE RESEVE LIBRE , EST DESORMAIS CONSIDEREE COMME COUVRANT DIFFERENTS RISQUES IDENTIFIES.

DE CE FAIT, CETTE PROVISION N'A PLUS LE CARACTERE DE FONDS PROPRES.

(2) Y COMPRIS LES REPRISES DE PROVISIONS UTILISEES (kdh :307 514)

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31 DECEMBRE 2002

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	152 461	Bons du trésor reçus en pension	152 461
Autres titres	5 296	T C N reçus en pension	5 296
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	157 757		157 757

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 318 773	Bons du trésor donnés en pension	3 318 773
Autres titres		Effets donnés en pension	
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	3 318 773		3 318 773

**REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL
AU 31 DECEMBRE 2002**

Montant du capital:		1 587 513 900 dirhams		
Montant du capital social souscrit et non appelé :		Néant		
Valeur nominale des titres :		100 dirhams		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
I - ACTIONNAIRES MAROCAINS				
ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCES	67/69, avenue des FAR Casablanca	3 482 334	3 492 904	22,00
AL WATANIYA	83, avenue des FAR Casablanca	1 313 689	1 313 689	8,28
BMCE BANK			100 058	0,63
INTERFINA	67/69, avenue des FAR Casablanca	954 626	792 330	4,99
FINANCE.COM	67/69, avenue des FAR Casablanca	109 697	771 907	4,86
MAROC VALEURS	69, rue Othmane Ben Affane Casablanca	42 000	41 705	0,26
MAROC INTER TITRES	Tour BMCE Rond point Hassan II Casablanca	94 790	87 995	0,55
H O B	Km 13, autoroute Casa/Rabat - Ain Harrouda	31 427		
C I M R	100, bld Abdelmoumen Casablanca	1 001 740	968 909	6,10
MAMDA/MCMA	16, rue Abou Inane Rabat	565 027	576 002	3,63
STE CENTRALE DE REASSURANCES	Place Zellaqa Casablanca	74 800	74 800	0,47
BOURSE DES VALEURS ET DIVERS		5 193 193	4 643 024	29,26
II - ACTIONNAIRES ETRANGERS				
COMMERZBANK	Neue Mainzer Strasse - 32/36 60261 - Frankfurt (Main) 1 Allemagne	2 387 503	2 387 503	15,04
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida Da Libertade, 195-1250 142 Lisbonne	440 124	440 124	2,77
UNION BANCAIRE PRIVEE	96/98, rue du Rhône - 1211 Genève	184 189	184 189	1,16
TOTAL GENERAL :		15 875 139	15 875 139	100,00

**AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE
AU 31 DECEMBRE 2002**

en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision du.....			
Report à nouveau	57	Réserve légale	15 124
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	238 128
Résultat net de l'exercice	302 495	Autres affectations	49 300
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	302 552	TOTAL B	302 552

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	31 décembre 2002
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	17 mars 2003
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables N E A N T
	. Défavorables N E A N T

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

PROGRAMME DE PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE BMCE BANK

Bulletin d'acquisition d'actions BMCE
OPV réservée exclusivement aux Membres du Personnel du Groupe BMCE Bank
Période d'acquisition : du 16 mai 2005 au 20 mai 2005

Direction ou Entité de Rattachement :

Agence :

Centre de frais :

Achat ordonné par :

N° de Compte :

Nationalité :

N° C.I.N ou C.S :

Actions	Quantité Demandée	Prix Unitaire	Montant global de l'acquisition
BMCE		525 MAD	

Je déclare avoir pris connaissance :

- de la documentation mise à la disposition de l'ensemble des Membres du Personnel et comprenant notamment :
 - Un exemplaire du « Règlement du Programme de Participation Au Capital ».
- de la Note d'Information visée par le CDVM le sous la référence et mise à la disposition de l'ensemble des Membres du Personnel par la Direction des Relations Humaines de BMCE BANK.

J'accepte de bénéficier d'un nombre d'actions supérieur à celui qui m'a été réservé et ce, sur le reliquat d'actions qui ne seraient pas acquises, le cas échéant. *

Oui Non

☐ ☐

*** Cocher obligatoirement une case**

Date et Signature de l'Acquéreur

A ...

Le ...

Cachet Direction des Relations Humaines de l'entité de Rattachement

Le signataire du présent bulletin d'acquisition (ci-après « Signataire ») reconnaît qu'il participe à la présente Offre Publique d'Acquisition en toute liberté, en toute connaissance de cause et après avoir pris parfaite connaissance des dispositions de la Note d'Information .

Il reconnaît expressément que ladite acquisition est régie par les dispositions de la Note d'Information visée par le CDVM le, sous la référence ainsi que par les dispositions ci-dessous :

Il déclare reconnaître expressément que les actions acquises par lui, totalement ou partiellement, au moyen du prêt mis à sa disposition par BMCE Bank, tel que résultant du présent bulletin d'acquisition, sont nanties du seul fait des présentes, au profit de BMCE Bank, pour toute la durée du prêt, sans qu'il soit besoin de signer un quelconque autre document.

A cet effet, le **Signataire** recevra, dans les dix jours ouvrés du dénouement de l'Offre Publique de Vente, un avis détaillant le nombre d'actions acquises par lui, le prix global de l'acquisition, le montant du prêt alloué ainsi que le nombre et l'identification des actions nanties au profit de BMCE Bank.

En conséquence, BMCE Bank est en droit, dans les cas prévus par la Note d'Information, de réaliser le nantissement ainsi constitué, sept jours après simple signification faite au **Signataire** de s'exécuter et sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité. La réalisation du nantissement consistant en la vente des actions nanties, sur le marché de la Bourse des valeurs et le remboursement en priorité du montant du prêt, principal et intérêts, augmenté, le cas échéant, des pénalités prévues dans le paragraphe ci-dessous.

En cas de démission ou de licenciement pour faute grave du Signataire, et à défaut de remboursement par lui de son prêt dans les conditions précisées au paragraphe ci-dessus, BMCE Bank est en droit de faire procéder à la vente des actions nanties en sa faveur et d'affecter d'office et en priorité le produit de la vente au remboursement du prêt, capital et intérêts. Le reliquat du produit de la vente, s'il en reste, est prélevé par BMCE Bank à son profit au titre de pénalités de rupture anticipée du contrat de prêt.

En cas de licenciement pour des motifs autres que la faute grave, et si le montant du prêt, principal et des intérêts, n'est pas remboursé par le **Signataire** dans les conditions susvisées, BMCE Bank est en droit de faire procéder à la vente des actions nanties en sa faveur et d'affecter d'office et en priorité le produit de la vente au remboursement du prêt, capital et intérêts. Le reliquat du produit de la vente, s'il en reste, est remis au **Signataire**.